

267
AD

EVENEMENTS SOCIAUX DANS LA COMMUNAUTE

Library Copy

NOTE D'INFORMATION

IXe Année

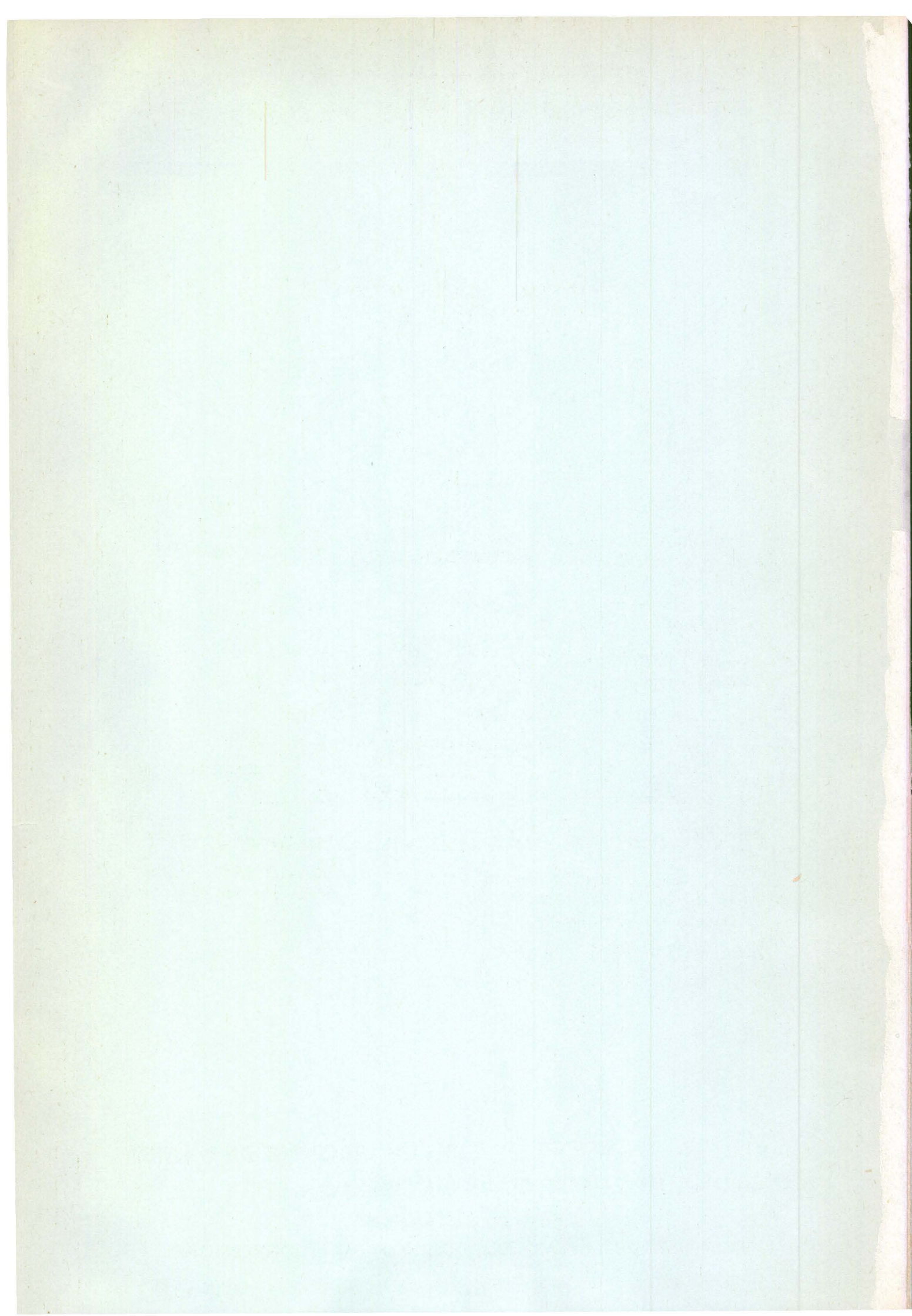
N° 2

Sommaire

SITUATION SOCIALE
DANS LES INDUSTRIES DE LA C.E.C.A.
ET ACTIVITE DE LA HAUTE AUTORITE
DANS LE DOMAINE SOCIAL
PENDANT L'ANNEE 1963

COMMUNAUTE EUROPEENNE DU CHARBON ET DE L'ACIER
HAUTE AUTORITE

DIRECTION GENERALE
PROBLEMES DU TRAVAIL, ASSAINISSEMENT ET RECONVERSION

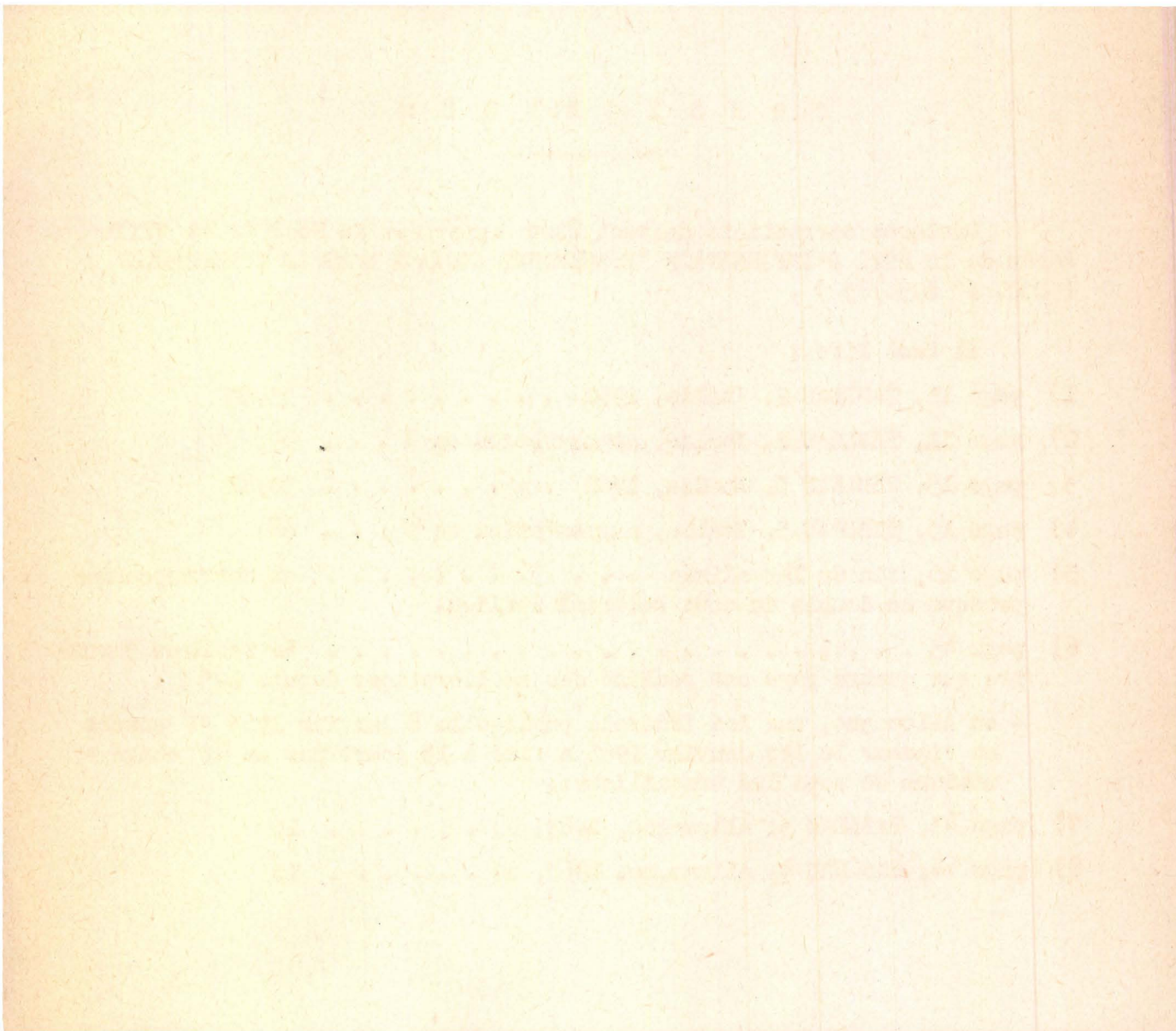


C O R R I G E N D U M

Quelques corrections doivent être apportées au No 2 de la VIII^e Année de la NOTE D'INFORMATION "EVENEMENTS SOCIAUX DANS LA COMMUNAUTE"
(DOC. N° 2930/63) .

Il faut lire :

- 1) page 11, TABLEAU 2, Italie, 1962 53,83
- 2) page 11, TABLEAU 2, Italie, augmentation en % . . . 99
- 3) page 15, TABLEAU 5, Italie, 1962 50,41
- 4) page 15, TABLEAU 5, Italie, augmentation en % . . . 88
- 5) page 16, fin du 1er alinéa et correspondent presque au double du coût salarial italien.
- 6) page 43 Le tableau 3 montre que quatre pays ont réalisé des améliorations depuis 1953 :
 - en Allemagne, une loi fédérale publiée le 8 janvier 1963 et entrée en vigueur le 1er janvier 1963 a fixé à 15 jours par an le congé minimum de tous les travailleurs.
- 7) page 43, TABLEAU 3, Allemagne, 1963, a) 15
- 8) page 44, TABLEAU 4, Allemagne, 1963, a) 15



NOTE D'INFORMATION

IXe Année

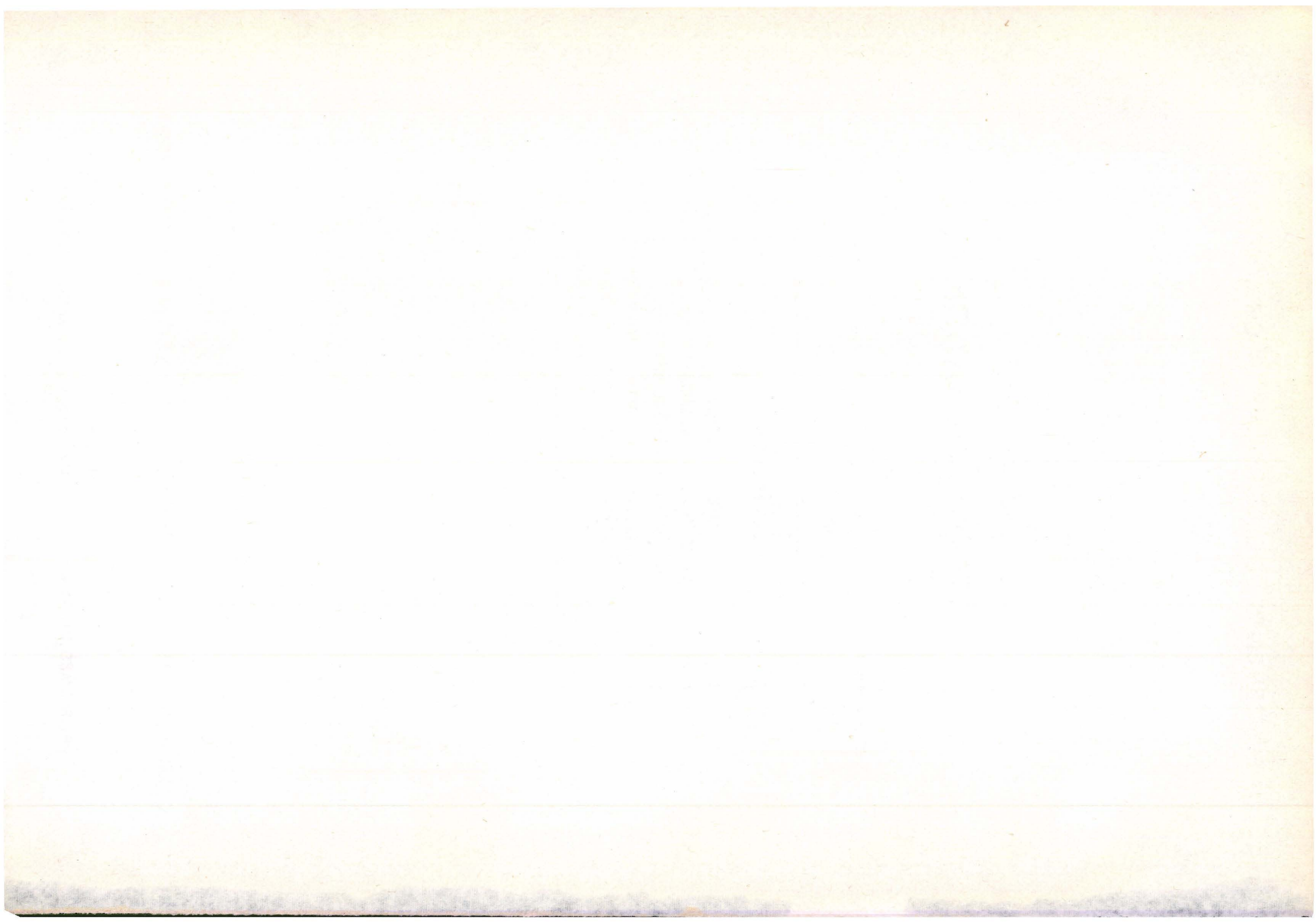
N° 2

Sommaire

**SITUATION SOCIALE
DANS LES INDUSTRIES DE LA C.E.C.A.
ET ACTIVITE DE LA HAUTE AUTORITE
DANS LE DOMAINE SOCIAL
PENDANT L'ANNEE 1963**

**COMMUNAUTE EUROPEENNE DU CHARBON ET DE L'ACIER
HAUTE AUTORITE**

**DIRECTION GENERALE
PROBLEMES DU TRAVAIL, ASSAINISSEMENT ET RECONVERSION**



A V E R T I S S E M E N T

La présente livraison de la NOTE D'INFORMATION concerne l'année 1963 et, plus précisément, la période comprise entre le 1er février 1963 et le 31 janvier 1964 (1).

Elle se propose seulement de mettre un instrument de travail à la disposition de tous les intéressés, sous la forme d'un simple aide-mémoire.

Cet aide-mémoire (qui, en raison de son objet même, ne saurait être exhaustif) se rapporte

- d'une part, à la situation des travailleurs des industries de la C.E.C.A.;
- d'autre part, à l'activité de la Haute Autorité en matière sociale.

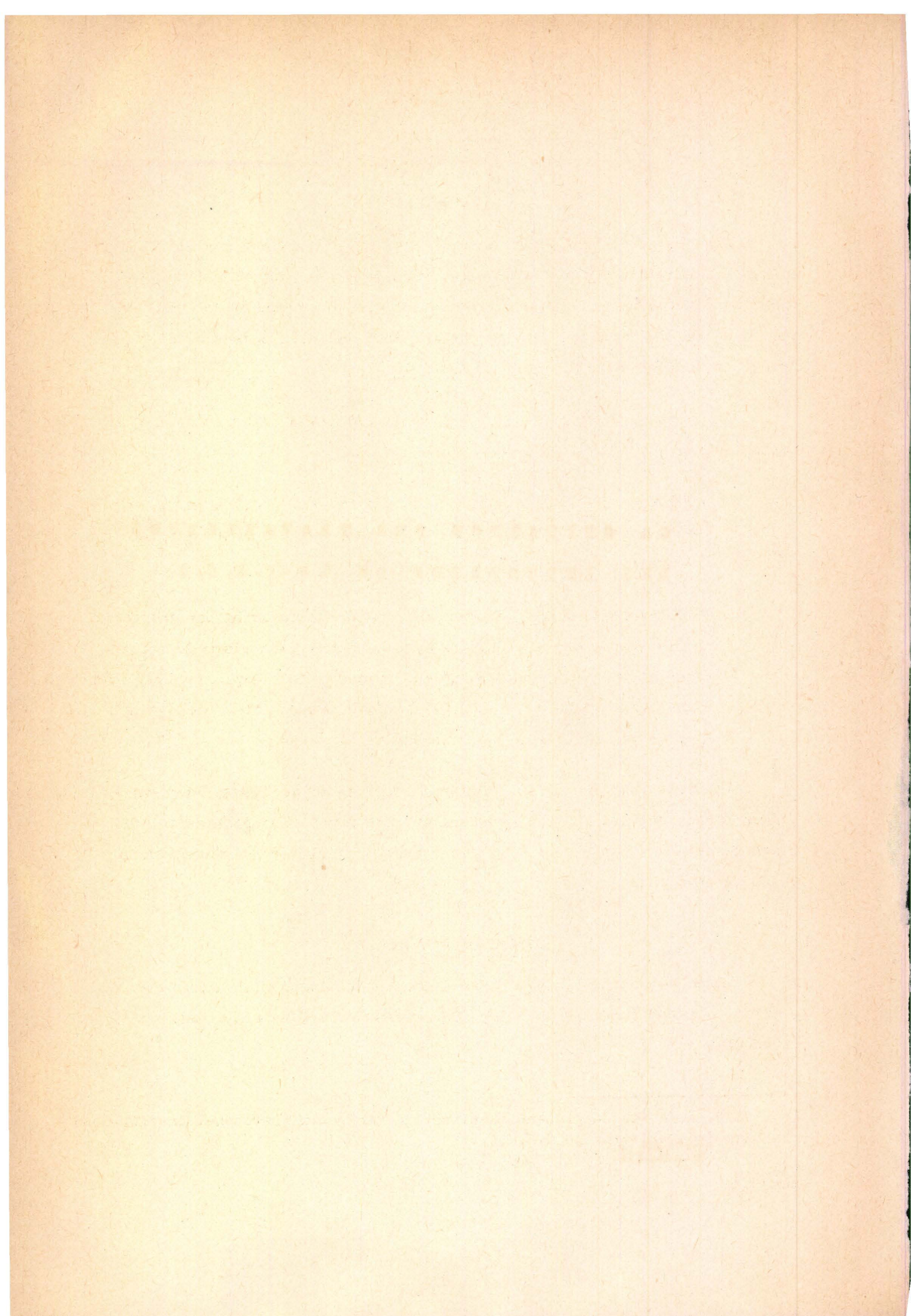
Dans les deux domaines, on n'a retenu que des chiffres et des faits, à l'exclusion des considérations sur la politique sociale de la Haute Autorité qui figurent dans le Douzième Rapport général.

On a en outre évité de répéter des informations déjà diffusées dans des documents divers. Le lecteur voudra bien se reporter à ces documents et, en particulier, aux rapports généraux (chapitre V) des années précédentes.

(1) Cette période a été choisie pour que la portée de la présente livraison de la NOTE D'INFORMATION coïncide avec celle du Douzième Rapport général sur l'activité de la Communauté, qui paraîtra à peu près en même temps.

1280/64 f

LA SITUATION DES TRAVAILLEURS
DES INDUSTRIES DE LA C.E.C.A.



L' EMPLOI

1. Dans les charbonnages et dans la sidérurgie, la tendance est restée, en 1963, à la réduction des effectifs. Bien que, par rapport à 1962, la diminution ait été un peu moins prononcée dans les charbonnages et plus rapide dans la sidérurgie, il n'y a pas eu, dans ces deux secteurs, de changement décisif en ce qui concerne l'emploi.

Par contre, dans les mines de fer, la situation actuelle et l'évolution future justifient de graves préoccupations :

- comparée, d'une part, à l'effectif total et, d'autre part, au recul enregistré en 1962, la régression qui est intervenue en 1963 s'avère importante ;
- étant donné les difficultés de caractère structurel que rencontre l'écoulement des minerais de la Communauté, des mines de fer seront encore amenées à cesser ou à réduire leur exploitation, même dans des régions qui, jusqu'ici, n'avaient pas été touchées ou qui ne l'avaient été que dans une faible mesure.

La Haute Autorité met à la disposition des travailleurs, des entreprises et des régions qu'atteignent ou qu'atteindront les difficultés des mines de fer les moyens dont elle dispose pour faciliter la réadaptation et la reconversion.

SITUATION D'ENSEMBLE

2. Le 30 septembre 1963, 1 372 600 personnes (ouvriers, employés et apprentis) étaient occupées dans les industries de la C.E.C.A., contre 1 415 600 un an plus tôt (1).

(1) Voir, à la fin du présent chapitre, le tableau 6 (Personnel inscrit dans les industries de la C.E.C.A.).

La réduction des effectifs n'a pas seulement touché les charbonnages et les mines de fer; les effectifs de la sidérurgie ont aussi diminué, mais dans une mesure proportionnellement beaucoup plus faible.

Charbonnages (1)

Tendance générale

3. Les effectifs, qui étaient de 788 100 personnes le 30 septembre 1962, n'étaient plus que de 756 500 personnes le 30 septembre 1963.

Avec 31 600 unités, la régression est inférieure à celle, de 45 400 unités, qui avait été enregistrée pendant le dernier trimestre de 1961 et les neuf premiers mois de 1962; elle reste néanmoins préoccupante.

Cette régression résulte, d'une part, du nombre toujours élevé des départs volontaires et, d'autre part, de la poursuite des actions de rationalisation et d'assainissement : des sièges ont encore été fermés dans la République fédérale, en Belgique et en France.

Mouvement de la main-d'oeuvre du fond

4. Le 30 septembre 1963, on comptait 441 500 ouvriers du fond dans les charbonnages de la Communauté, soit 18 600 de moins qu'au 30 septembre 1962 (460 100). Le nombre des ouvriers du fond a cependant moins diminué qu'au cours des années précédentes.

En se maintenant autour de 50 000 (plus de 11 % de l'effectif moyen du fond) pour une période de neuf mois, les départs volontaires d'ouvriers du fond continuent à poser un problème grave.

Besoins de main-d'oeuvre

5. La pénurie de main-d'oeuvre du fond persiste. Les charbonnages de plusieurs bassins déclarent toujours des besoins importants.

(1) Voir, à la fin du présent chapitre, le tableau 7 (Evolution des effectifs inscrits dans les charbonnages).

A l'automne de 1963, les mines de la République fédérale estimaient leurs besoins à 9 800 ouvriers mineurs. Elles indiquaient en outre qu'elles pouvaient embaucher annuellement 9 300 apprentis, dont 7 200 apprentis-mineurs et 2 100 apprentis-ouvriers de métier.

En Belgique, environ 2 000 offres d'emploi sont en attente auprès des services de placement.

En France, les besoins de main-d'oeuvre pour le fond demeurent élevés dans le bassin du Nord/Pas-de-Calais et ils croissent en Lorraine; au début de 1963, certains sièges du Centre-Midi, où les embauchages étaient suspendus depuis 1960, ont été autorisés à reprendre le recrutement de jeunes ouvriers.

Les mines du Limbourg néerlandais demandent des ouvriers et des apprentis.

Sidérurgie (1)

6. La sidérurgie de la Communauté occupait 581 900 personnes le 30 septembre 1962 et 576 800 personnes le 30 septembre 1963.

Du 30 septembre 1961 au 30 septembre 1962, les effectifs totaux avaient quelque peu diminué (- 1 300); au cours des douze mois suivants, cette tendance s'est accentuée : la réduction a été de 5 100 unités.

Les effectifs ont augmenté en Italie et aux Pays-Bas (où la sidérurgie est en plein développement), ainsi qu'en France - à cause de l'entrée en service de deux usines, dont celle de Dunkerque. Au Luxembourg, ils sont restés stables. C'est en Belgique et, surtout, en Allemagne (- 10 700) que les effectifs ont fléchi.

(1) Voir, à la fin du présent chapitre, le tableau 8 (Evolution des effectifs inscrits dans la sidérurgie).

D'une façon générale, l'incertitude du marché de l'acier a entraîné une certaine prudence en ce qui concerne le recrutement : pendant les neuf premiers mois de 1963, l'ensemble de la sidérurgie de la Communauté a embauché moins de travailleurs qu'au cours de la période correspondante de 1962. Cependant, l'évolution de la production ne s'est pas rigoureusement répercutée sur celle des effectifs. Les entreprises ont le souci de garder leur personnel. Elles considèrent en effet qu'il leur serait difficile, étant donné la tension du marché de l'emploi, de trouver ultérieurement des travailleurs qualifiés.

7. Les rentrées de commandes s'étant améliorées depuis le second semestre de 1963, on enregistre une reprise des embauchages.

Toutefois, la demande de main-d'oeuvre est assez irrégulière et variable selon les régions et les entreprises : si certaines entreprises ou complexes nouveaux cherchent activement du personnel (aussi bien de production que d'entretien), d'autres usines recrutent seulement afin de remplacer les travailleurs qui s'en vont pour des causes diverses.

Mines de fer (1)

8. Depuis plusieurs années, l'évolution de l'emploi dans les mines de fer était caractérisée par une régression, lente mais continue, liée aux efforts de modernisation et de rationalisation.

A partir de 1961, les modifications qui sont intervenues dans les conditions d'écoulement des minerais communautaires ont précipité cette régression.

Les actions de fermeture ont commencé en 1961.

(1) Voir, à la fin du présent chapitre, le tableau 10 (Evolution des effectifs inscrits dans les mines de fer).

Pendant l'année 1963, la situation ne s'est pas améliorée en Allemagne et elle s'est aggravée en France.

De plus, on a constaté dans les deux pays l'extension géographique des difficultés auxquelles se heurtent les mines de fer. Pour la première fois, des mines ont été ou seront prochainement fermées dans le Sud de l'Allemagne et, pour la première fois aussi, des fermetures ont été soit effectuées soit décidées en Lorraine.

A l'automne de 1963, le nombre des mines de fer en activité dans la République fédérale n'était plus que de 28, au lieu de 40 en septembre 1962 et de 51 en septembre 1961. En France, alors que 83 mines de fer étaient en activité en juillet 1961, il n'y en avait plus que 70 en septembre 1963.

9. Soit volontairement soit par suite de licenciement, 4 400 ouvriers ont quitté les mines de fer de la République fédérale et près de 3 000 les mines de fer françaises, du 30 septembre 1962 au 30 septembre 1963.

Au cours de la même période, le nombre de personnes occupées dans les mines de fer de la Communauté a baissé de 6 300 unités (contre 5 200 pendant les douze mois précédents); il est tombé de 45 600 à 39 300 unités.

10. La Haute Autorité a déjà fait bénéficier un certain nombre de mineurs de fer des moyens qu'elle détient au titre de la réadaptation et de la reconversion (1); elle est en mesure de développer cette action, au fur et à mesure que les besoins se manifesteront.

(1) Voir ci-dessous, pp. 70 - 72 et p. 78.

La Haute Autorité ne se limitera pas à agir dans l'intérêt direct et immédiat des travailleurs licenciés; elle assumera pleinement la responsabilité dont elle se considère comme investie à l'égard de l'équilibre économique des régions qui sont touchées par les fermetures.

En effet, la réadaptation des travailleurs des mines de fer débouche souvent sur un problème de reconversion régionale.

En Allemagne, la plupart des mineurs de fer qui ont perdu leur emploi ont été embauchés dans la sidérurgie, dans le secteur de la transformation des métaux ou dans le bâtiment; mais le reclassement du personnel qui quittera encore les mines de fer de la République fédérale exige que des mesures d'envergure soient prises.

En France, la situation se présente de la façon suivante :

- les petites mines de fer fermées dans l'Ouest et dans les Pyrénées étant situées dans des zones peu industrialisées, le réemploi de leur main-d'oeuvre ne peut pas toujours s'effectuer sur place;
- si un programme de reconversion n'est pas lancé dans le bassin ferrifère lorrain, les mineurs de fer qui risquent de devenir disponibles ne parviendront pas non plus à se reclasser tous dans la région, où ceux qui ont été licenciés jusqu'ici se sont maintenus (généralement, en acceptant un emploi dans la sidérurgie).

TRAVAILLEURS NON NATIONAUX (1)

11. Le tableau 10 (à la fin du présent chapitre) montre qu'au 30 septembre 1963, 164 300 travailleurs non nationaux, soit 13 % de l'effectif total, étaient occupés dans les industries de la C.E.C.A. Parmi ces 164 300 travailleurs, 77 000 (6 % de l'effectif total) sont des travailleurs communautaires et 87 300 (7 % de l'effectif total) des travailleurs étrangers.

Du 30 septembre 1962 au 30 septembre 1963, malgré la diminution des effectifs totaux, le nombre des travailleurs non nationaux occupés dans les industries de la C.E.C.A. s'est accru de 5 200 unités; c'est-à-dire, de 3 %. La diminution des travailleurs communautaires (- 8 800) a été plus que compensée par l'augmentation du nombre des travailleurs étrangers : + 14 000. Compte tenu du fait que 3 800 travailleurs étrangers (dont 1 900 Polonais) ont quitté les industries de la C.E.C.A., cette augmentation se ventile de la façon suivante :

Turcs	+ 6 600
Greco	+ 4 500
Nord-Africains	+ 3 700
Espagnols et Portugais .	+ 3 000

(1) On entend par "travailleur non national" tout travailleur occupé dans un charbonnage, une usine sidérurgique ou une mine de fer d'un pays de la Communauté dont il n'a pas la nationalité. Les travailleurs non nationaux comprennent les "travailleurs communautaires" (qui ont la nationalité d'un pays de la Communauté autre que celui dans lequel ils sont occupés) et les "travailleurs étrangers" - qui ont la nationalité d'un pays tiers. Un certain nombre des travailleurs non nationaux sont des frontaliers. Par ailleurs, les industries de la C.E.C.A. ne font pas toujours appel à de nouveaux immigrants : il arrive à chacune d'elles de recruter des travailleurs non nationaux qui étaient déjà occupés dans le pays, soit dans l'une des deux autres soit dans un secteur ne relevant pas du traité de Paris. Certains travailleurs non nationaux sont nés dans le pays de la Communauté où ils sont occupés, sans en avoir acquis la nationalité. L'évolution de la main-d'oeuvre non nationale a été longuement décrite sous les nos 450-455 du Onzième Rapport général.

Dans les mines de fer, le nombre des travailleurs non nationaux s'est réduit de 500 unités, mais il a augmenté de 600 unités dans la sidérurgie et de 5 100 dans les charbonnages.

Le 30 septembre 1963, seulement 4 700 travailleurs non nationaux étaient occupés dans les mines de fer. Dans la sidérurgie, les travailleurs non nationaux se sont stabilisés autour de 56 500 unités - dont 36 700 en France et 10 200 en Belgique.

En 1963, les usines sidérurgiques ont paru s'intéresser beaucoup moins que pendant les années précédentes au recrutement de travailleurs non nationaux nouvellement immigrés.

La situation est bien différente dans les charbonnages.

Dans les charbonnages

12. En raison de la tension du marché de l'emploi et de la désaffection pour le métier de mineur, les charbonnages ne parviennent pas à satisfaire leurs besoins de main-d'oeuvre dans la région environnante ou dans le pays. Ils font donc davantage appel à des travailleurs non nationaux.

Pendant les neuf premiers mois de 1963 :

- dans la République fédérale, 8 900 travailleurs non nationaux ont représenté 42 % des placements effectués dans les mines par les services de la main-d'oeuvre.
- en Belgique, 9 500 permis de travail "Nouvelle immigration", soit le double de l'année précédente, ont été délivrés;
- en France, l'Office national d'immigration a introduit et placé dans les charbonnages 3 500 travailleurs non nationaux.

On notera en outre que les charbonnages se tournent de plus en plus vers la Grèce, la Turquie et le Maroc. En effet, les sources traditionnelles de recrutement se tarissent.

Le 30 septembre 1963, 103 100 travailleurs non nationaux (près de 14 % de l'effectif total) étaient occupés dans les charbonnages de la Communauté, surtout en Belgique (40 600) et en France (38 300). Parmi ces 103 100 travailleurs, 40 200 sont des travailleurs communautaires et 62 900 des travailleurs étrangers.

Le 30 septembre 1963, plus des quatre cinquièmes (90 700 sur 103 100) des travailleurs non nationaux des charbonnages étaient occupés au fond (1).

Les Italiens occupés dans les mines (charbon et fer) et dans la sidérurgie d'un pays de la Communauté autre que l'Italie

13. Au 30 septembre 1963, ces travailleurs se répartissaient de la façon suivante, par pays et par secteur :

	Charbonnages	Sidérurgie	Mines de fer	Totaux par pays
Allemagne (R.F.)	2 900	1 600	100	4 600
Belgique	20 100	7 500	-	27 600
France	6 900	15 000	2 800	24 700
Luxembourg	-	600	300	900
Pays-Bas	600	500	-	1 100
Totaux par secteur	30 500	25 200	3 200	C.E.C.A. 58 900

(1) Voir, à la fin du présent chapitre, le tableau 11 (Répartition par nationalité, au 30 septembre 1963, du personnel occupé au fond dans les charbonnages de la C.E.C.A.)

Les Italiens restent les plus nombreux des travailleurs communautaires occupés dans les industries de la C.E.C.A.: 58 900 sur 77 000, soit 76 %. Cependant, de septembre 1962 à septembre 1963, leur nombre a diminué. En effet, il était de 65 600 au 30 septembre 1962. En une année, la diminution a atteint 6 700 unités (10 %) - dont 6 300 pour les seuls charbonnages. D'autre part, Les efforts des charbonnages des autres pays pour recruter en Italie ne sont plus guère couronnés de succès.

Les Italiens travaillent surtout en Belgique et en France. Si leur nombre est important dans la sidérurgie, il est encore plus élevé dans les charbonnages. Dans la grande majorité des cas, les Italiens sont occupés au fond : 2 600 sur 2 900 en Allemagne, 18 500 sur 20 100 en Belgique, 5 800 sur 6 900 en France et 500 sur 600 aux Pays-Bas.

Travailleurs communautaires titulaires
de la carte de travail de la C.E.C.A. (1)

14. Parmi les travailleurs communautaires occupés dans les mines et dans la sidérurgie, certains sont titulaires de la carte de travail de la C.E.C.A.

Du 1er octobre 1962 au 30 septembre 1963, 72 cartes de travail se sont ajoutées aux 1 695 qui avaient été délivrées pendant la période comprise entre le 1er septembre 1957 (2) et le 30 septembre 1962 (3).

Les nouvelles cartes se répartissent de la façon suivante selon le pays où elles ont été délivrées :

(1) Voir ci-dessous, pp. 85 - 88 .

(2) Entrée en vigueur de la carte de travail de la C.E.C.A.

(3) Clôture, pour les données statistiques sur l'emploi, du Onzième Rapport général.

Allemagne (R.F.)	18
Belgique	31
France	3
Italie	3
Pays-Bas	17

Au cours du dernier trimestre de 1962 et des neuf premiers mois de 1963, le nombre des travailleurs détenant une carte qui ont trouvé, par l'intermédiaire d'un office du travail ou directement, un emploi dans un pays de la C.E.C.A. autre que leur pays d'origine est passé de 423 à 451.

15. Le tableau 1 récapitule la situation, au 30 septembre 1963, en ce qui concerne le nombre et la répartition, par pays et par secteur, des cartes de travail de la C.E.C.A.

TABLERAU 1

Récapitulation des cartes de travail de la C.E.C.A.
délivrées jusqu'au 30 septembre 1963

Pays	Nombre de cartes		
	Mines	Sidérurgie	Total
Allemagne (R.F.)	191	15	206
Belgique	637	6	643
France	23	14	37
Italie	169	80	249
Luxembourg	-	-	-
Pays-Bas	628	4	632
Communauté	1 648	119	1 767

Parmi les 451 travailleurs placés, 435 ont pris un emploi dans les charbonnages (71 en Allemagne, 355 en Belgique, 9 en France) et 16 dans la sidérurgie (12 en Allemagne, 4 en France).

Jusqu'au 30 septembre 1963, aucun porteur d'une carte de travail de la C.E.C.A. n'avait reçu une offre d'emploi de la part d'une mine de fer d'un autre pays de la Communauté.

16. Les résultats modestes de l'institution de la carte de travail s'expliquent d'abord par les conditions de nationalité et de qualification (1) qui sont posées pour son obtention et, ensuite, par différentes autres raisons.

D'une façon générale, la mobilité intercommunautaire ne répond pas à une aspiration des travailleurs. Elle n'éveille guère un écho que chez ceux d'entre eux qui, faute de qualification, doivent se résoudre à aller chercher au-delà des frontières nationales soit un salaire plus satisfaisant soit, même, l'emploi qu'ils ne parviennent pas à trouver sur place.

Les mineurs et les sidérurgistes qualifiés ou spécialisés (qui peuvent seuls obtenir la carte) s'emploient très facilement dans leur propre pays et ils considèrent que leur niveau de vie y est à peu près équivalent à celui qu'ils obtiendraient ailleurs. Ils ne sont donc nullement enclins à surmonter l'aversion qu'un transfert de domicile (qui continue à être ressenti comme une expatriation et un exil) inspire encore aux Européens.

D'autre part, parmi les travailleurs de qualification confirmée dans les professions du charbon et de l'acier qui - obéissant à des motivations diverses - ont quitté leur pays, beaucoup ont été placés au titre d'un accord bilatéral. Ils ont négligé de demander la carte de travail de la C.E.C.A., à laquelle leur qualification leur donnait pourtant droit.

(1) Comme on le verra plus loin (pp. 85 - 88), la carte ne peut être obtenue que par les nationaux de l'un des Etats membres et seulement par les travailleurs de qualification confirmée dans les professions des industries de la C.E.C.A.

Les habitants des zones frontalières, où les échanges de main-d'oeuvre sont déjà facilités par de nombreuses dispositions, ne recourent pas non plus à la carte pour aller travailler avec le statut de frontaliers dans le pays limitrophe.

Enfin, c'est uniquement dans le cas où ils désirent prendre un emploi en Allemagne ou en France que la carte est intéressante pour les travailleurs non frontaliers qui possèdent la nationalité d'un pays du Benelux: les nationaux d'un pays du Benelux n'ont besoin, dans les deux autres, d'aucune autorisation de travail.

Quant à la différence entre le nombre des cartes attribuées (1 767) et celui des travailleurs embauchés après l'obtention d'une de ces cartes (451), elle résulte du fait que ce ne sont pas seulement les travailleurs décidés à aller prendre un emploi hors de leur pays qui sollicitent l'octroi d'une carte. Au contraire, les cartes sont surtout demandées par des travailleurs qui, déjà occupés dans un pays autre que leur pays d'origine, désirent s'en servir comme permis de travail. De plus, la proportion des cartes prorogées ayant été relativement importante, on peut dire que, quand ils détiennent une carte, les travailleurs la considèrent comme une pièce utile.

Les conditions de la vie familiale
des travailleurs non nationaux

17. Selon des renseignements de caractère très général (qui ne se rapportent pas uniquement aux industries de la C.E.C.A. mais à l'ensemble de la main-d'oeuvre), le nombre des travailleurs non nationaux que leur famille accompagne à l'arrivée en France est très faible : il ne dépasse pas 0,2 %. Environ 17 % des travailleurs non nationaux sont ensuite rejoints par leur famille, après une période plus ou moins longue. La proportion est de près de 20 % pour les Espagnols et de plus de 35 % pour les Italiens.

Les statistiques italiennes sur l'émigration vers les pays de la Communauté indiquent d'autre part que la majorité des familles qui accompagnent ou qui vont rejoindre un travailleur se dirigent soit vers la France soit vers la Belgique.

En 1961, parmi les travailleurs non nationaux occupés dans les charbonnages belges (1) :

- 25 % étaient célibataires;
- 77 % vivaient en célibataires, la famille étant restée dans le pays d'origine;
- 68 % (dont 8 % avaient épousé une femme belge) vivaient avec leur famille.

STRUCTURE DU PERSONNEL

18. Le progrès technique (dans les mines, mécanisation et électrification; dans la sidérurgie, nouveaux procédés de production et nouveaux appareils automatiques de contrôle, de commande et de réglage) transforme profondément la structure, tant quantitative que qualitative, du personnel.

Cette évolution, qui se poursuit depuis un certain nombre d'années a déjà été signalée à plusieurs reprises. Maintenant, on en a une vue assez claire pour pouvoir lui consacrer un développement particulier.

19. Les deux premiers graphiques qui se trouvent à la fin du présent chapitre montrent la mesure dans laquelle le progrès technique a modifié la structure de l'ensemble du personnel (rapport entre le personnel ouvrier et le groupe des employés, techniciens et cadres), ainsi que celle du personnel ouvrier lui-même.

(1) Frontaliers exclus.

En ce qui concerne le personnel ouvrier, la sidérurgie fournit un exemple particulièrement significatif. D'une façon générale, le nombre des travailleurs non qualifiés se réduit. D'autre part, le personnel directement occupé à la production diminue en nombre, tandis que s'accroissent les effectifs qui sont affectés à la préparation et à l'ordonnancement de la fabrication, de même que ceux des services d'entretien.

Employés, techniciens et cadres (1)

20. Dans les industries de la C.E.C.A., cette catégorie comprend actuellement 188 300 personnes et représente 14 % des effectifs, contre seulement 10 % au début de 1955. Pendant les dix dernières années, elle a augmenté de près de 15 %, tandis que le personnel ouvrier diminuait de plus de 17 %.

Au début de 1955, pour 1000 ouvriers au travail dans les industries de la C.E.C.A., on comptait en moyenne 121 employés, techniciens et cadres; en septembre 1963, on en comptait 164.

TABLEAU 2

Nombre d'employés, techniciens et cadres pour 1 000 ouvriers au travail

	Charbonnages	Sidérurgie	Mines de fer	Total
1er janvier 1955	107	155	109	121
30 septembre 1963	143	193	156	164
Différence	+ 36	+ 38	+ 47	+ 43

Le dernier des graphiques qu'on trouvera à la fin du présent chapitre permet de saisir le mouvement ascendant des employés, techniciens et cadres.

(1) Agents de surveillance, personnel de maîtrise et autres agents techniques, employés de bureau, ingénieurs et tous autres cadres, y compris le directeur général.

Charbonnages

21. Le nombre des employés administratifs a diminué au cours des dix dernières années; mais celui de la totalité de l'encadrement technique (surveillance, cadres techniques, ingénieurs) a augmenté de 2 %, pour un personnel ouvrier qui s'est réduit de 28 %. A la fin de l'année 1963, les employés, techniciens et cadres représentaient 12 % des effectifs, contre 9 % au début de 1955.

TABLEAU 3

Nombre de surveillants et de cadres techniques pour
1 000 ouvriers au travail dans les charbonnages

	1er janvier 1955	30 septembre 1963
Allemagne (R.F.)	62	98
Belgique	81	96
France	82	105
Italie	85	148 (1)
Pays-Bas	73	114
Moyenne pour la Communauté	71	101

(1) Les nécessités de l'exploitation ont empêché que l'effectif de la surveillance et des cadres techniques ne se réduise dans la même proportion que le personnel ouvrier, qui a diminué de 70 % depuis 1955. Pour la surveillance et les cadres techniques, la réduction a été de 50 %.

Les services fonctionnels et techniques jouent un rôle de plus en plus important; la structure du personnel de surveillance et des cadres techniques s'en trouve déjà légèrement modifiée.

TABLEAU 4

Surveillance et cadres techniques du fond et du jour

	1er janvier 1955	30 septembre 1963
Surveillance et cadres techniques "Fond"	51,7 %	49,3 %
Surveillance et cadres techniques "Jour"	48,3 %	50,7 %
	<u>100 %</u>	<u>100 %</u>
Dont ingénieurs et assimilés	9,6 %	10 %

Sidérurgie

22. Le personnel "employés, techniciens et cadres" s'est développé plus rapidement que dans les charbonnages, surtout à partir des années 1959 - 1960.

La modernisation et la rationalisation des installations, ainsi que la mise en service de nouveaux équipements modernes, ont rendu nécessaire le recours à un nombre plus considérable de techniciens et de cadres. On voit en outre se transformer des fonctions, traditionnellement ouvrières, qui exigent maintenant des connaissances plus étendues et plus élevées; ceux qui les exercent passent de la catégorie "ouvriers" à la catégorie "employés, techniciens". Une nouvelle catégorie de "techniciens", qui tend à s'introduire dans la hiérarchie de l'entreprise, se forme donc peu à peu.

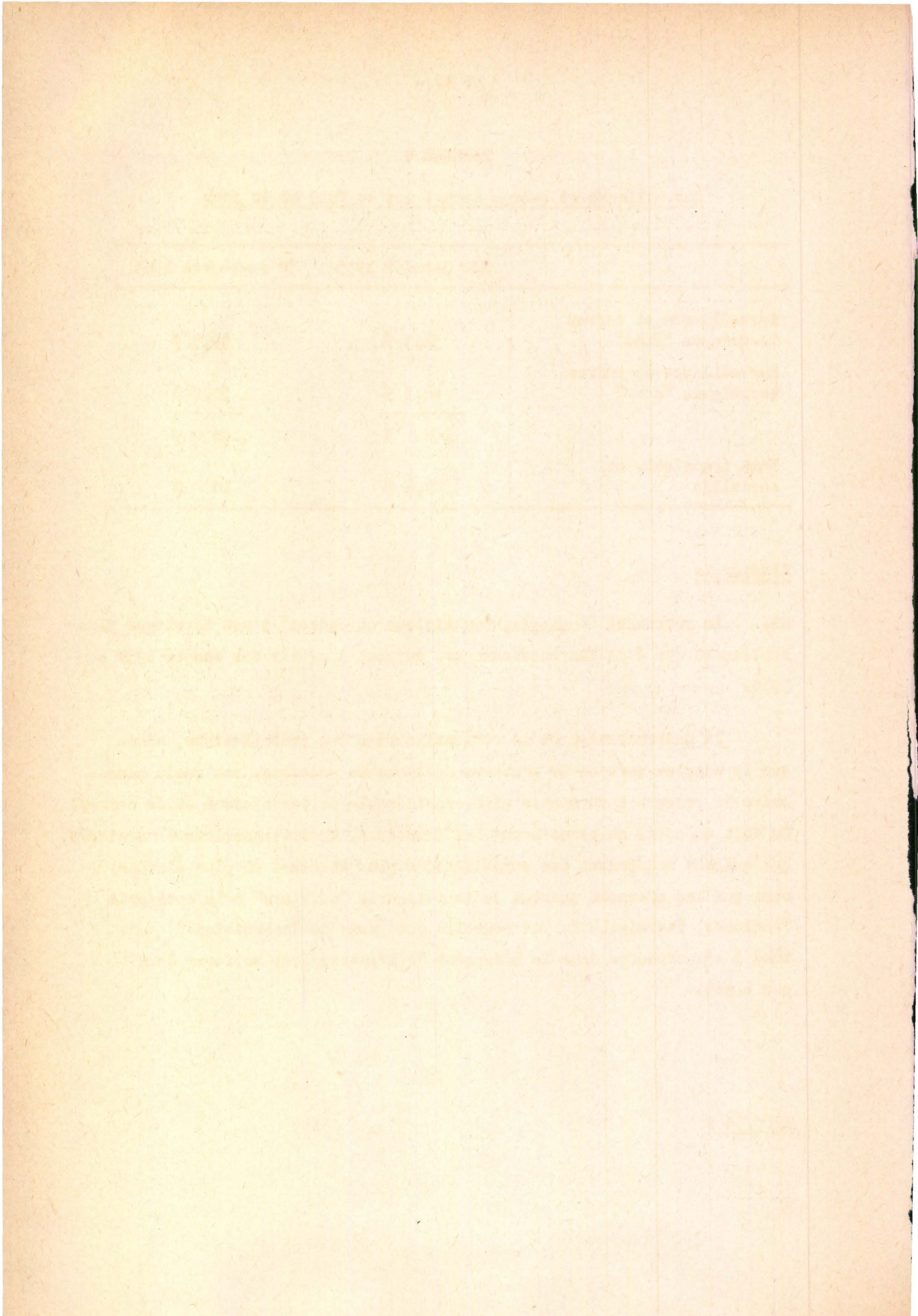


TABLEAU 5

Nombre d'employés, techniciens et cadres pour 1 000 ouvriers
au travail dans la sidérurgie

	1er janvier 1955	30 septembre 1963
Allemagne (R.F.)	140	170
Belgique	142	172
France	186	229
Italie	129	169
Luxembourg	112	136
Pays-Bas	373 (1)	555 (1)
Moyenne pour la Communauté	155	193

(1) La différence entre ce chiffre et ceux qui se rapportent aux autres pays s'explique en particulier par le fait que, depuis plusieurs années, certaines entreprises sidérurgiques des Pays-Bas s'étendent d'une façon continue - ce qui impose un recours accru aux services généraux et aux services fonctionnels (planning, recherches, contrôle de qualité, etc.)

Les employés, techniciens et cadres représentent actuellement 16 % des effectifs de la sidérurgie, contre 13 % en 1955.

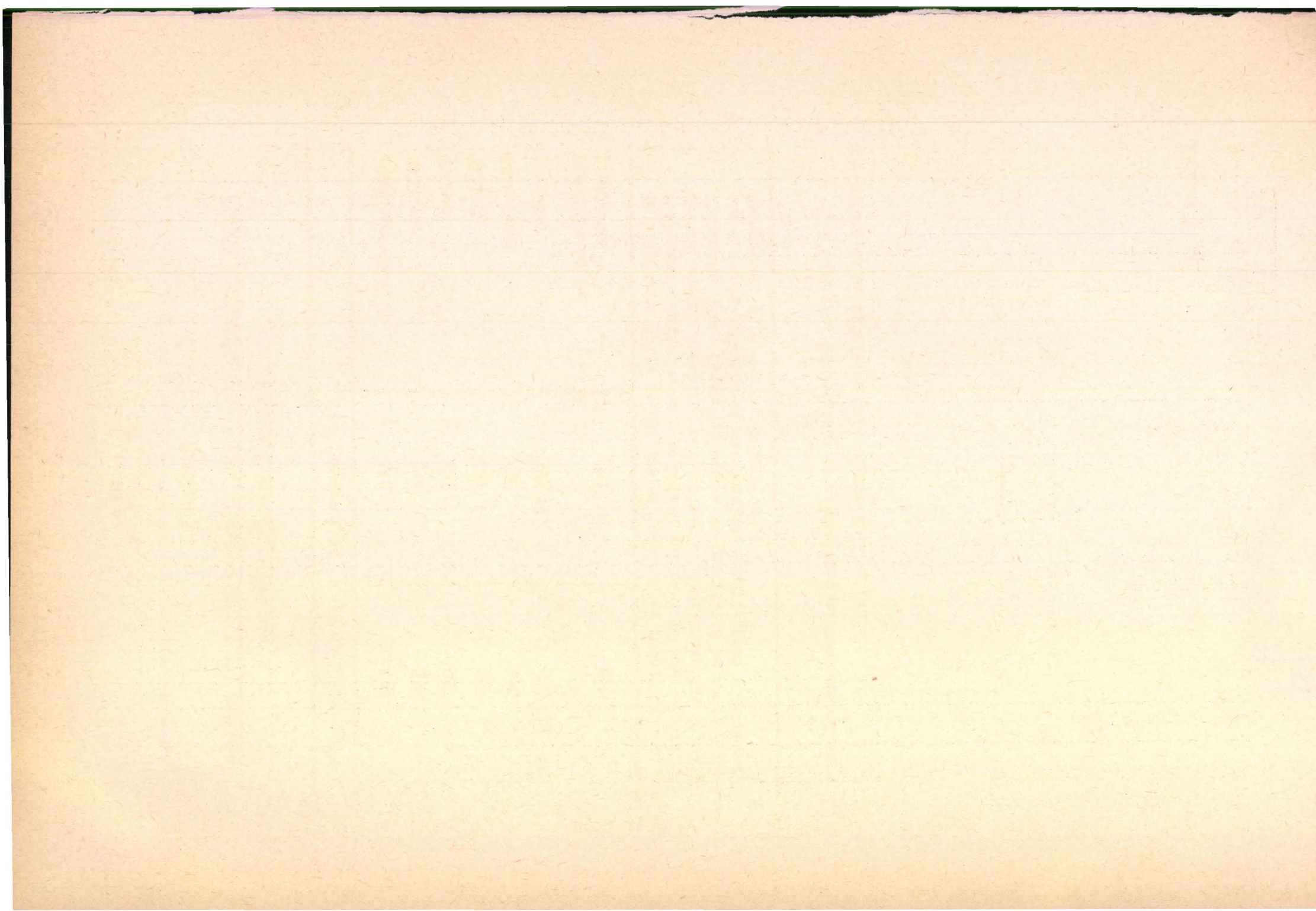


TABLEAU 6

Personnel inscrit dans les industries de la C.E.C.A.

(en milliers de personnes)

		30 septembre 1962				30 septembre 1963			
		Ouvriers	Apprentis	Employés	Total	Ouvriers	Apprentis	Employés	Total
<u>Mines de houille</u>	Allemagne (R.F.)	370,9	16,3	50,4	437,6	349,4	16,1	48,9	414,4
	Belgique	79,1	1,4 (1)	10,3	90,8	77,8	1,2 (1)	10,1	89,1
	France (2)	170,1	4,6	24,5	199,2	165,6	4,1	24,1	193,8
	Italie	3,0	-	0,5	3,5	2,7	-	0,5	3,2
	Pays-Bas	46,5	2,5	8,0	57,0	45,7	2,3	8,0	56,0
	Communauté	669,6	24,8	93,7	788,1	641,2	23,7	91,6	756,5
<u>Sidérurgie</u>	Allemagne (R.F.)	211,6	7,7	34,0	253,3	200,5	8,0	34,1	242,6
	Belgique	53,0	-	8,4	61,4	52,3	-	8,9	61,2
	France	128,9	4,2	28,3	161,4	130,6	4,2	30,0	164,8
	Italie	58,6	0,2	9,0	67,8	59,4	0,2	10,0	69,7
	Luxembourg	19,1	0,4	2,6	22,1	19,1	0,4	2,6	22,1
	Pays-Bas	9,9	0,5	5,5	15,9	10,1	0,5	5,8	16,4
	Communauté	481,1	13,0	87,8	581,9	472,0	13,3	91,5	576,8
<u>Mines de fer</u>	Allemagne (R.F.)	12,7	0,3	1,9	14,9	9,4	0,2	1,5	11,1
	Belgique	0,0	-	0,0	0,0	0,0	-	0,0	0,0
	France	21,8	0,7	3,3	25,8	20,0	0,6	3,3	23,9
	Italie	2,5	-	0,3	2,8	2,1	-	0,2	2,3
	Luxembourg	1,9	-	0,2	2,1	1,8	-	0,2	2,0
	Communauté	38,9	1,0	5,7	45,6	33,3	0,8	5,2	39,3
Total Communauté		1 189,6	38,8	187,2	1 415,6	1 146,5	37,8	188,3	1 372,6

(1) Uniquement élèves des écoles techniques et professionnelles des mines.

(2) Y compris les mines non nationalisées.

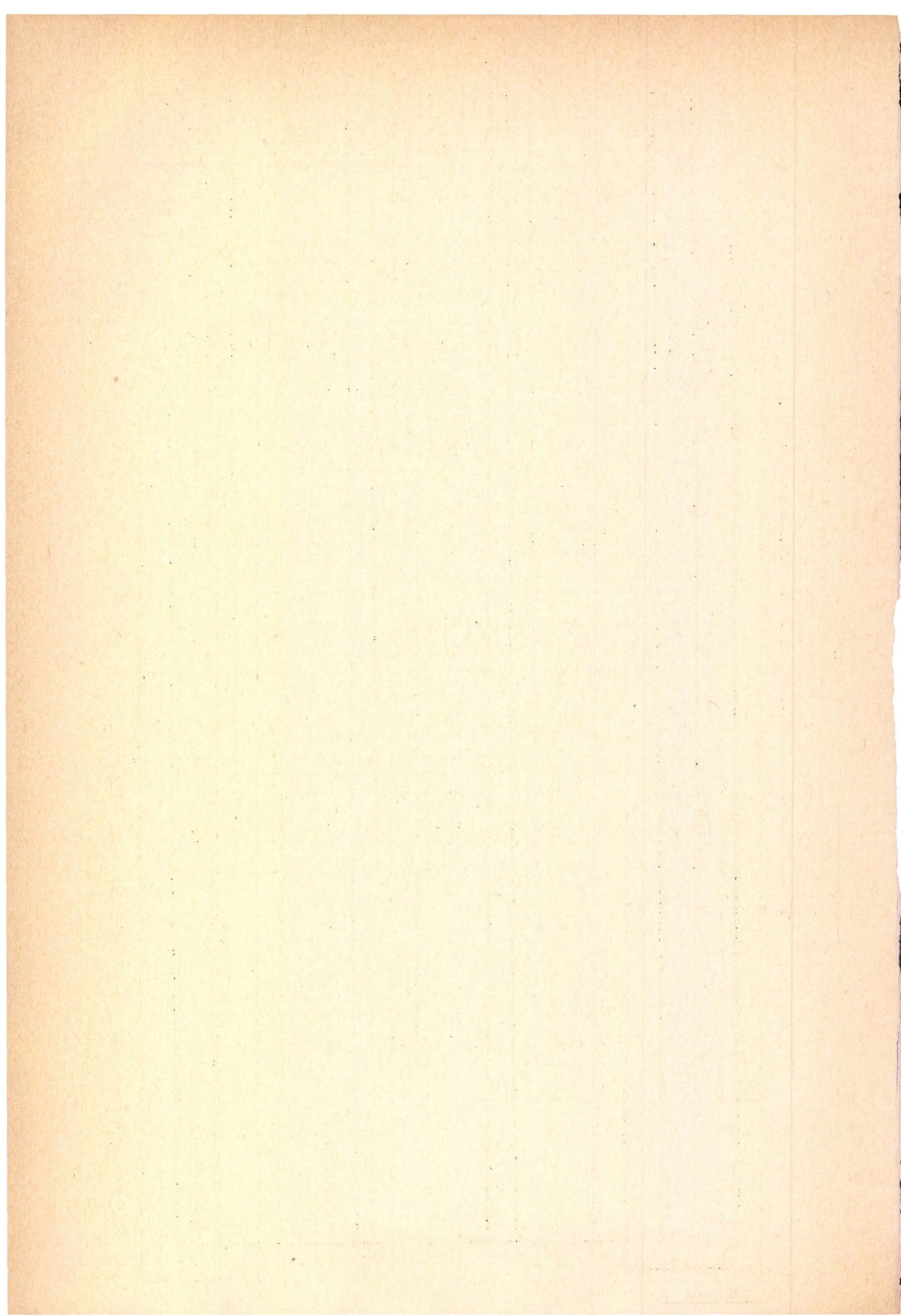


TABLEAU 7

Evolution des effectifs inscrits dans les charbonnages

(en milliers de personnes)

	30 septembre 1962						30 septembre 1963					
	Ouvriers du fond	Ouvriers du jour et des annexes	Surveil- lance et cadres techn.	Employés de bureau	Total	dont ap- pren- tis	Ouvriers du fond	Ouvriers du jour et des annexes	Surveil- lance et cadres techn.	Employés de bureau	Total	dont ap- pren- tis
<u>Allemagne (R.F.)</u>												
Ruhr	207,8	107,2	28,1	13,4	356,5	14,1	196,6	101,4	27,6	12,7	338,3	13,8
Aix-la-Chapelle	17,3	7,0	2,3	0,8	27,4	0,9	16,0	6,6	2,2	0,7	25,5	0,8
Basse-Saxe	4,7	2,0	0,4	0,3	7,4	0,2	4,8	1,8	0,5	0,3	7,4	0,4
Sarre	27,6	12,3	4,5	1,9	46,3	1,1	25,6	11,5	4,3	1,8	43,2	1,1
	257,4	128,5	35,3	16,4	437,6	16,3	243,0	121,3	34,6	15,5	414,4	16,1
<u>Belgique</u>												
Sud	35,4	13,0	4,4	1,6	54,4	0,2	34,5	12,8	4,2	1,5	53,0	-
Campine	23,4	8,6	3,4	1,0	36,4	1,2	23,5	8,2	3,3	1,1	36,1	1,2
	58,8	21,6	7,8	2,6	90,8	1,4 (1)	58,0	21,0	7,5	2,6	89,1	1,2 (1)
<u>France</u>												
Nord/												
Pas-de-Calais	71,4	31,5	9,3	3,9	116,1	2,7	70,5	30,0	9,2	3,7	113,4	2,6
Lorraine	21,1	13,8	4,7	1,5	41,1	1,6	20,7	13,3	4,7	1,5	40,2	1,2
Centre-Midi (2)	23,6	13,3	3,6	1,5	42,0	0,3	22,6	12,6	3,6	1,4	40,2	0,3
	116,1	58,6	17,6	6,9	199,2	4,6	113,8	55,9	17,5	6,6	193,8	4,1
<u>Italie</u>	1,8	1,2	0,4	0,1	3,5	-	1,4	1,3	0,4	0,1	3,2	-
<u>Pays-Bas</u> Limburg	26,0	23,0	5,1	2,9	57,0	2,5	25,3	22,7	5,2	2,8	56,0	2,3
Total Communauté	460,1	232,9	66,2	28,9	788,1	24,8	441,5	222,2	65,2	27,6	756,5	23,7

(1) Uniquement élèves des écoles techniques et professionnelles des mines.

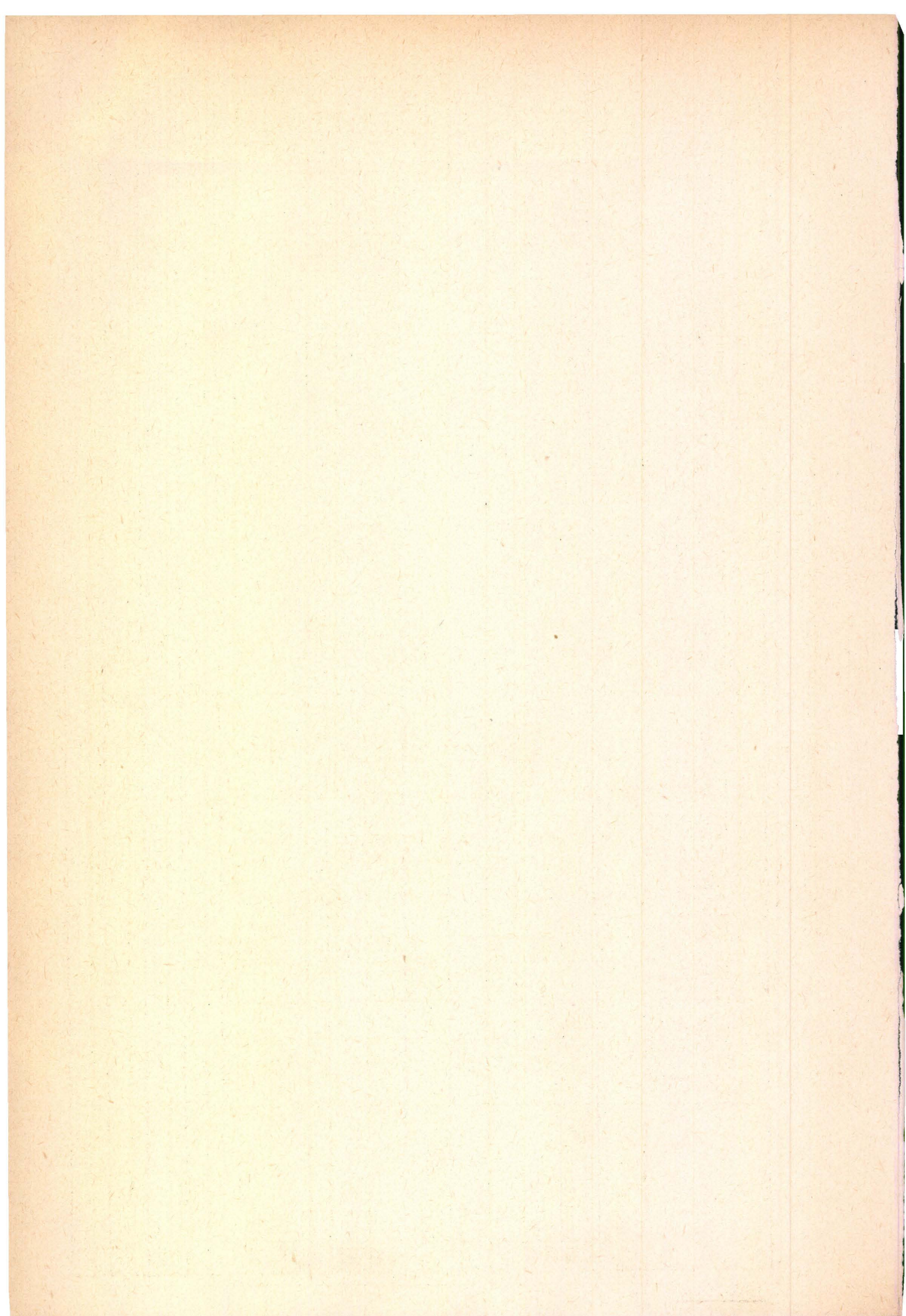
(2) Y compris les mines non nationalisées.

TABLEAU 8

Evolution des effectifs inscrits dans la sidérurgie

(en milliers de personnes)

	30 septembre 1962					30 septembre 1963				
	Ouvriers des ser- vices de product.	Ouvriers des ser- vices annexes	Employés techni- ciens et cadres	Apprentis	Total	Ouvriers des ser- vices de product.	Ouvriers des ser- vices annexes	Employés techni- ciens et cadres	Apprentis	Total
<u>Allemagne (R.F.)</u>										
Nord	10,8	11,6	4,6	0,8	27,8	10,3	11,5	4,7	1,0	27,5
Rhénanie du Nord										
Westphalie	77,1	67,6	22,2	5,3	172,2	72,0	64,5	22,2	5,5	164,2
Sud	9,3	6,3	2,9	0,7	19,2	8,9	5,7	2,8	0,7	18,1
Sarre	13,0	15,9	4,3	0,9	34,1	12,4	15,2	4,4	0,8	32,8
	110,2	101,4	34,0	7,7	253,3	103,6	96,9	34,1	8,0	242,6
<u>Belgique</u>	33,2	19,8	8,4	-	61,4	33,0	19,3	8,9	-	61,2
<u>France</u>										
Nord	13,8	10,2	5,3	0,4	29,7	13,6	11,9	6,5	0,3	32,3
Est	40,5	36,7	16,4	3,1	96,7	38,2	39,6	17,0	3,3	98,1
Centre	8,2	6,2	3,6	0,2	18,2	7,6	6,5	3,6	0,2	17,9
Autres régions	8,9	4,4	3,0	0,5	16,8	7,5	5,7	2,9	0,4	16,5
	71,4	57,5	28,3	4,2	161,4	66,9	63,7	30,0	4,2	164,8
<u>Italie</u>										
Nord	26,5	18,0	6,7	0,2	51,4	27,4	17,2	7,3	0,2	52,1
Centre-Sud	7,3	6,8	2,3	0,0	16,4	7,9	6,9	2,8	0,0	17,6
	33,8	24,8	9,0	0,2	67,8	35,3	24,1	10,1	0,2	69,7
<u>Luxembourg</u>	10,6	8,5	2,6	0,4	22,1	10,4	8,7	2,6	0,4	22,1
<u>Pays-Bas</u>	4,7	5,2	5,5	0,5	15,9	4,5	5,6	5,8	0,5	16,4
Total Communauté	263,9	217,2	87,8	13,0	581,9	253,7	218,3	91,5	13,3	576,8



Evolution des effectifs inscrits dans les mines de fer

(en milliers de personnes)

	30 septembre 1962					30 septembre 1963				
	Ouvriers du fond et des chantiers à ciel ouvert	Autres ouvriers	Employés, techni- ciens et cadres	Apprentis	Total	Ouvriers du fond et des chantiers à ciel ouvert	Autres ouvriers	Employés, techni- ciens et cadres	Apprentis	Total
<u>Allemagne (R.F.)</u>										
Siegerland	1,2	0,5	0,3	0,1	2,1	1,0	0,5	0,3	0,0	1,8
Salzgitter,	4,5	2,7	1,1	0,2	8,5	3,1	2,0	0,9	0,2	6,2
Basse-Saxe										
Messen, Lahn	1,0	0,5	0,3	-	1,8	0,7	0,3	0,2	-	1,2
Dill										
Doggererz- und	1,8	0,5	0,2	-	2,5	1,3	0,5	0,1	-	1,9
Kreiderzgebiet										
	8,5	4,2	1,9	0,3	14,9	6,1	3,3	1,5	0,2	11,1
<u>Belgique</u>	0,0	0,0	0,0	-	0,0	0,0	0,0	0,0	-	0,0
<u>France</u>										
Est	14,3	4,4	2,9	0,7	22,3	13,5	4,2	2,9	0,6	21,2
Ouest	1,6	1,0	0,4	0,0	3,0	1,4	0,8	0,4	0,0	2,6
Centre-Midi	0,3	0,2	0,0	-	0,5	0,1	0,0	0,0	-	0,1
	16,2	5,6	3,3	0,7	25,8	15,0	5,0	3,3	0,6	23,9
<u>Italie</u>	1,3	1,2	0,3	-	2,8	1,1	1,0	0,2	-	2,3
<u>Luxembourg</u>	1,1	0,8	0,2	-	2,1	1,1	0,7	0,2	-	2,0
Total Communauté	27,1	11,8	5,7	1,0	45,6	23,2	10,0	5,2	0,8	39,3

TABLEAU 10

Répartition par nationalité du personnel inscrit au 30 septembre 1963 dans les industries de la C.E.C.A.

(en milliers de personnes)

	Tra- vail- leurs natio- naux	Travailleurs non nationaux														TOTAL
		Travailleurs communautaires							Travailleurs étrangers							
		Alle- mands	Bel- ges	Fran- çais	Ita- liens	Luxem- bour- geois	Néer- land- dais	Total	Grecs	Espa- gnols Portu- gaïs	Nord- Afri- cains	Polo- nais	Turcs	Autres	Total	
Mines de houille (1)																
Allemagne (R.F.)	394,5	-	0	0,2	2,9	-	1,0	4,1	4,2	3,4	0,5	0,5	3,3	3,9	15,8	19,9
Belgique	48,5	0,9	-	0,6	20,1	-	1,2	22,8	4,3	3,2	2,0	2,8	3,5	2,0	17,8	40,6
France	155,5	4,3	0,3	-	6,9	-	-	11,5	0	1,6	14,6	9,3	0	1,3	26,8	38,3
Italie	3,2	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Pays-Bas	51,7	0,5	0,7	0	0,6	-	-	1,8	0,1	0,5	0,1	0,5	0	1,3	2,5	4,3
Communauté	653,4	5,7	1,0	0,8	30,5	-	2,2	40,2	8,6	8,7	17,2	13,1	6,8	8,5	62,9	103,1
Diff. Sept.62-Sept.63	-36,7	-0,6	-0,2	-0,2	-6,3	-	-0,2	-7,5	+3,8	+0,3	+4,7	-1,5	+6,5	-1,2	+2,4	+5,1
Sidérurgie (2)																
Allemagne (R.F.)	194,5	-	0	0,2	1,6	0	0,6	2,4	1,3	1,2	-	0,1	0,1	0,9	3,6	6,0
Belgique	42,1	0	-	0,5	7,5	0,1	0,2	8,3	-	0,2	0,1	0,7	-	0,9	71,9	10,2
France	93,9	0,5	3,9	-	15,0	0,2	-	19,6	-	4,8	6,6	3,2	-	2,5	17,1	36,7
Italie	59,4	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0
Luxembourg	16,3	0,1	1,4	0,4	0,6	-	-	2,5	-	-	-	0,1	-	0,2	0,3	2,8
Pays-Bas	9,3	-	0,1	-	0,5	-	-	0,6	-	0,2	-	-	-	-	0,2	0,8
Communauté	415,5	0,6	5,4	1,1	25,2	0,3	0,8	33,4	1,3	6,4	6,7	4,1	0,1	4,5	23,1	56,5
Diff. Sept.62-Sept.63	-9,7	-0,1	-0,4	-0,2	-0,3	-	-0,2	-1,2	+0,7	+2,7	-1,0	-0,2	+0,1	-0,5	+1,8	+0,6
Mines de fer (2)																
Allemagne (R.F.)	9,3	-	-	-	0,1	-	-	0,1	-	-	-	-	-	-	-	0,1
Belgique	0,0	-	-	0	-	0	-	0	-	-	-	-	-	-	-	0,0
France	15,9	-	-	-	2,8	0,1	-	2,9	-	0,2	-	1,0	-	-	1,2	4,1
Italie	2,1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Luxembourg	1,3	-	0,1	-	0,3	-	-	0,4	-	-	-	-	-	0,1	0,1	0,5
Communauté	28,6	-	0,1	0	3,2	0,1	-	3,4	-	0,2	-	1,0	-	0,1	1,3	4,7
Diff. Sept.62-Sept.63	-5,0	-	-	-	-0,1	-	-	-0,1	-	-	-	-0,2	-	-0,2	-0,4	-0,5
Total Communauté	1097,5	6,3	6,5	1,9	58,9	0,4	3,0	77,0	9,9	15,2	23,7	18,2	6,9	13,1	87,1	164,3
Diff. Sept.62-Sept.63	-51,5	-0,7	-0,6	-0,4	-6,7	-	-0,4	-8,8	+4,5	+3,7	+3,5	-1,9	+6,6	-1,9	+13,8	+5,2

(1) Ouvriers, apprentis, employés, techniciens et cadres.

(2) Ouvriers, sans les apprentis.

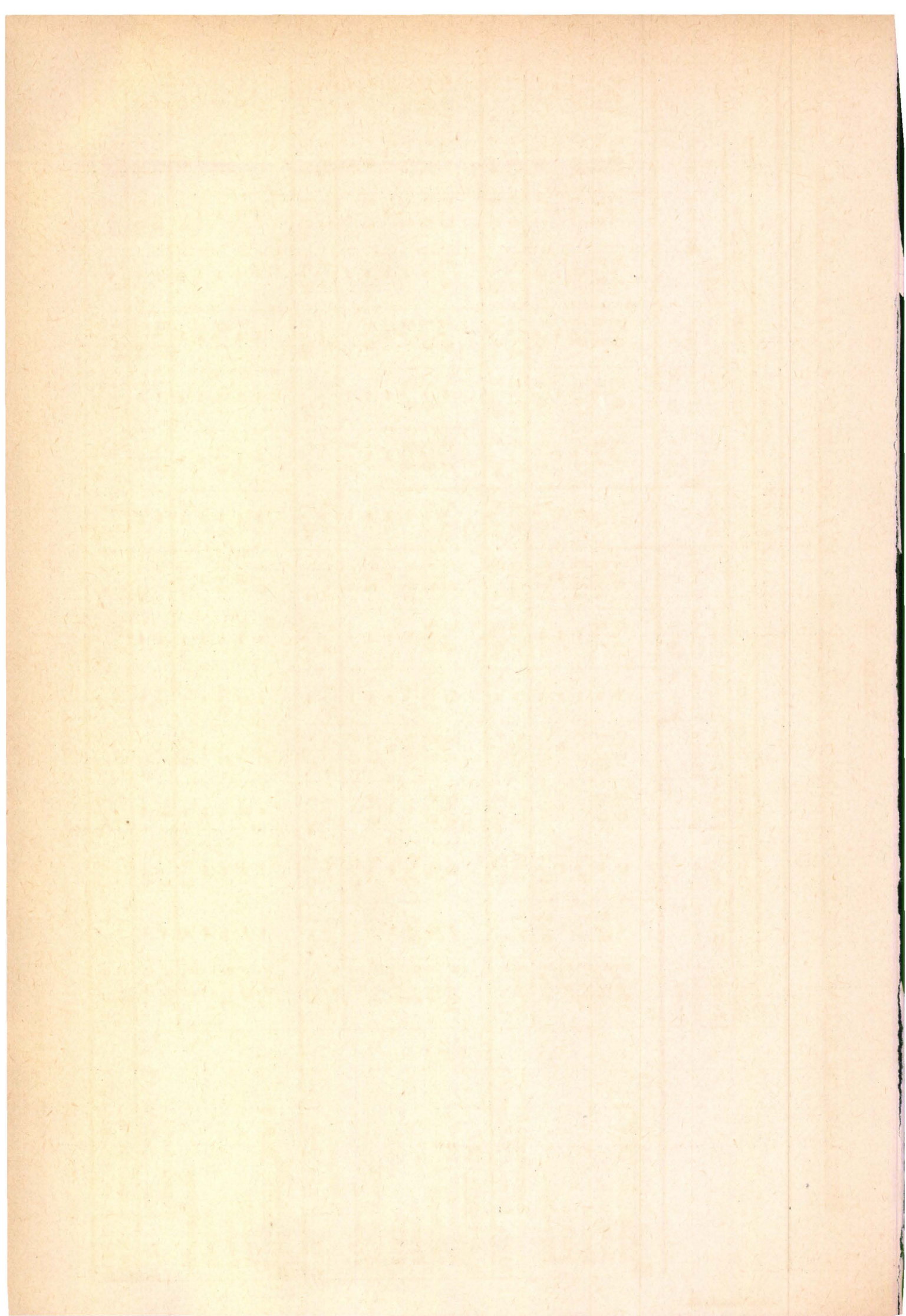
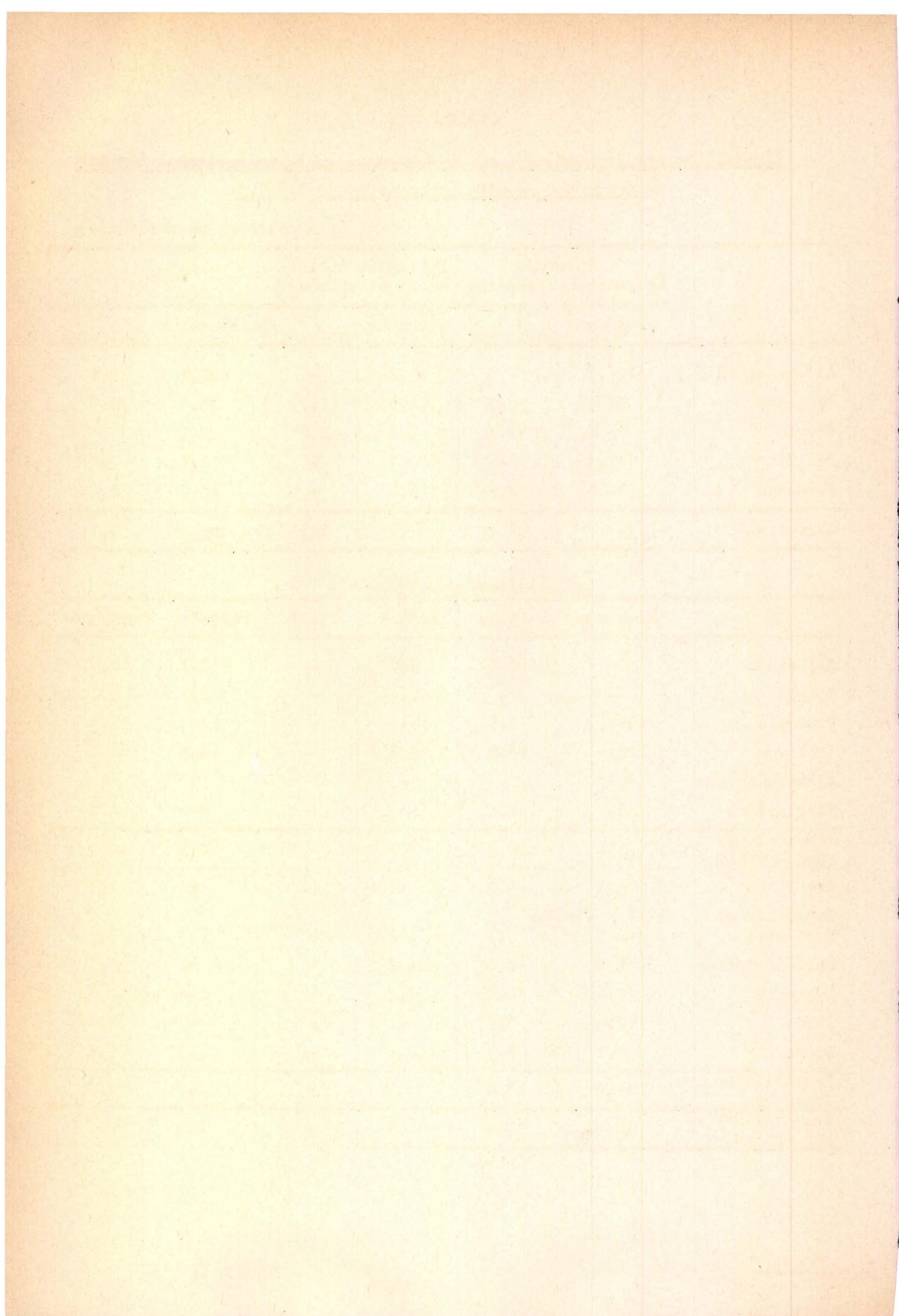


TABLEAU 11

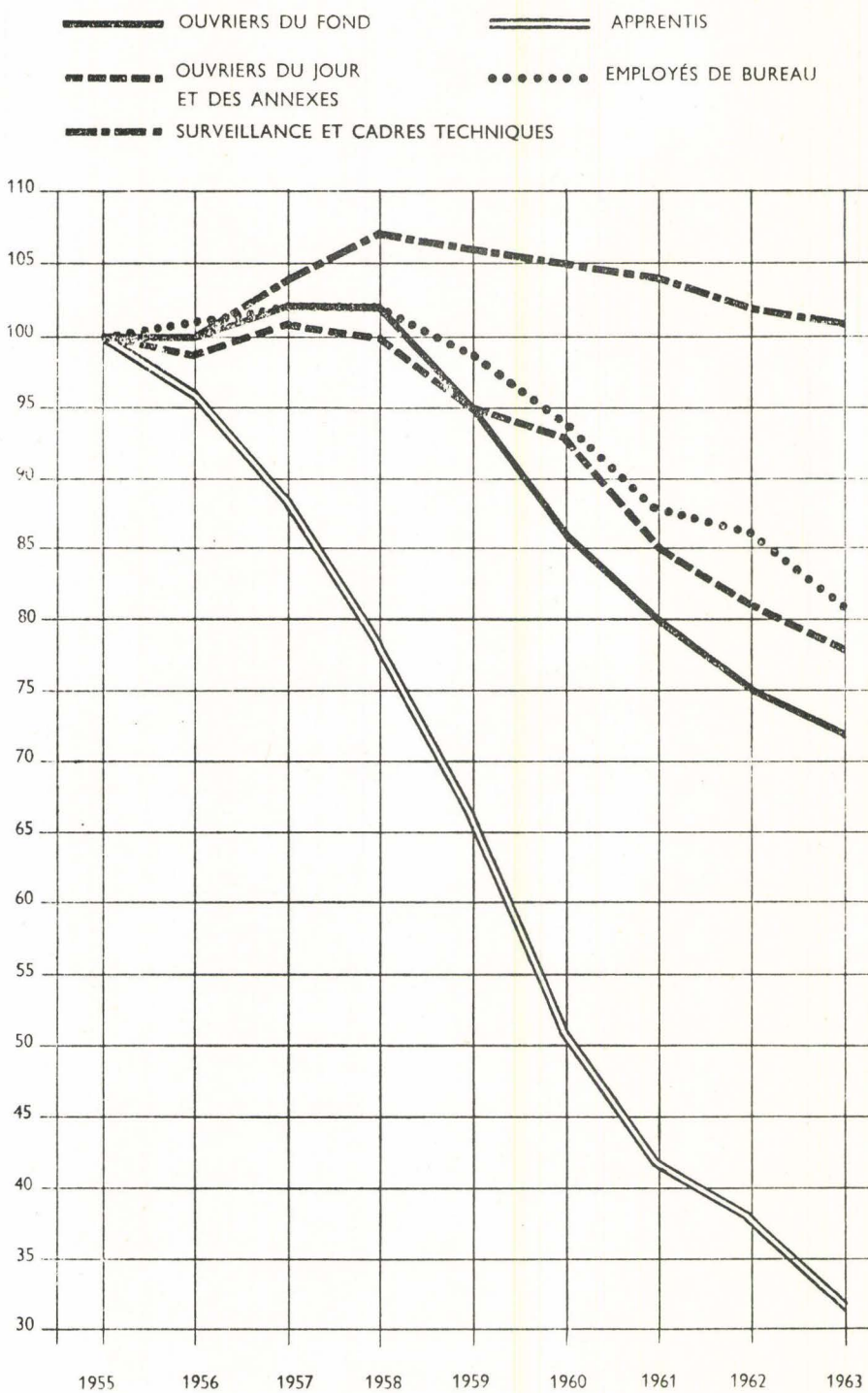
Répartition par nationalité, au 30 septembre 1963, du personnel inscrit au fond dans les charbonnages de la C.E.C.A.

(en milliers de personnes)

	Ouvriers (y compris apprentis)		Employés, techni- ciens et cadres		Total	
	Nationaux	Non nationaux	Nationaux	Non nationaux	Nationaux	Non nationaux
Allemagne (R.F.)	226,6	16,4	15,8	-	242,4	16,4
Belgique	21,8	36,2	4,0	1,7	25,8	37,9
France	80,4	33,4	8,0	0,2	88,3	33,6
Italie	1,4	-	0,2	-	1,6	-
Pays-Bas	22,5	2,8	2,0	-	24,5	2,8
Communauté	352,7	88,8	30,0	1,9	382,6	90,7
<u>Travailleurs non nationaux</u>						
	Allemagne	Belgique	France	Italie	Pays-Bas	Communauté
Allemands	-	0,8	3,4	-	0,3	4,5
Belges	-	-	0,1	-	0,1	0,2
Français	0,1	0,5	-	-	-	0,6
Italiens	2,6	18,5	5,8	-	0,5	27,4
Luxembourgeois	-	-	-	-	-	-
Néerlandais	0,7	1,1	-	-	-	1,8
Travailleurs communautaires	3,4	20,9	9,3	-	0,9	34,5
Grecs	3,5	4,2	-	-	-	7,7
Espagnols et Portugais	2,9	3,1	1,2	-	0,4	7,6
Nord-Africains	0,5	2,0	14,2	-	-	16,7
Polonais	0,4	2,5	7,7	-	0,4	11,0
Turcs	2,6	3,5	-	-	-	6,1
Autres	3,1	1,7	1,2	-	1,1	7,1
Travailleurs étrangers	13,0	17,0	24,3	-	1,9	56,2
Travailleurs non nationaux	16,4	37,9	33,6	-	2,8	90,7

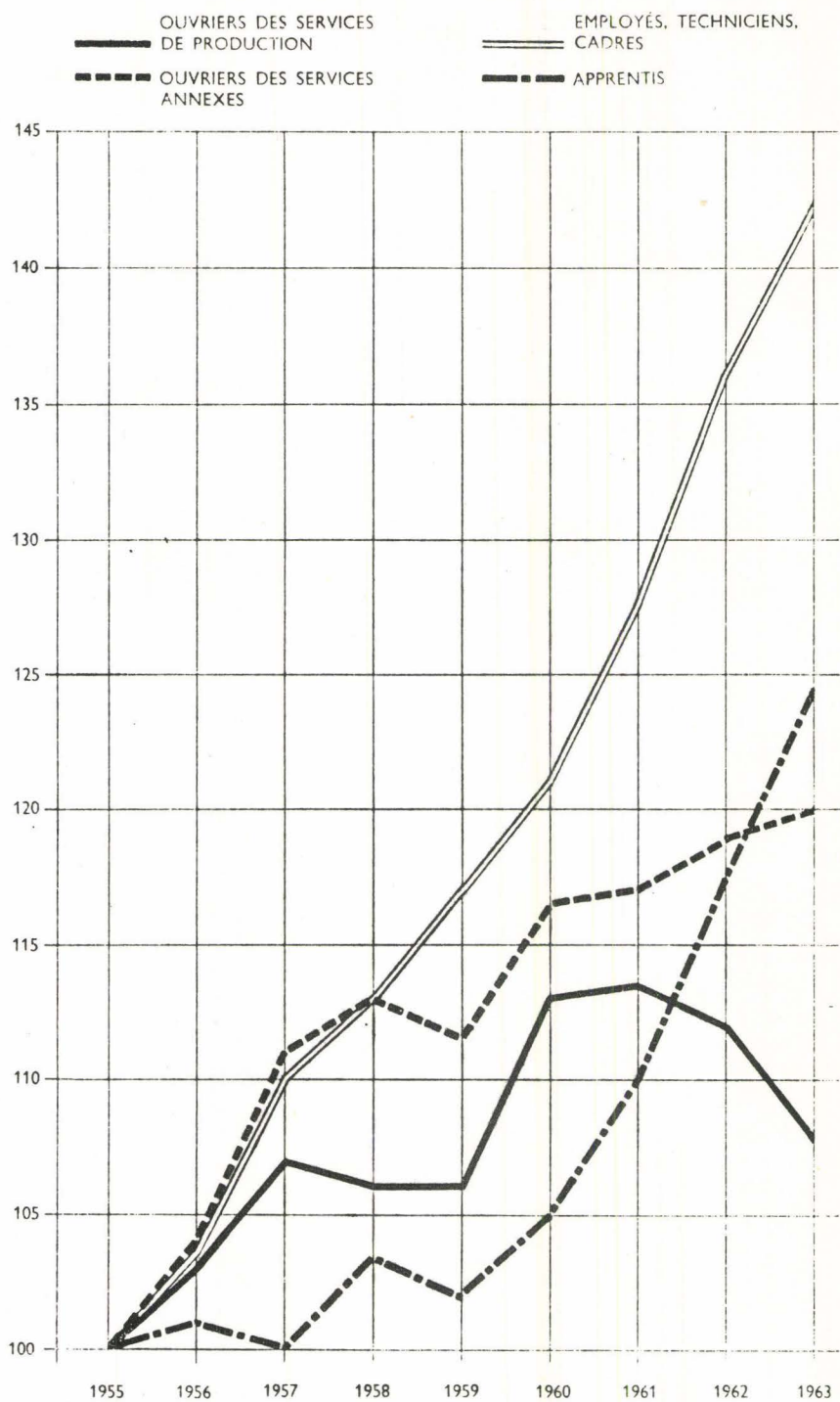


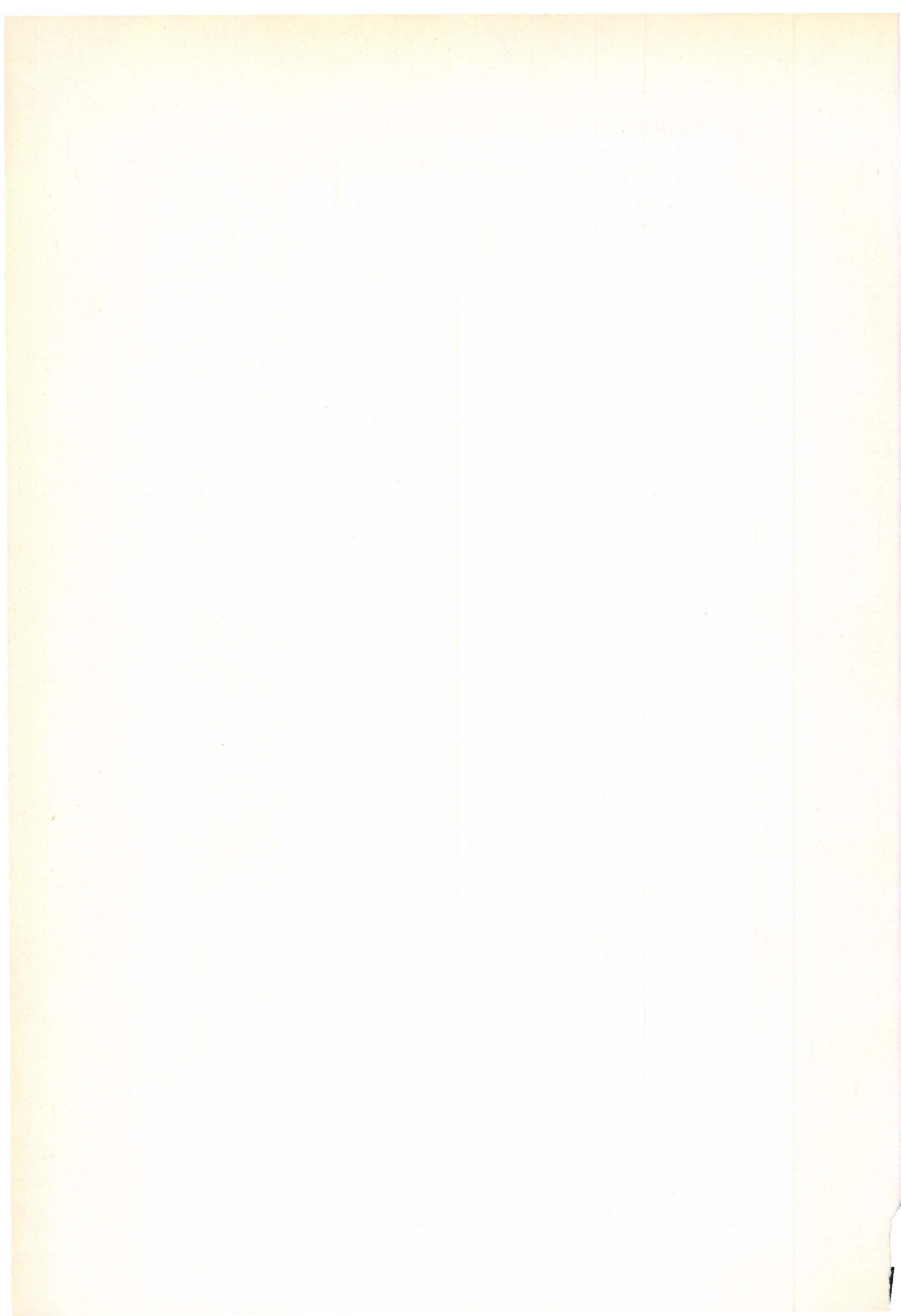
Évolution des effectifs inscrits dans les charbonnages de 1955 à 1963 (moyenne annuelle)



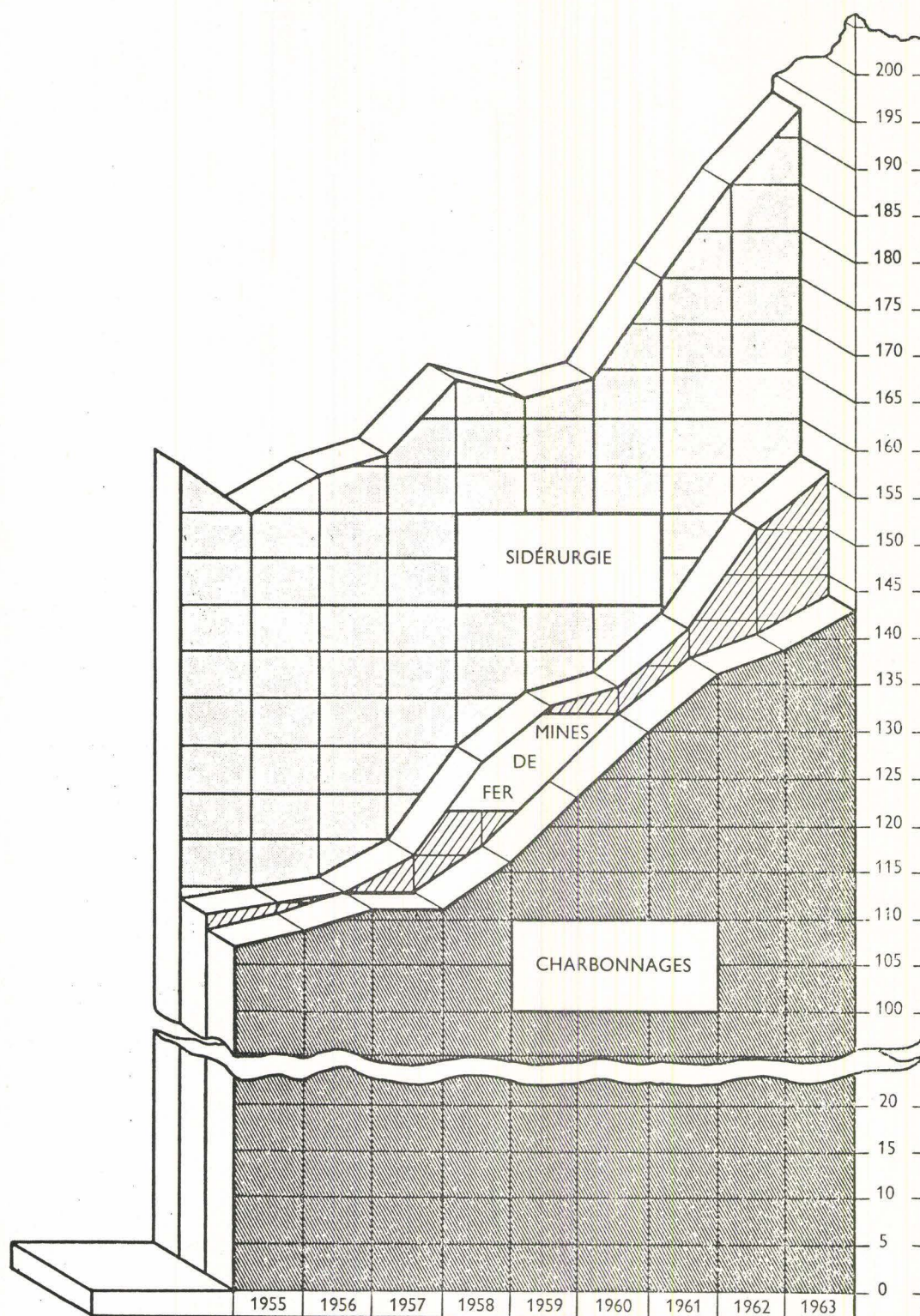
Évolution des effectifs inscrits dans la sidérurgie de 1955 à 1963

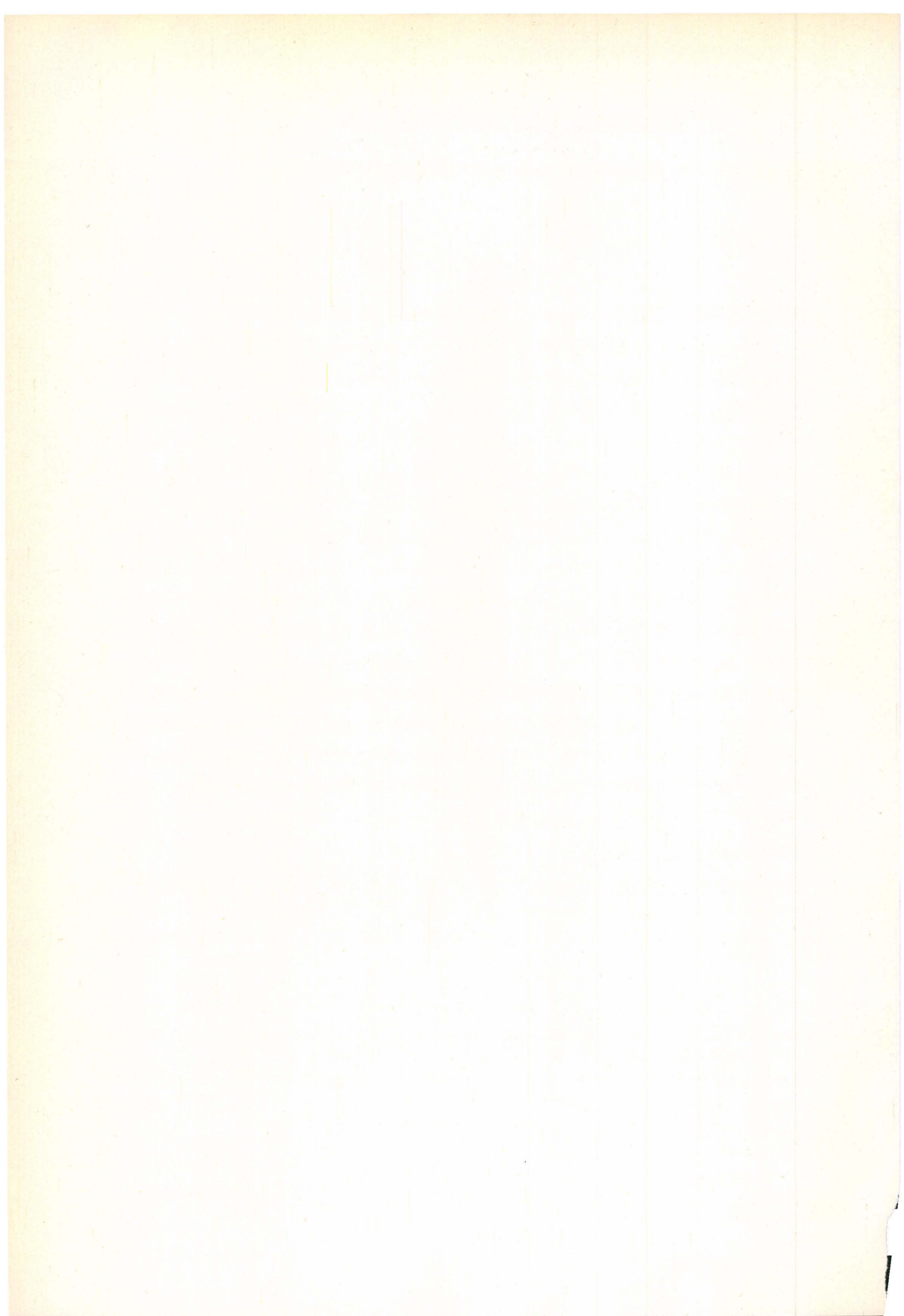
(moyenne annuelle)





Nombre d'employés, techniciens et cadres pour 1000 ouvriers au travail
dans les industries de la C.E.C.A. (1955-1963)





LA FORMATION PROFESSIONNELLE

Formation des apprentis

Données statistiques

1. Dans l'ensemble des charbonnages de la Communauté, le nombre des apprentis a continué à baisser, bien que le mouvement de régression ait été moins prononcé qu'en 1962, où il s'était déjà un peu atténué : de septembre 1962 à septembre 1963, l'effectif des apprentis a diminué de 1 100 unités, contre 4 100 pendant la période correspondante des années 1961 et 1962. Quant au pourcentage des apprentis par rapport aux effectifs totaux des charbonnages, il est resté égal à 3,1 %. En septembre 1963, on comptait, sur un effectif de 1 000 personnes, 41 apprentis aux Pays-Bas, 39 dans la République fédérale, 21 en France et 13 en Belgique. Le pourcentage des apprentis n'a augmenté qu'en Allemagne, où le recul en valeur absolue (- 200, contre - 4 000 de septembre 1961 à septembre 1962) a été de la même importance qu'en Belgique et aux Pays-Bas et plus faible qu'en France. En septembre 1963, les charbonnages français formaient 500 apprentis de moins qu'un an plus tôt, alors que l'effectif de leurs centres d'apprentissage s'était relevé de 200 unités entre septembre 1961 et septembre 1962.

TABLEAU 1

Evolution du nombre des apprentis et de leur pourcentage
par rapport aux effectifs totaux dans les charbonnages de la Communauté

Pays	Septembre 1962		Septembre 1963	
	Nombre des appren- tis en mil- liers	en %	Nombre des appren- tis en mil- liers	en %
Allemagne (R.F.)	16,3	3,7	16,1	3,9
Belgique	1,4 (1)	1,5	1,2 (1)	1,3
France	4,6	2,3	4,1	2,1
Italie	-	-	-	-
Pays-Bas	2,5	4,4	2,3	4,1
Communauté	24,8	3,1	23,7	3,1

(1) Uniquement élèves des écoles techniques et professionnelles des mines.

Dans les mines de fer allemandes et françaises (1), le nombre des apprentis et leur pourcentage par rapport aux effectifs totaux se sont encore amenuisés. En septembre 1963, la situation se présentait de la façon suivante :

- après avoir enregistré une diminution de 100 unités (soit un tiers de l'effectif de septembre 1962), les mines de fer de la République fédérale ne comptaient plus que 200 apprentis, qui représentaient seulement 1,8 % des personnes occupées (septembre 1962 : 2 %) ;
- les mines de fer françaises ayant perdu environ 15 % de leurs apprentis depuis septembre 1962, l'effectif est passé de 700 à 600 unités en valeur absolue et de 2,7 à 2,5 % en pourcentage.

Dans la sidérurgie, le mouvement ascendant qui s'était poursuivi, pratiquement sans interruption, au cours des dernières années a continué. Le nombre des apprentis a dépassé, avec 13 300 unités en septembre 1963, le niveau record qu'il avait atteint en septembre 1962 (13 000). Par rapport aux effectifs totaux de l'industrie sidérurgique de la Communauté, le pourcentage a suivi une évolution parallèle à celle de l'effectif en valeur absolue : celui-ci a augmenté dans la République fédérale (+ 300) et il est resté stationnaire dans les autres pays. En septembre 1963, sur 1 000 personnes occupées dans la sidérurgie, on comptait 33 apprentis en Allemagne, 31 aux Pays-Bas, 25 en France, 18 au Luxembourg et 3 en Italie.

(1) Ce sont les seules qui organisent une formation systématique des apprentis.

TABIEAU 2

Evolution du nombre des apprentis et de leur pourcentage
par rapport aux effectifs totaux dans l'industrie sidérurgique de la Communauté

Pays	Septembre 1962		Septembre 1963	
	Nombre des appren- tis en mil- liers	en %	Nombre des appren- tis en mil- liers	en %
Allemagne (R.F.)	7,7	3,0	8,0	3,3
Belgique	-	-	-	-
France	4,2	2,6	4,2	2,5
Italie	0,2	0,3	0,2	0,3
Luxembourg	0,4	1,8	0,4	1,8
Pays-Bas	0,5	3,1	0,5	3,1
Communauté	13,0	2,2	13,3	2,3

Les progrès de la formation

2. Si, tout comme pendant les années précédentes, il n'a été possible ni d'enrayer la diminution constante du nombre des apprentis-mineurs qui a accompagné la régression des effectifs des charbonnages et des mines de fer ni de faire croître le nombre des apprentis de la sidérurgie proportionnellement aux effectifs de cette industrie (1), les progrès déjà enregistrés dans la formation professionnelle se sont développés en 1963.

(1) Alors que 82 800 jeunes gens étaient en apprentissage dans les industries de la C.E.C.A. en décembre 1954, il n'y en avait plus que 37 800 en septembre 1963 :

- le nombre des apprentis de la sidérurgie est seulement passé de 10 200 à 13 300 ;
- celui des charbonnages est tombé de 70 200 à 23 700 ;
- les chiffres correspondants pour les mines de fer sont 2 400 et 800.

Il convient de souligner une évolution qui constitue un facteur positif pour l'avenir de l'industrie charbonnière, dont on sait qu'il dépend dans une large mesure du développement de la mécanisation : il s'agit de la progression du pourcentage des apprentis-artisans (ajusteurs, mécaniciens, électriciens, électro-mécaniciens, etc.) par rapport à l'effectif total des apprentis des charbonnages. Alors que les apprentis-artisans représentaient 7,5 % du nombre total des apprentis en 1955, la proportion est actuellement, pour l'ensemble des charbonnages de la Communauté, de 25%.

On citera en outre, dans les mines et dans la sidérurgie :

- la mise au point de formules de formation mieux adaptées aux circonstances présentes et aux exigences actuelles de l'apprentissage;
- le développement des moyens de la formation;
- l'amélioration de l'environnement matériel de la formation (construction de nouveaux centres et de nouveaux ateliers).

Pour l'apprentissage des mineurs, il est remarquable que, sans renoncer pour autant aux particularités nationales, les formules récemment adoptées dans la République fédérale, en Belgique, en France et aux Pays-Bas s'inspirent de principes identiques et présentent de nombreuses caractéristiques communes. En mettant l'accent sur la formation générale et technique et en préparant les possibilités de promotion, ces formules tendent en particulier à réamorcer un recrutement qui garantisse aux entreprises un encadrement technique de valeur (conducteurs de machines, mécaniciens, électriciens, électro-mécaniciens, agents de maîtrise) pour les prochaines années.

Formations autres que celle des apprentis

3. Au-delà de la formation professionnelle des apprentis, les cours qu'organisent les entreprises minières et sidérurgiques s'étendent désormais

- d'une part, à l'initiation des adultes nouvellement embauchés ;

- d'autre part, au perfectionnement, à la spécialisation ou à la réadaptation (par exemple: réadaptation des abatteurs pour les services mécaniques et électriques du fond) des ouvriers en place, des agents de maîtrise, des techniciens, des formateurs et des cadres, jusqu'au niveau le plus élevé.

L'extension du champ d'activité de la formation professionnelle va de pair avec la mise au point de programmes mieux adaptés aux nouveaux besoins des entreprises.

4. Etant donné la dispersion des actions de formation qui viennent d'être évoquées (elles se situent généralement au niveau des entreprises), il est malaisé d'en établir une évaluation statistique précise. Cependant, pour se convaincre que le centre de gravité des activités de formation se déplace vers les adultes, il suffit de considérer le nombre des travailleurs que les charbonnages et la sidérurgie embauchent chaque année. Les adultes nouvellement embauchés sont plus nombreux que les jeunes gens qui fréquentent les centres d'apprentissage. Or, dans les charbonnages aussi bien que dans la sidérurgie, la plupart des travailleurs qui ne viennent pas directement du secteur considéré reçoivent une formation accélérée d'initiation et ceux qui viennent d'une autre entreprise du même secteur bénéficient en général d'une formation d'adaptation, plus ou moins approfondie.

Au sujet des travailleurs en place touchés par des mesures de formation ou de perfectionnement, on citera quelques chiffres particulièrement significatifs. Dans la sidérurgie allemande, leur nombre était de 6 126 en 1958, de 11 560 en 1960 et de 18 261 en 1962. La progression est voisine du simple au double tous les deux ans.

Les échanges de personnes

5. De nombreux échanges, pratiqués à différents niveaux et intéressant plusieurs catégories du personnel des mines et de la sidérurgie, contribuent aux progrès des activités de formation, en même temps qu'ils permettent de dépasser les horizons nationaux et de préparer l'avènement d'une communauté humaine élargie. On citera les exemples suivants :

- depuis 1955, plus de 1 500 jeunes mineurs allemands et français ont participé à des échanges de vacances entre les charbonnages de la Ruhr et le bassin du Nord/Pas-de-Calais;
- des échanges réguliers de professeurs et d'élèves d'écoles de maîtrise des charbonnages et de la sidérurgie ont lieu entre l'Allemagne, la France et les Pays-Bas.

Les échanges s'étendent parfois au-delà de la Communauté :

- des programmes d'échanges de durée variable ont été mis en place à l'intention des cadres des charbonnages allemands, britanniques et français;
- grâce aux programmes d'échanges entre la Grande-Bretagne et plusieurs pays de la Communauté, plus de 3 000 cadres de l'industrie sidérurgique (dont plus de 250 en 1963) ont pu effectuer des stages dans des entreprises étrangères;
- des séminaires à l'intention des jeunes cadres sont organisés en collaboration par la British Iron and Steel Federation et par la Wirtschaftsvereinigung Eisen-und Stahlindustrie, respectivement à Düsseldorf et à Londres.

LES SALAIRES, LA SECURITE SOCIALE ET LA DUREE DU TRAVAIL

1. L'une des précédentes livraisons de la NOTE D'INFORMATION (1) a re-tracé l'évolution des salaires, de la sécurité sociale et de la durée du travail des mineurs (charbonnages et mines de fer) et des travailleurs de la sidérurgie au cours des dix premières années du marché commun du charbon et de l'acier. On se bornera à prendre le relais de cette étude pour l'actualiser autant que possible.

Salaires

2. A la fin du présent chapitre, on trouvera 5 tableaux (4 à 8) relatifs à la rémunération. Un seul de ces tableaux (tableau 4) concerne les trois premiers trimestres de 1963; les quatre autres portent sur l'année 1962. Il est permis de s'en étonner. Mais il faut considérer que les chiffres qui sont indispensables pour apprécier la situation des salaires des mineurs et des travailleurs de la sidérurgie ne parviennent à l'Office statistique des Communautés européennes que plusieurs mois après la fin de l'année à laquelle ils se rapportent.

Au moment où la présente livraison de la NOTE D'INFORMATION est élaborée, les services de la Haute Autorité connaissent les salaires horaires directs qui ont été versés pendant les trois premiers

(1) NOTE D'INFORMATION "EVENEMENTS SOCIAUX DANS LA COMMUNAUTE" - VIII^e année, n° 2 - Evolution des salaires, de la sécurité sociale et de la durée du travail dans les industries de la C.E.C.A. (février 1953 - février 1963) - Doc. n° 2930/63. Cette livraison de la NOTE D'INFORMATION a été diffusée dans le courant du mois de janvier 1964.

Quelques corrections doivent être apportées au Doc. n° 2930/63.

Il faut lire :

- 1) page 11, TABLEAU 2, Italie, 1962 53,83
- 2) page 11, TABLEAU 2, Italie, augmentation en % 99
- 3) page 15, TABLEAU 5, Italie, 1962 50,41
- 4) page 15, TABLEAU 5, Italie, augmentation en % 88
- 5) page 16, fin du 1^{er} alinéa et correspondent presque au double du coût salarial italien.
- 6) page 43 Le tableau 3 montre que quatre pays ont réalisé des améliorations depuis 1953 :
- en Allemagne, une loi fédérale publiée le 8 janvier 1963 et entrée en vigueur le 1^{er} janvier 1963 a fixé à 15 jours par an le congé minimum de tous les travailleurs.
- 7) page 43, TABLEAU 3, Allemagne, 1963, a) 15
- 8) page 44, TABLEAU 4, Allemagne, 1963, a) 15.

trimestres de 1963. Quant aux nombreux éléments (primes, gratifications, paiement des jours non ouvrés, durée annuelle du travail, etc.) sans lesquels on ne saurait chiffrer les autres aspects de la rémunération, ils ne seront connus, pour 1963, que vers le milieu de 1964.

Au sujet de ces aspects, tout ce qu'il est possible d'indiquer actuellement pour 1963, c'est que les majorations dont ont bénéficié les salaires horaires directs ont entraîné une amélioration des gains salariaux horaires totaux, un relèvement des coûts horaires et, en général, un progrès des revenus réels. Encore faut-il escompter avec prudence le progrès des revenus réels. En effet, des hausses du coût de la vie se sont produites dans tous les pays de la Communauté (1).

Sécurité sociale

3. Comme pendant les années précédentes, les prestations ont été relevées; dans quelques cas, les cotisations ont également été augmentées.

Si la structure des systèmes de sécurité sociale n'a pratiquement pas changé en 1963, d'importantes modifications sont en préparation dans plusieurs pays.

Trois pays ont pris ou envisagent de prendre des mesures qui allégeront les charges que l'industrie minière supporte au titre de la sécurité sociale.

Régimes généraux

4. Dans la République fédérale, des discussions sont en cours au sujet du "paquet social", qui comprend trois projets de loi déposés devant le Parlement :

(1) Voir, à la fin du présent chapitre, le tableau 3.

- la loi selon laquelle, en cas de maladie, les ouvriers percevraient, comme c'est déjà le cas pour les employés, leur salaire pendant 6 semaines;
- la loi prévoyant une augmentation des allocations familiales, ainsi que la prise en charge de ces allocations par l'Etat;
- la loi sur l'amélioration des prestations de l'assurance-maladie, avec participation des assurés à la couverture des frais médicaux.

En Belgique, une nouvelle loi sur l'assurance-maladie est entrée en vigueur le 1er janvier 1964. Ses objectifs sont :

- l'assainissement financier du régime, par la programmation des dépenses et des recettes et par la détermination préalable des responsabilités financières des employeurs, des travailleurs, de l'Etat et des organismes assureurs;
- dans le cadre d'une médecine de qualité, la garantie d'une couverture véritable du coût des soins de santé pour tous les assurés sociaux et, en particulier, pour les pensionnés, les veuves et les invalides;
- la garantie que le libre choix du médecin ne sera pas entravé par des obstacles d'ordre pécuniaire.

Au Luxembourg, la "loi de coordination" a été votée le 16 décembre 1963. Pour tous les systèmes luxembourgeois de sécurité sociale, elle règle, même rétroactivement, toutes les questions qui intéressent les personnes qui ont été couvertes, successivement ou en même temps, par différents régimes de sécurité sociale.

La "loi intérimaire" qui a été votée aux Pays-Bas augmente considérablement les prestations d'invalidité, élargit le champ d'application (ayants droit) et fait le trait d'union avec le projet de loi sur l'incapacité de travail (incapacité professionnelle).

Régimes miniers

5. En Allemagne, les frais que l'Association professionnelle de l'industrie minière supporte du fait des accidents survenus avant le 1er janvier 1953 ("charges mortes") ont été répartis entre toutes les associations professionnelles. Cette répartition, qui est entrée en vigueur pour la première fois en 1963, sera désormais effectuée annuellement.

En France, la loi de finances pour 1964 a introduit, pour les branches vieillesse et accidents, une surcompensation professionnelle entre le régime général et le régime minier.

Aux Pays-Bas, la loi sur l'incapacité professionnelle, qui pourrait entrer en vigueur en 1966, se substituerait, en ce qui concerne les prestations en espèces, aux branches actuelles maladie, invalidité, accidents du travail et maladies professionnelles. La nouvelle loi prévoit un financement par des cotisations à taux unique pour tous les secteurs. Les charges incombant à l'industrie charbonnière seraient sensiblement diminuées. Selon certaines estimations, la diminution correspondrait à 8 % de la masse salariale.

Durée du travail

6. On trouvera à la fin du présent chapitre deux tableaux qui résument la situation, au 1er janvier 1964, de la durée normale du travail (tableau 9) et des congés payés (tableau 10) dans les charbonnages et dans la sidérurgie.

Au sujet des mines de fer, où la situation est très complexe, on voudra bien se reporter à la livraison déjà citée de la NOTE D'INFORMATION (1).

(1) Voir ci-dessus, p. 36 .

Durée journalière et durée hebdomadaire du travail

7. Dans les bassins allemands autres que la Sarre, la durée journalière du travail des mineurs de la surface a été ramenée, à partir du 1er janvier 1964, de 8 h 1/2 à 8 heures. Cette mesure représente une réduction d'environ 64 heures par an. Elle étend en outre aux travailleurs de la surface le bénéfice de la semaine de 40 heures.

Le nombre de jours de repos compensatoire des mineurs sarrois est passé, au 1er janvier 1964, de 22 à 25 pour le personnel du fond et de 14 à 16 pour celui de la surface.

En Italie, la semaine de 40 heures en 5 jours est entrée en vigueur, le 1er janvier 1964, pour les mineurs du fond. Quant à la durée hebdomadaire du travail du personnel de la surface, elle a été réduite, également le 1er janvier 1964, de 45 h 1/2 à 44 heures. La convention collective prévoit, en principe, l'introduction de la semaine de 5 jours pour une semaine sur deux.

Aux Pays-Bas, une décision, en date du 20 mai 1963, du Conseil de l'industrie minière a supprimé, à partir du 1er janvier 1964, le travail du samedi auquel le personnel de la surface restait astreint pendant 8 semaines par an.

Dans la sidérurgie, des améliorations ont été réalisées en Italie et au Luxembourg.

En Italie, des conventions collectives ont disposé que la durée hebdomadaire du travail serait

- à partir du 1er janvier 1964, de 44 heures dans les usines à participation d'Etat et de 45 heures dans celles du secteur privé;
- à partir du 1er juillet 1965, de 43 heures dans les unes et dans les autres.

Au Luxembourg, le nombre total des jours de repos accordés pour réduire la durée hebdomadaire moyenne du travail a été augmenté. Depuis le 1er janvier 1964, les ouvriers de la sidérurgie luxembourgeoise disposent de 37 jours de repos (compte tenu des 10 jours fériés légaux). La durée hebdomadaire du travail se trouve ramenée à 42 h 1/2.

On rappellera qu'en Allemagne, les conventions collectives en vigueur prévoient que la semaine de 40 heures sera introduite, au cours de 1965, dans les usines sidérurgiques de tous les bassins.

En ce qui concerne les mines de fer, il convient de signaler, dans deux pays, l'extension aux travailleurs de ce secteur des améliorations qui ont été acquises par le personnel des mines de charbon (Italie) ou par celui de la sidérurgie (Luxembourg).

Le nombre des jours de repos compensatoire qui sont accordés aux mineurs de fer de la Basse-Saxe atteindra 48 en 1965 et 52 en 1966.

Congés payés

8. En Allemagne, une loi fédérale publiée le 8 janvier 1963 et entrée en vigueur le 1er janvier 1963 a fixé à 15 jours par an le congé minimum de tous les travailleurs.

Un nouvel accord sur les congés des mineurs du fond et de la surface a été conclu en août 1963 dans les charbonnages sarrois. Selon cet accord, le congé annuel minimum, qui était de 12 jours, a été porté à 18 jours ouvrables à partir du 1er janvier 1964. En outre, le congé accordé après dix ans d'ancienneté dans l'entreprise, qui est actuellement de 24 jours, passera à 26 jours ouvrables à partir du 1er janvier 1965 et à 28 jours ouvrables à partir du 1er janvier 1966.

En Belgique, une convention paritaire nationale interprofessionnelle sur l'octroi d'une troisième semaine de congé a été conclue le 12 décembre 1963. Dès 1964, tous les travailleurs bénéficieront d'une demi-semaine de congé supplémentaire. A partir de 1965, ils bénéficieront de 3 semaines de congé, pour lesquelles la rémunération sera égale à celle de 5 semaines de travail. Les modalités de l'octroi de la troisième semaine de congé seront fixées par les commissions paritaires. Les partenaires sociaux ont convenu qu'il n'y aurait pas d'autre réduction de la durée. (journalière ou hebdomadaire) du travail pendant la durée de l'accord; c'est-à-dire, jusqu'à la fin de 1965.

En France, le congé ordinaire a été porté de 18 à 24 jours pour tous les travailleurs des charbonnages, des mines de fer et de la sidérurgie. Quant au congé d'ancienneté qui s'ajoute au congé ordinaire, il est désormais réparti de la façon suivante :

TABLEAU 1

Les congés d'ancienneté dans les mines et dans la sidérurgie
françaises

Années d'ancienneté	Jours de congé		
	Mines (charbon et fer)		Sidérurgie
	Fond	Jour	
10	2	1	1
15	4	2	
20	6	4	2
25			4
30		6	6

Les heures supplémentaires

9. Dans les charbonnages, les ouvriers du fond n'effectuent, d'une façon générale, que peu de postes supplémentaires : le travail supplémentaire au fond correspond seulement à 1 ou 2 % de la durée normale du travail. Cependant, dans la République fédérale, la proportion s'est élevée à 4 % en 1954 et à 6 % en 1962.

Le nombre des postes supplémentaires prestés par les travailleurs du jour est relativement important et se situe souvent autour de 5 %.

Aussi bien pour le fond que pour le jour, la situation des mineurs de fer est comparable à celle des mineurs de charbon.

Dans les mines de fer françaises, la proportion des postes supplémentaires était élevée en 1957; depuis, une diminution régulière a été enregistrée : de 1957 à 1962, la proportion est passée de 5 à 2 % au fond et de 12 à 6 % au jour.

Le tableau 2 permet de comparer la situation dans la sidérurgie en 1954 et en 1962. On a tenu compte des travailleurs auxquels est appliqué le régime général de la durée du travail et du personnel des services continus. Ce personnel représente environ le cinquième des effectifs de la sidérurgie de la Communauté.

TABLEAU 2

Les heures supplémentaires dans la sidérurgie en 1954 et en 1962 (1)

(en % des heures normales)

	Allemagne (R.F.)	Belgique	France	Italie	Luxembourg	Pays-Bas
1954	10,1	4,0	22,9	4,2	7,0	1,2
1962	5,0	5,3	28,1	2,4	8,0	1,5
(1) Moyenne des mois de mars, juin, septembre et décembre.						

Le fait que le pourcentage des heures supplémentaires soit très élevé en France s'explique notamment par la raison suivante : la durée légale du travail ayant été fixée en 1936 à 40 heures par semaine pour l'ensemble des travailleurs (1), toutes les heures prestées au-delà de la quarantième sont comptées comme heures supplémentaires et rémunérées en tant que telles.

En 1954, le pourcentage des heures supplémentaires n'était pas négligeable en Allemagne et au Luxembourg. En 1962, il ne représentait plus, dans le premier de ces pays, que la moitié de celui de 1954.

10. Les données relatives à la rémunération des heures supplémentaires dans les charbonnages et dans la sidérurgie sont réunies ci-après.

(Sauf pour les mineurs du fond, en faveur desquels la durée légale du travail a été fixée à 38 h 40 par semaine.

REMUNERATION DES HEURES SUPPLEMENTAIRES DANS LES CHARBONNAGES ET DANS LA SIDERURGIE

Pays	Charbonnages	Pourcentage des majorations	Sidérurgie
ALLEMAGNE (R.F.)	<div>①</div> <div>25 % pour les 2 premières heures 50 % après les 2 premières heures supplémentaires à l'issue d'un même poste dans les mines de houille de Rhénanie du Nord - Westphalie et de Basse-Saxe. Ces bassins accordent également une majoration supplémentaire de 10 % pour travail de nuit effectué après le poste de midi</div>	<div>①</div> <div>25 % pour les 2 premières heures par jour 50 % pour les suivantes 50 % pour travail de nuit, du moment qu'il s'agit d'heures supplémentaires HESSE - 25 % pour les 10 premières heures par semaine - 40 % pour les suivantes BAVIERE - 25 % pour les 6 premières heures par semaine - 50 % pour les suivantes SALZGITTER - 25 % pour les 2 premières heures par jour - 40 % pour les suivantes SARRE - 25 % pour les 8 premières heures par semaine - 50 % pour les suivantes</div>	
BELGIQUE	<div>②</div> <div>25 % pour les 2 premières heures par jour - 50 % pour les suivantes</div>	<div>②</div> <div>25 % pour les 2 premières heures par jour - 50 % pour les suivantes</div>	
FRANCE	<div>③</div> <div>a) <u>En règle générale</u> - 25 % pour les heures comprises, par semaine, entre 40 et 48 h (jour) ou entre 38 h 40 et 46 h 30 (fond) - 50 % pour les heures au-delà de 48 h (jour) ou de 46 h 30 (fond) b) Les heures supplémentaires accomplies entre 22 h et 6 h pour travaux exceptionnels sont majorées de 50 % En outre, lorsque ces heures atteignent la durée d'un poste entier, elles donnent droit à un repos compensatoire d'égale durée, la majoration indiquée ci-dessus restant acquise</div>	<div>③</div> <div>25 % pour les 8 premières heures - 50 % pour les suivantes</div>	
ITALIE	<div>③</div> <div>Travail supplémentaire de jour 27 % Travail supplémentaire de nuit (entre 22 h et 6 h) 50 % Travail de nuit non compris dans les postes alternés 45 %</div>	<div>③</div> <div><div>Service non-continu</div><div>Service continu</div><div>Travail supplémentaire de jour</div><div>pour les 2 premières heures 20 % 20 %</div><div>pour les suivantes 30 % 30 %</div><div>Travail supplémentaire de nuit</div><div>pour les 2 premières heures 50 % 40 %</div><div>pour les suivantes 50 % 45 %</div></div>	
LUXEMBOURG		<div>③</div> <div>30 % pour les 4 premières heures par jour - 50 % pour les 5e, 6e, 7e et 8e - 100 % pour les suivantes</div>	
PAYS-BAS	<div>④</div> <div>25 % pour les 2 premières heures accomplies à la suite d'un poste normal 50 % pour les heures suivantes ou pour chacune des heures supplémentaires non consécutives Si un poste normal est prolongé d'au moins 6 heures supplémentaires, le supplément de rémunération est de 50 % pour chaque heure supplémentaire</div>	<div>⑤</div> <div>25 % pour le travail au cours des 2 heures précédant immédiatement le début de la journée normale de travail ou suivant immédiatement la fin de celle-ci (Ce pourcentage ne peut cependant valoir pour plus de 2 heures par jour) 50 % pour les autres heures au cours d'un même jour</div>	

Bases de calcul

<p>①</p> <p>Travailleurs percevant un salaire variable : salaire moyen des dernières 4 semaines, à l'exclusion de certaines allocations; travailleurs rémunérés au temps : salaire horaire ou salaire de poste à l'exclusion de certaines allocations</p>	<p>③</p> <p>Ensemble de la rémunération, y compris certaines primes</p>
<p>②</p> <p>Ensemble de la rémunération</p>	<p>④</p> <p>Travailleurs percevant un salaire variable : salaire de tâche; travailleurs rémunérés au temps : salaire horaire normal ou salaire de base</p>
	<p>⑤</p> <p>Salaire de base, à l'exclusion de tout supplément de rémunération</p>

TABLEAU 3

Evolution du coût de la vie dans les pays de la Communauté

(Indice des prix à la consommation - indice général)

(1958 = 100)

	1958	1959	1960	1961	1962	1963		
						Janvier	Sep- tembre	Octobre
Allemagne (R.P.)(1)	100	101	102	105	109	111	111	112
Belgique (2)	100	101	102	103	104	105	107	108
France (3)	100	106	110	114	119	123	128	128
Italie	100	100	102	104	109	114	118	119
Luxembourg (2)	100	100	101	101	102	103	107	106
Pays-Bas (4)	100	102	103	105	108	111	113	113

(1) Sarre non comprise jusqu'à 1959 inclus.

(2) Loyer non compris .

(3) Paris.

(4) Nouvel indice à partir du 1er janvier 1963 .

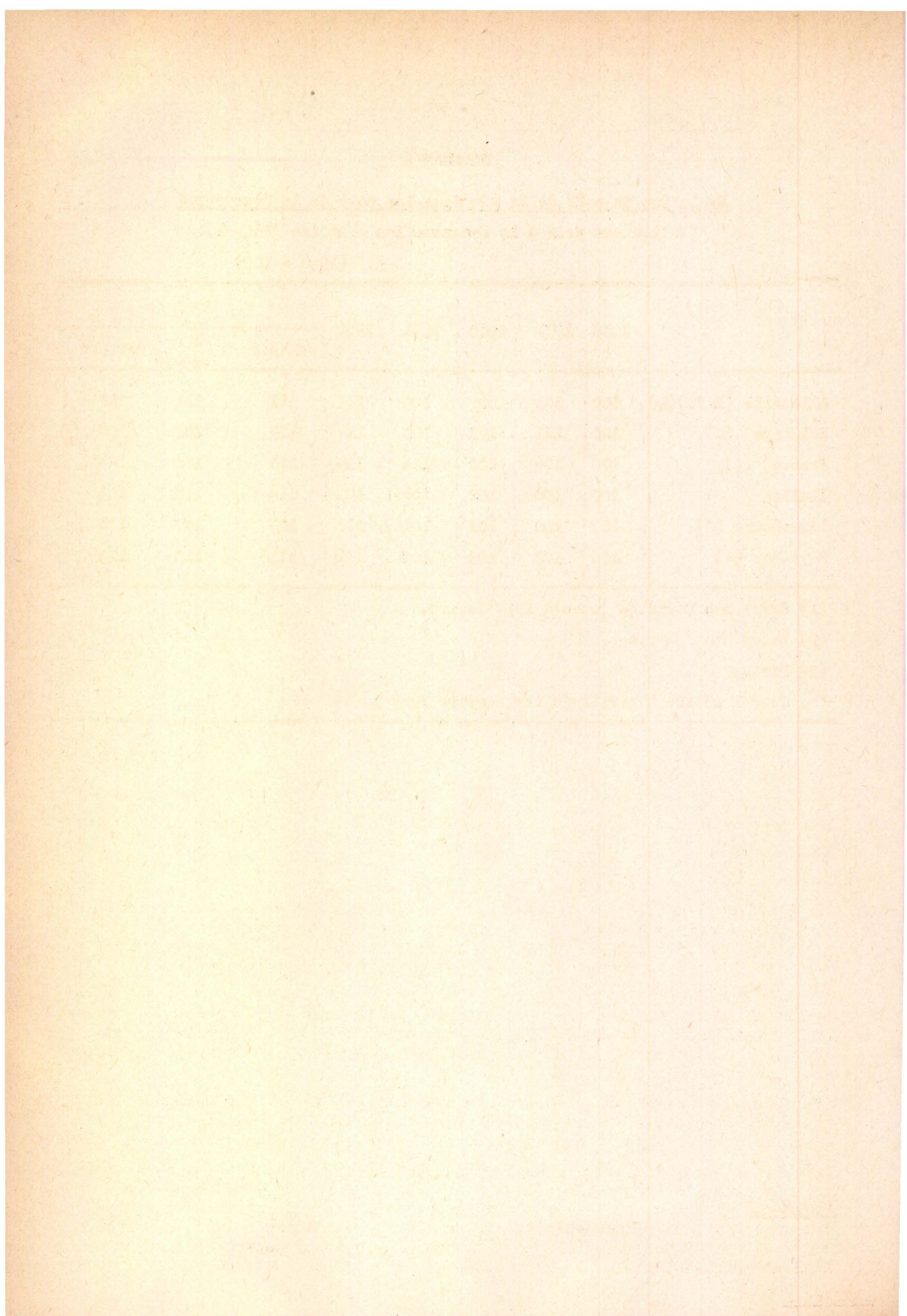


TABLEAU 4

L'évolution des salaires horaires directs dans les industries
de la C.E.C.A. pendant les trois premiers trimestres
de 1963

	Allemagne (R.F.) DM	Bel- gique FB	France FF	Italie Lit.	Luxem- bourg FL	Pays- Bas fl
<u>Charbonnages (1)</u>						
1962	3,71	43,27	3,34	276,13	-	3,17
1963	3,93 ⁽²⁾	46,96	3,64	338,99	-	3,34
Augmentations en %	5,9	8,5	9,1	22,8 (4)	-	5,4 (5)
Taux moyen d'accrois- sement annuel 53/62 (3)	7,0	4,3	7,2	5,5	-	7,7
<u>Mines de fer (1)</u>			(Est)			
1962 (6)	3,31	-	4,92	256,85	56,31	-
1963	3,49	-	5,21	319,14	59,44	-
Augmentation en %	5,4	-	5,9	24,3 (4)	5,6	-
Taux moyen d'accrois- sement annuel 53/62 (3)	8,2	-	7,7	5,6	3,6	-
<u>Sidérurgie</u>						
1962	4,08	47,29	3,31	414,47	52,96	2,99
1963	4,27	49,79	3,56	461,77	57,73	3,18
Augmentation en %	4,7	5,3	7,6	11,4	9,0	6,4 (5)
Taux moyen d'accrois- sement annuel 53/62 (3)	10,9	5,1	8,9	6,4	5,4	8,0

(1) Fond et jour.

(2) Compte tenu de la prime de poste.

(3) Les chiffres relatifs aux taux moyens d'accroissement annuel ne résultent pas de la simple division des pourcentages des augmentations intervenues entre 1953 et 1962 par le nombre des années considérées. Le mode de calcul qui a été adopté tient compte de l'effet cumulatif des augmentations successivement acquises.

(4) Si les chiffres indiquent une augmentation particulièrement forte dans les mines italiennes (charbon et fer), c'est qu'ils ont été influencés par des "rappels" versés en 1963 mais dus pour 1962. En 1963, les salaires conventionnels ont augmenté de 11 %.

(5) Il convient de signaler que deux augmentations de 5 % ont été décidées aux Pays-Bas, avec effet au 1er janvier et au 1er avril 1964. De plus, des hausses supérieures à 10 % peuvent être négociées dans chaque branche d'activité

(6) La statistique trimestrielle de laquelle résultent les données de 1963 n'étant pas parfaitement comparable à la statistique annuelle utilisée pour 1962 (en ce qui concerne la définition du salaire horaire direct et en ce qui concerne les entreprises enquêtées), on a pris pour l'année 1962 la moyenne des salaires directs des mois de février, mai, août et novembre, suivant l'enquête trimestrielle.

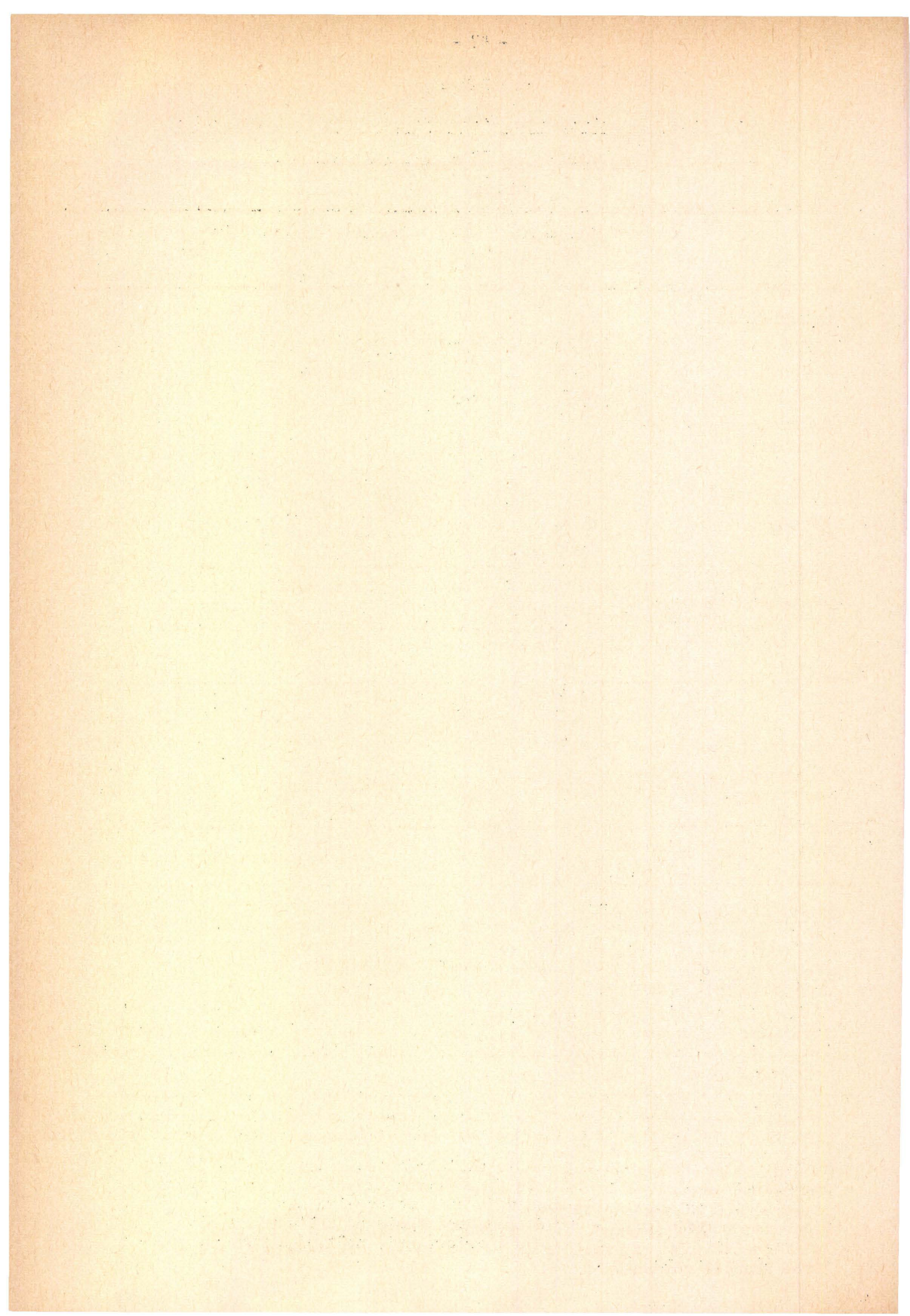


TABLEAU 5

Les gains horaires totaux en 1962 (1)

(en monnaies nationales)

	Allemagne (R.F.) DM	Belgique FB	France FF	Italie Lit.	Luxembourg FL	Pays-Bas fl
<u>Charbonnages</u>						
Fond	4,72	55,53	4,55	406,69	-	4,30
Jour	3,25	37,55	3,46	304,93	-	2,97
<u>Mines de fer</u>						
Fond	4,17	-	6,11	447,36	75,49	-
Jour	3,29	-	4,38	339,49	58,59	-
<u>Sidérurgie</u>	4,82	54,25	3,86	501,82	61,30	3,80

(1) Le gain horaire total comprend, outre le salaire horaire direct, la part, rapportée à une heure de travail, des primes de résultats ou de productivité, des gratifications et de la rémunération pour journées non ouvrées (jours fériés, congés).

TABLEAU 6

Les coûts salariaux horaires totaux en 1962 (1)

(en francs belges)

	Allemagne (R.F.)	Belgique	France	Italie	Luxembourg	Pays-Bas
<u>Charbonnages</u> (fond et jour)	81,74 (1)	67,55	81,69	53,83 (2)		78,62
<u>Mines de fer</u> (fond et jour)	65,14		100,69 (3)	50,41	93,91	
<u>Sidérurgie</u>	75,11	66,57	59,95	60,85	74,71	73,36

(1) Sans la prime de poste. (2) Sulcis. (3) Est.

(1) Le coût salarial horaire total comprend toutes les dépenses que l'employeur supporte au titre de la main-d'oeuvre; c'est-à-dire, outre le salaire horaire direct, la part, rapportée à une heure de travail, des primes de résultats ou de productivité, des gratifications, de la rémunération des journées non ouvrées (jours fériés, congés), des avantages en nature, des cotisations patronales à la sécurité sociale, ainsi que des frais de recrutement et de formation professionnelle. Pour pouvoir effectuer des comparaisons entre les différents pays, il faut exprimer les coûts salariaux horaires totaux dans une monnaie commune.

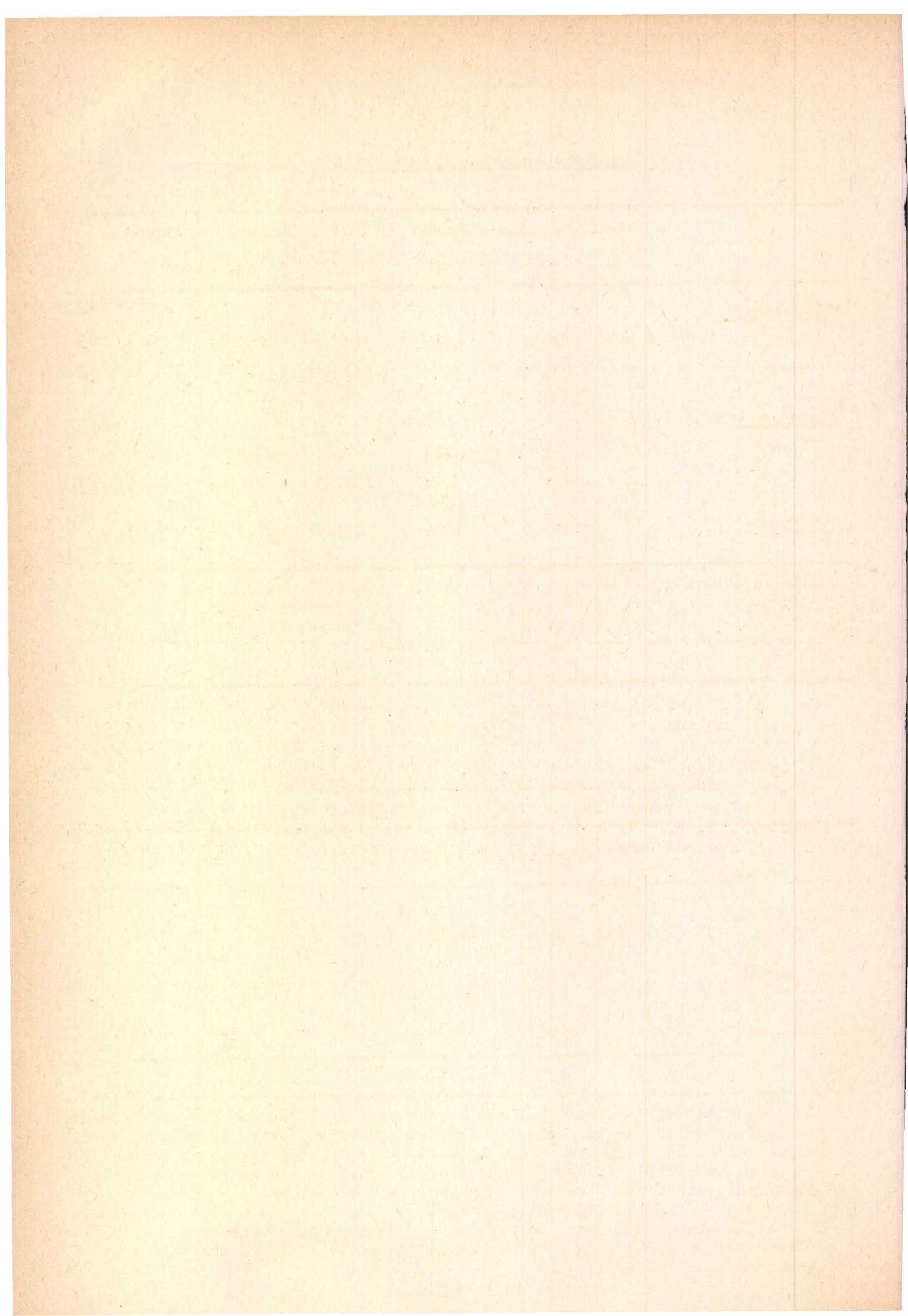


TABLEAU 6

Les coûts salariaux horaires totaux en 1962 (1)
(en francs belges)

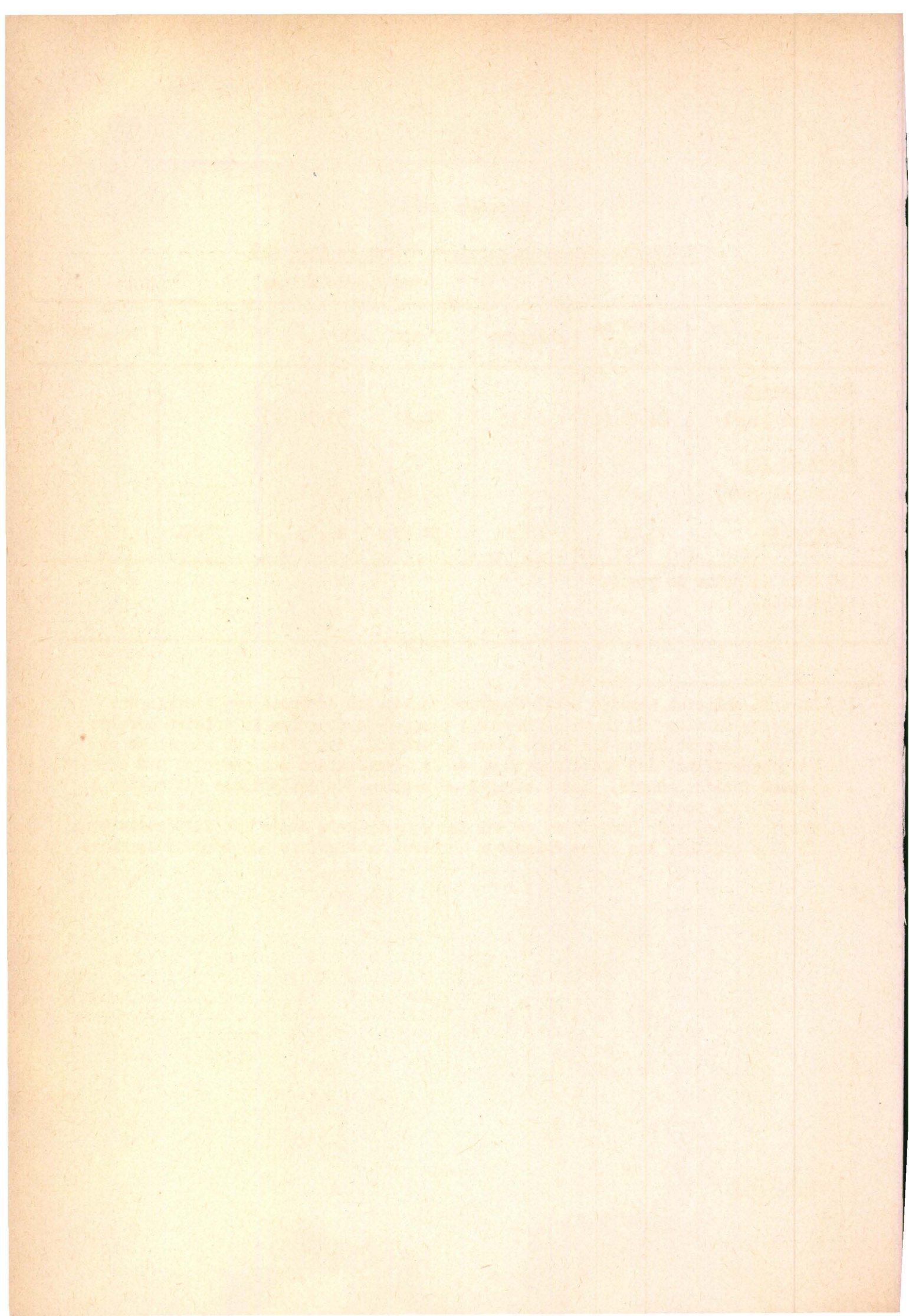
	Allemagne (R.F.)	Belgique	France	Italie	Luxem- bourg	Pays-Bas
<u>Charbonnages</u> (fond et jour)	81,74 (1)	67,55	81,69	53,83 (2)		78,62
<u>Mines de fer</u> (fond et jour)	65,14		100,69 (3)	50,41	93,91	
<u>Sidérurgie</u>	75,11	66,57	59,95	60,85	74,71	73,36

(1) Sans la prime de poste.

(2) Sulcis.

(3) Est.

(1) Le coût salarial horaire total comprend toutes les dépenses que l'employeur supporte au titre de la main-d'oeuvre; c'est-à-dire, outre le salaire horaire direct, la part, rapportée à une heure de travail, des primes de résultats ou de productivité, des gratifications, de la rémunération des journées non ouvrées (jours fériés, congés), des avantages en nature, des cotisations patronales à la sécurité sociale, ainsi que des frais de recrutement et de formation professionnelle. Pour pouvoir effectuer des comparaisons entre les différents pays, il faut exprimer les coûts salariaux horaires totaux dans une monnaie commune.



TABLÉAU 7

Les revenus réels en 1962 (1)

	Allemagne (R.F.)	Belgique	France	Italie	Luxembourg	Pays-Bas
<u>Charbonnages</u> (1)						
Fond	88,7	<u>100</u>	95,3	72,4)		97,9
Jour	79,2	<u>100</u>	95,0	77,6) (2)		87,9
<u>Mines de fer</u> (1)						
Fond	58,6)		92,4)	52,0	<u>100</u>	
Jour	59,5) (3)		88,6) (4)	59,5	<u>100</u>	
<u>Sidérurgie</u> (1)	73,0 (5)	89,6	81,6 (4)	64,8	<u>100</u>	76,0

(1) Pour chaque secteur, les revenus réels sont exprimés en pourcentage du revenu réel des travailleurs du pays où, dans ce secteur et pendant l'année considérée, le revenu réel était le plus élevé de la Communauté.

(2) Sulcis.

(3) Basse-Saxe.

(4) Est.

(5) Rhénanie-du-Nord-Westphalie.

(1) Il s'agit des revenus réels des ouvriers inscrits, mariés et ayant deux enfants à charge.

Il s'agit aussi, pour les charbonnages, des ouvriers qui sont logés par l'entreprise et, pour les mines de fer et la sidérurgie, de ceux qui ne le sont pas.

On a obtenu le revenu réel en déduisant du salaire brut les cotisations des travailleurs à la sécurité sociale et les impôts qu'ils paient et en ajoutant ensuite le montant des allocations familiales qu'ils touchent pour deux enfants - ainsi que, en ce qui concerne les mineurs de charbon, la valeur du logement gratuit ou à loyer réduit et celle d'autres avantages en nature. Enfin, on a tenu compte des disparités, fort importantes d'un pays à l'autre, du coût des biens et des services. Les revenus réels se confondent donc avec le pouvoir d'achat.

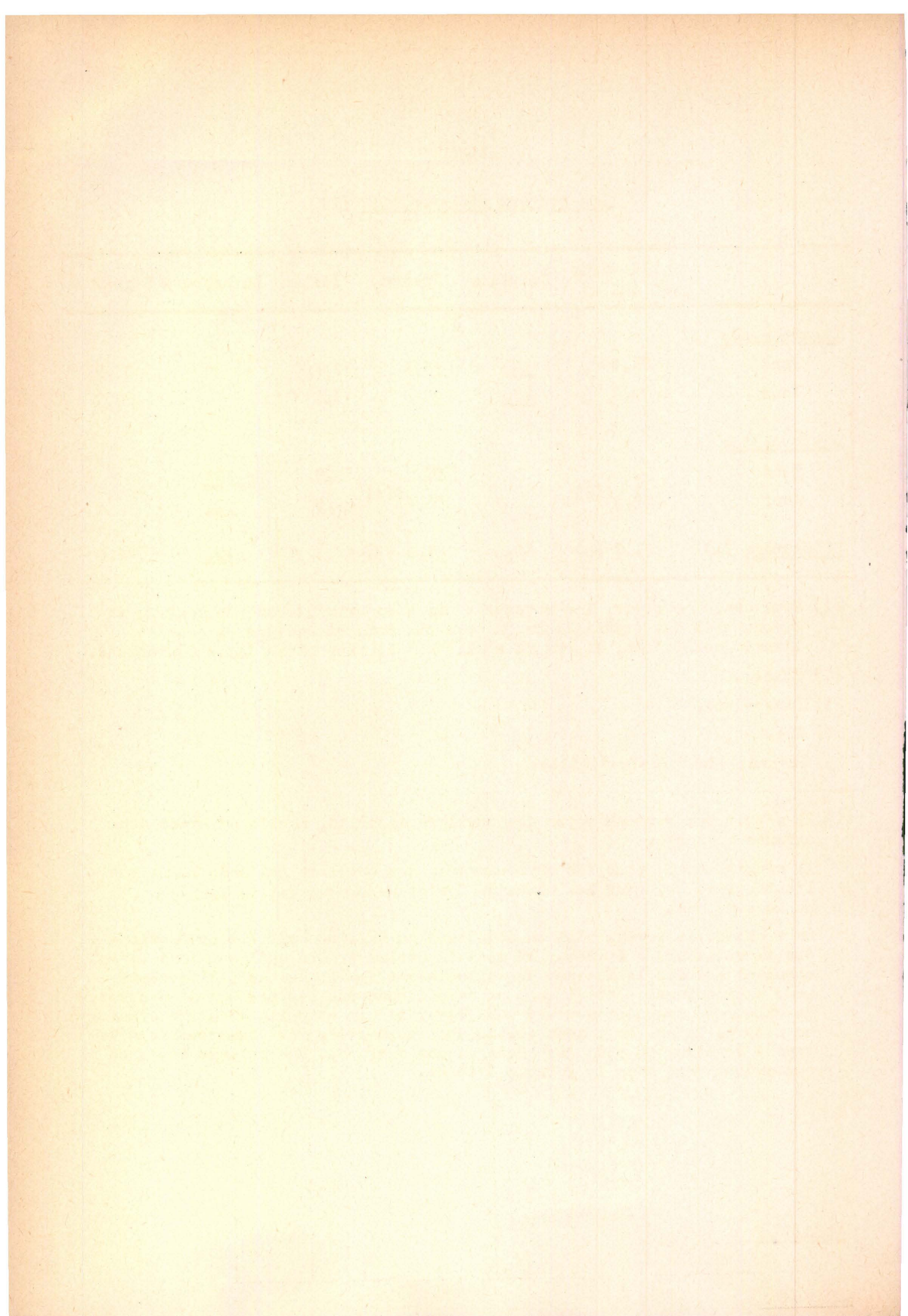


TABLEAU 8

Les revenus annuels moyens en 1962 (1)

(Ouvriers présents, non logés par l'entreprise, mariés et ayant deux enfants à charge)

(en monnaies nationales)

Allemagne (R.F.) DM	Belgique FB	France FF	Italie. Lit	Luxembourg FL	Pays-Bas fl
Ch f 8 780	Ch f 120 328	F f (4) 13 946	S 1 196 484	F f 149 224	Ch f 7 244
S (2) 8 643	S 118 187	Ch f 11 205	F f 1 088 193	S 129 076	S 6 703
F f (3) 7 874	Ch j 90 466	F j (4) 10 701	Ch f (5) 952 319	F j 120 886	Ch j 5 318
Ch j 6 604		S (4) 10 697	F j 923 840		
F j (3) 6 457		Ch j 9 295	Ch j (5) 787 187		

Ch f : mineur de charbon, fond, Ch j : mineur de charbon, jour; F f : mineur de fer, fond; F j : mineur de fer, jour;
S : travailleur de la sidérurgie.

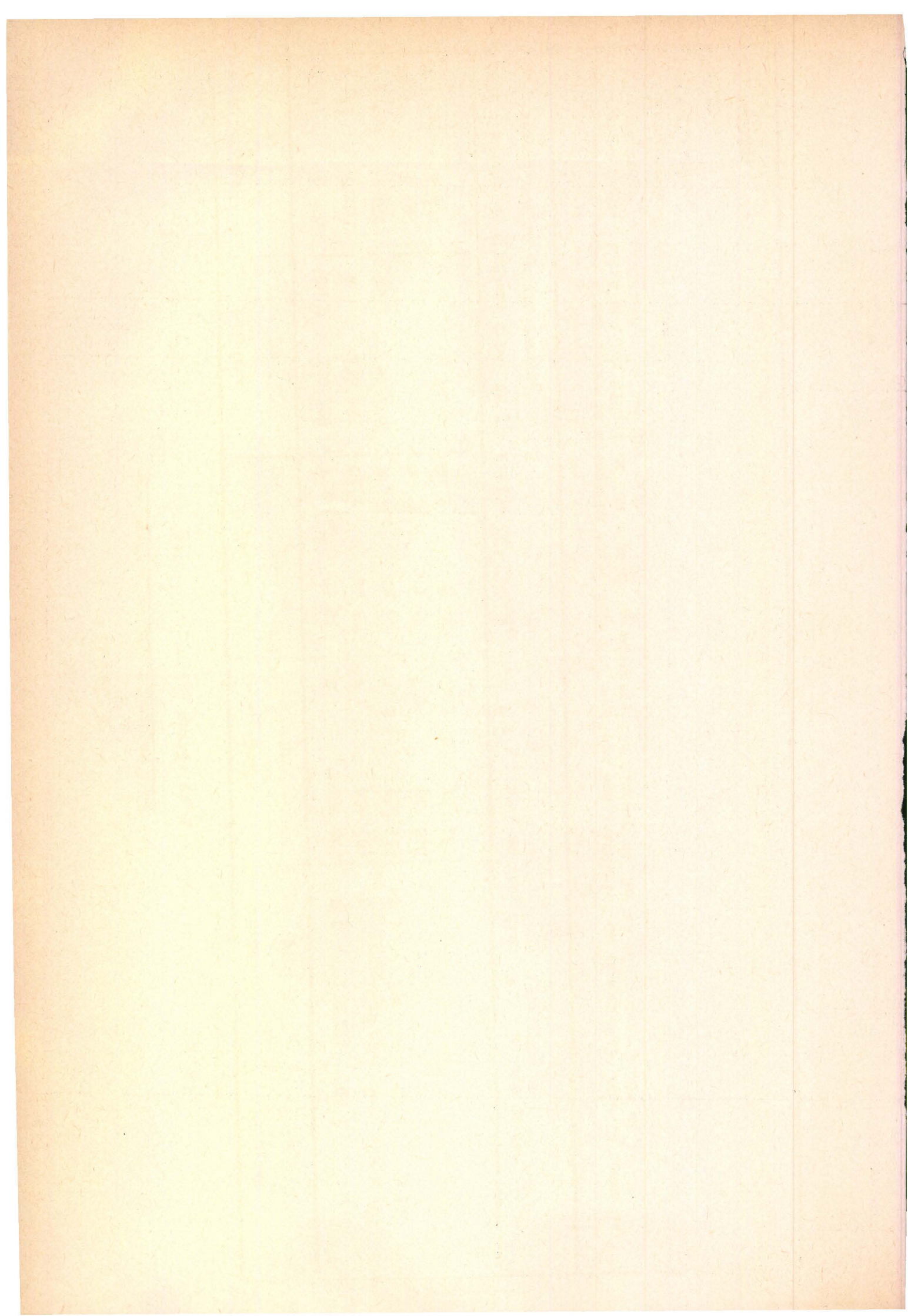
(1) Ce tableau permet d'apprécier la situation respective des ouvriers des industries de la C.E.C.A. Dans le cadre de chaque pays, il indique les places où les mineurs de charbon, les mineurs de fer et les travailleurs de la sidérurgie se situaient, les uns par rapport aux autres, en 1962.

(2) Rhénanie-du-Nord-Westphalie.

(3) Basse-Saxe.

(4) Est.

(5) Sulcis.

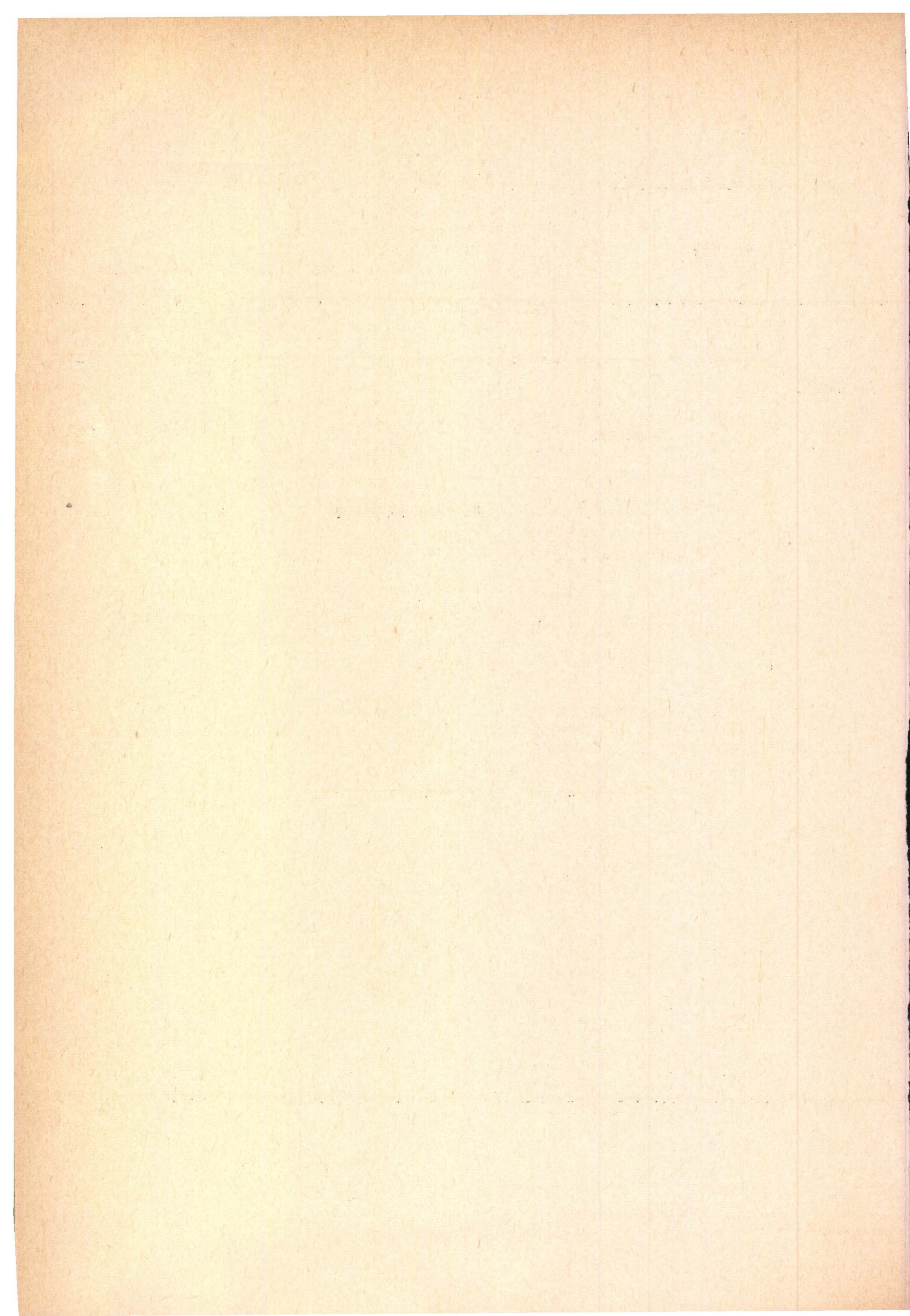


TABIEAU 9

Durée normale du travail dans les charbonnages et dans la sidérurgie
(au 1er janvier 1964)

- a) Durée journalière.
b) Durée hebdomadaire.

	Allemagne (R.F.)	Belgique	France	Italie	Luxem- bourg	Pays-Bas
<u>Charbonnages</u>						
Fond						
a)	8 h	<u>Campine</u> 8 h 1/4	7 h 3/4	8 h		8 h
b)	40 h (5 jours) (1)	41 h 1/4 (5 jours)	38 h 40 } (2)	40 h (5 jours)		40 h (3) (5 jours)
		<u>Bassins du Sud</u>	<u>Horaire effectif</u>			
		a) 8 h	a) 8 h			
		b) 40 h (5 jours) pendant 44 semaines	b) 40 h (5 jours) pendant 26 semaines			
		48 h (6 jours) pendant 8 semaines	48 h (6 jours) pendant 26 semaines			
Jour						
a)	8 h	<u>Campine</u> 8 h 1/2	8 h } (2)	8 h		8 h 3/4 (4)
b)	40 h (5 jours) (1)	42 h 1/2 (5 jours)	40 h }	44 h		45 h (5 jours)
		<u>Bassins du Sud</u>	<u>Horaire effectif</u>			
		a) 8 h 1/4	a) 8 h 1/4			
		b) 41 h 1/4 (5 jours) pendant 44 semaines	b) 41 h 1/4 (5 jours) pendant 26 semaines			
		49 h 1/2 (6 jours) pendant 8 semaines	49 h 1/2 (6 jours) pendant 26 semaines			
<u>Sidérurgie</u>						
a)	8 h	8 h	8 h (5)	8 h	8 h	8 h 1/2 (6)
b)	42 h (7)	45 h	40 h (8)	44 h ou 45 h	42 h 1/2	45 h



Notes du tableau 9

- (1) Sarre exclue. En Sarre, la durée journalière du travail est de 7 h 1/2. Quant au régime de la semaine de 5 jours, il n'a pas été adopté dans ce bassin. La durée annuelle du travail a été progressivement réduite par l'octroi de jours de repos rémunérés. En 1964, les jours de repos compensatoire atteignent leur nombre maximum, qui a été fixé à 25 par an pour les ouvriers du fond et à 16 pour ceux de la surface.
- (2) Il s'agit de la durée légale.
- (3) S'il faut travailler un samedi parce que la semaine comporte un jour férié, la durée du poste est de 6 heures, avec une pause de 25 minutes.
- (4) S'il faut travailler un samedi parce que la semaine comporte un jour férié, la durée du poste est de 5 h 35.
- (5) La durée journalière est en général de 8 heures. Mais elle peut être différente selon les conventions collectives ou les accords d'entreprise.
- (6) Certains samedis sont ouvrés. Pour ces samedis, la durée du travail est de 5 h 1/2.
- (7) Sarre : 41 h 1/4; Bavière : 41 heures.
- (8) 42 heures pour les services à feu continu. Il s'agit (40 ou 42 heures) de la durée légale. La durée effective est de 48 heures.

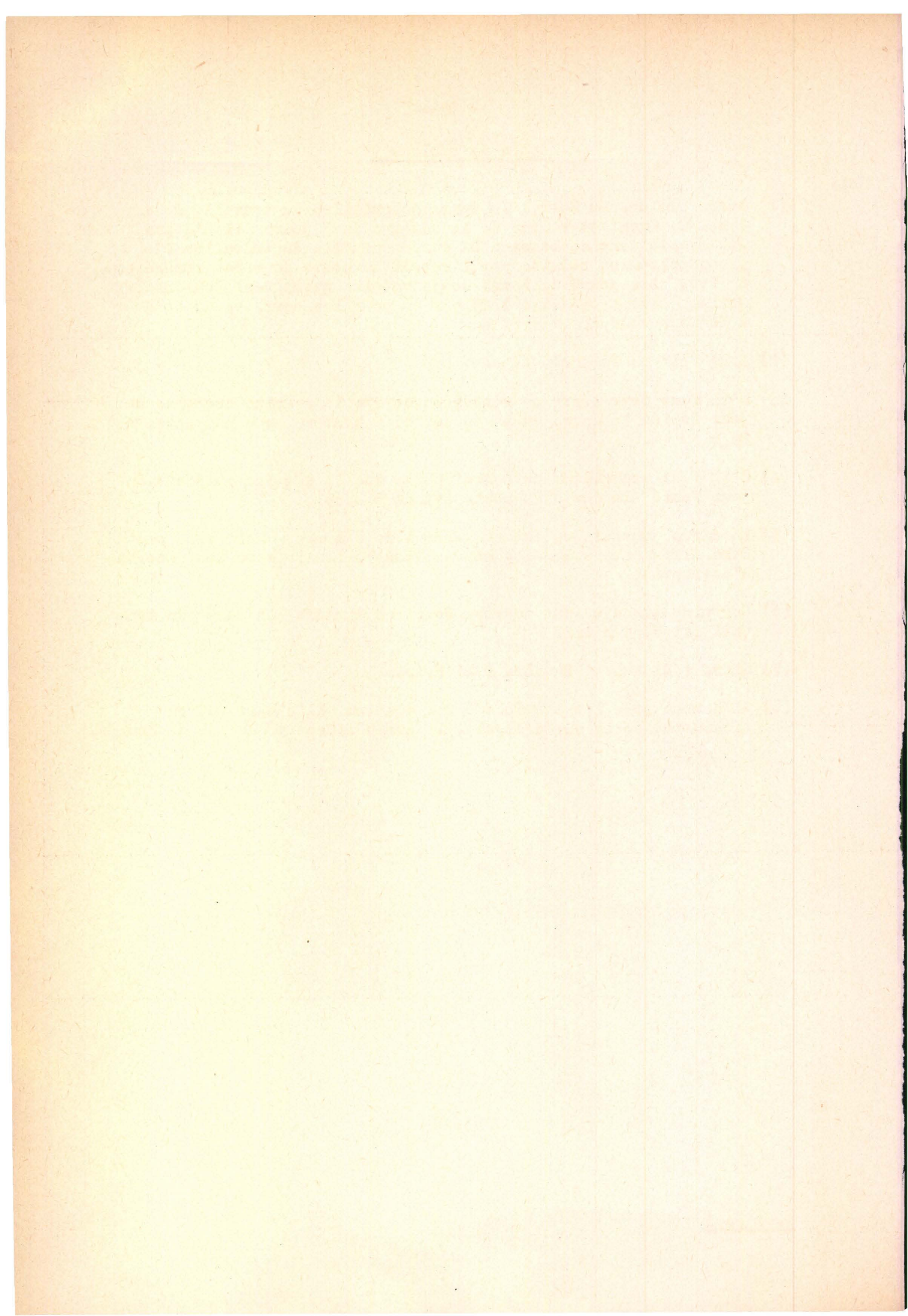


TABLEAU 10

Congés payés dans les charbonnages et dans la sidérurgie

(au 1er janvier 1964)

a) Nombre de jours de congé ordinaire.

b) Nombre maximum de jours de congé compte tenu de l'ancienneté, de l'âge ou de l'assiduité.

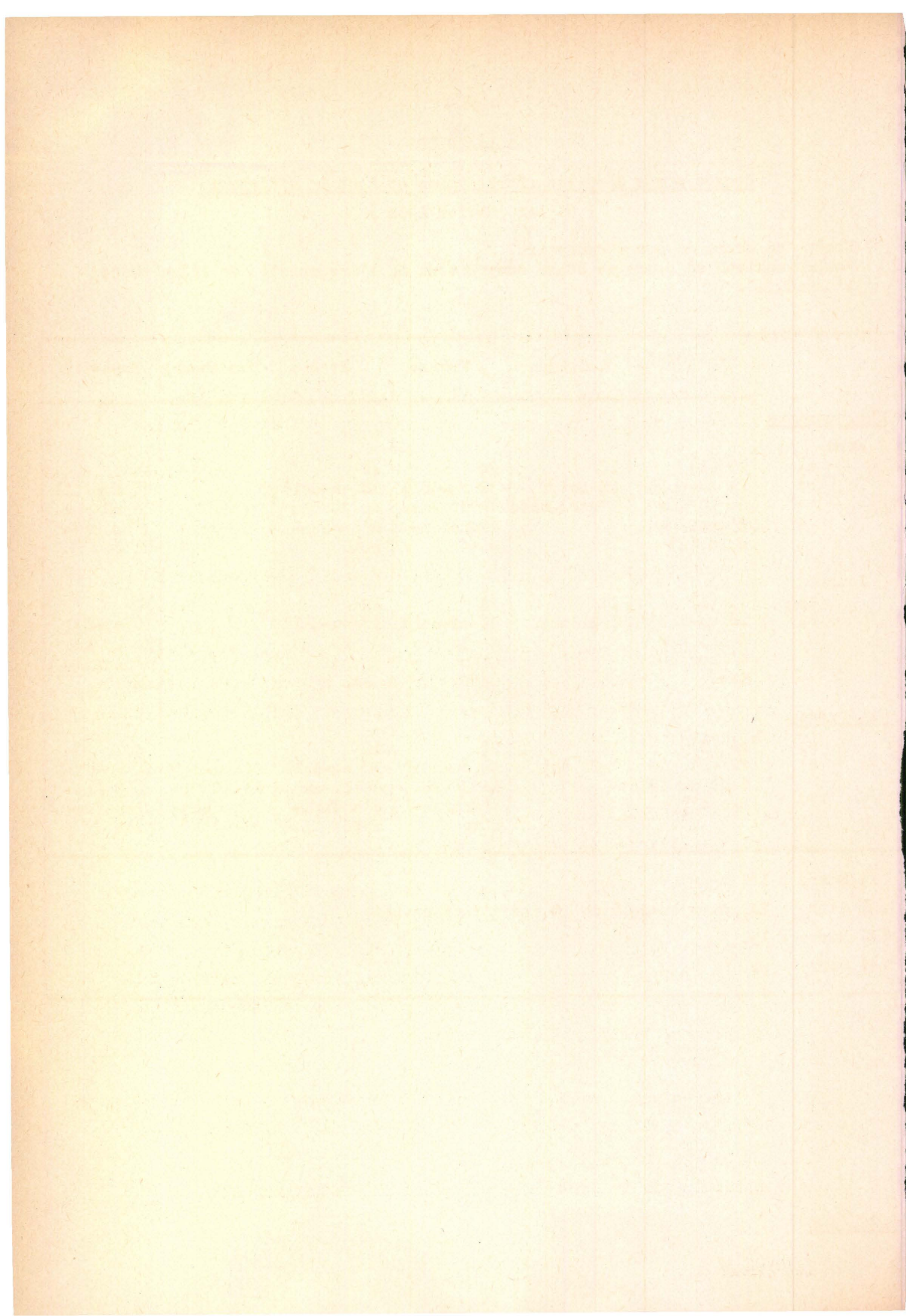
	Allemagne (R.F.)	Belgique	France	Italie	Luxembourg	Pays-Bas
<u>Charbonnages</u>						
Fond						
a)	15 (1)	12	24	12		14
b)	21 au-delà de 15 ans d'ancien- neté (2)	24 selon l'assiduité	30 au-delà de 20 ans d'ancien- neté	18 au-delà de 20 ans d'ancien- neté		20 au-delà de 20 ans d'ancien- neté
Jour						
a)	15 (1)	12	24	12		12
b)	18 au-delà de 15 ans d'ancien- neté	à 21 ans	30 au-delà de 30 ans d'ancien- neté	18 au-delà de 20 ans d'ancien- neté		18 au-delà de 20 ans d'ancien- neté
<u>Sidérurgie</u>						
a)	16 (3)	12	24	12	12	15
b)	22 (4) au- delà de 30 ans d'âge	à 21 ans	30 au-delà de 30 ans d'ancien- neté	18 au-delà de 19 ans d'ancien- neté	20 au-delà de 30 ans d'ancien- neté	18 au-delà de 25 ans d'ancien- neté

(1) Sarre : 18.

(2) Sarre : 24 jours au-delà de 10 ans d'ancienneté.

(3) Sarre : 15.

(4) Sarre : 21.



LE LOGEMENT

Les loyers

1. Les résultats de l'enquête sur les budgets familiaux qui a été menée pendant les années 1956-1957 (1) permettent de se faire une idée de la part de leur revenu que les ouvriers des industries de la C.E.C.A. consacrent actuellement au loyer. En effet, d'une façon générale, les revenus ont augmenté dans la même proportion que les loyers.

On peut considérer que les ouvriers des industries de la C.E.C.A. dépensent de 8 à 12 % de leur revenu pour le logement.

Il faut cependant souligner que ces taux correspondent à une moyenne pour l'ensemble des ouvriers des industries de la C.E.C.A.

Un grand nombre d'ouvriers ne supportent aucune dépense pour le logement. Il s'agit de ceux (notamment, des mineurs) qui sont logés gratuitement par l'entreprise et de ceux qui sont propriétaires d'une maison qu'ils ont fini de payer.

D'autres ouvriers habitent des logements anciens. Si ces logements ne répondent plus aux exigences actuelles en ce qui concerne la qualité, le loyer en est relativement bas.

Enfin, certains travailleurs (surtout des jeunes ménages, dont la situation pécuniaire n'est pas toujours très favorable) habitent des logements récents et, par conséquent, satisfaisants au point de vue du confort. Mais ils doivent consacrer au loyer une part de leur revenu qui excède largement les taux moyens cités ci-dessus. Le pourcentage dépasse parfois 30 % du revenu.

2. Le tableau 1 indique les loyers de logements ouvriers construits en 1963. Il s'agit de logements de 75 m² de surface habitable, destinés

(1) Informations statistiques, Série "Statistiques sociales" - 1960, n° 1.

à des familles ayant deux enfants à charge et situés dans des immeubles collectifs. On a distingué les loyers selon le pays et, pour chaque pays, selon les trois cas suivants : le logement a été construit sans aide de l'Etat; le logement a bénéficié de l'aide de l'Etat; le logement a bénéficié, à la fois, de cette aide et de celle de la Haute Autorité.

TABLEAU 1

Les loyers des logements ouvriers construits en 1963

P A Y S	Logements construits		
	Sans aide gouvernementale ou communautaire	Avec l'aide de l'Etat	Avec l'aide de l'Etat et de la Haute Autorité
Allemagne (R.F.)	DM 2 985 (1)	DM 1 865 (1)	DM 1 680 (1)
Belgique	FB 21 930	FB 12 500 (2)	FB 12 500 (2)
France	FF 4 800 (3)	FF 3 200 (3)	FF 3 070 (3)
Italie	Lit 405 000	Lit 261 000	Lit 210 000
Luxembourg	FL 32 000 (4)	FL 28 000 (4)	FL 25 500 (4)
Pays-Bas	f1 1 615 (5)	f1 1 215 (5)	f1 1 085 (5)

(1) Avec prêt de l'employeur.

(2) La Haute Autorité intervient dans le cadre de la réglementation de la Société Nationale du Logement. Le loyer est le même, mais les logements financés avec l'aide de la Haute Autorité sont complémentaires au programme normal de la Société Nationale du Logement.

(3) Logement financé avec prêt principal du Crédit Foncier de France (ancien secteur à 6 FF). Le loyer sera diminué par une allocation de logement, accordée selon la situation familiale et le revenu annuel.

(4) Etant donné qu'il n'y a au Grand-Duché aucune aide de l'Etat pour les logements destinés à la location et qu'on n'a pas construit de logements destinés à la location pour les travailleurs de la C.E.C.A. en 1963, les chiffres indiqués concernent la charge annuelle pour l'accession à la propriété.

(5) Logement primé par l'Etat.

Même en y consacrant 20 % de leur revenu, la plupart des ouvriers des industries de la C.E.C.A. ne parviendraient pas à payer les loyers exigés en l'absence des aides gouvernementales et de l'aide complémentaire de la Haute Autorité.

Cette constatation confirme la portée sociale que revêt, pour la construction des logements économiques et sociaux, la combinaison des interventions financières des gouvernements et de la Haute Autorité.

Le logement des travailleurs non nationaux (1)

3. Une enquête sur la situation du logement des travailleurs des industries de la C.E.C.A. a été effectuée en 1958. Dans le n° 3 - 1960 (mai-juin) des "Informations statistiques", l'Office statistique des Communautés européennes a publié ceux des résultats de cette enquête qui se rapportent aux travailleurs non nationaux.

Pour les travailleurs non nationaux, le problème du logement se pose dans des termes très différents selon qu'il s'agit soit des travailleurs qui sont nés ou qui sont installés depuis longtemps dans le pays d'occupation soit des travailleurs récemment immigrés.

Parmi ces derniers, ceux qui sont célibataires ou ceux qui ne sont pas accompagnés de leur famille recherchent un logement provisoire, qu'ils s'efforcent de trouver dans un foyer, un phalanstère ou un home d'entreprise. Cependant, quand le travailleur marié décide de prolonger son séjour et envisage de faire venir sa famille, il se heurte à des difficultés, qui tiennent à la pénurie de logements dont souffrent presque toutes les régions industrielles.

(1) Voir ci-dessus, pp. 9 - 16 . On y trouvera des renseignements sur le sens de l'expression de "travailleurs non nationaux", ainsi que sur le nombre de ces travailleurs et sur leur répartition selon les nationalités.

4. Pour sa part, la Haute Autorité ne pratique aucune espèce de discrimination entre travailleurs nationaux et travailleurs non nationaux : quelle que soit leur nationalité, tous les travailleurs des industries de la C.E.C.A. ont les mêmes droits au concours financier que la Haute Autorité fournit pour l'accession à la propriété ou à l'obtention d'un logement locatif au financement duquel elle a contribué. Mais l'aide de la Haute Autorité est seulement partielle et elle intervient dans le cadre de chaque législation nationale. Or, il arrive que la législation nationale n'accorde pas aux travailleurs non nationaux l'aide qu'elle prévoit en faveur des travailleurs nationaux. Dans ce cas, les loyers ou les charges de l'accession à la propriété sont plus élevés pour les travailleurs non nationaux. Ces travailleurs ne sont pas en mesure de se procurer un logement satisfaisant.

Il convient toutefois de noter qu'une tendance se manifeste dans les pays de la Communauté pour traiter les travailleurs non nationaux sur un pied d'égalité avec les travailleurs nationaux. On citera à ce propos l'arrêté royal qui a été publié dans le Moniteur belge du 1er février 1963. Cet arrêté étend aux ressortissants de tous les Etats membres qui sont occupés dans les charbonnages le bénéfice des prêts à faible intérêt ou des primes à fonds perdus qui sont consentis aux mineurs de nationalité belge en vue de l'achat ou de la construction d'une habitation. S'ils remplissent certaines conditions (par exemple, celle d'avoir travaillé pendant au moins un an dans un charbonnage de Belgique), les ressortissants des Etats non membres peuvent prétendre aux mêmes avantages.

L'HYGIENE ET LA SECURITE DU TRAVAIL

Données statistiques sur les accidents

Charbonnages

1. Le Dixième Rapport général (1) indiquait le nombre, par million d'heures de travail, des blessures (2) et des décès (3) survenus au fond dans l'ensemble des charbonnages de la Communauté en 1958 et en 1959.

Pour chacune des trois années suivantes, le taux de fréquence des blessures a été, respectivement, de 12,986, de 13,227 et de 13,781.

Quant au taux de fréquence des décès, il a été de 0,507 en 1960, de 0,548 en 1961 et de 0,932 en 1962, année qui a été marquée par les catastrophes de la mine Luisenthal (299 morts) et de la mine Sachsen (31 morts).

Il y a eu 2 accidents collectifs (4) - qui ont provoqué 2 blessures et 10 décès - en 1960, 1 (7 décès) en 1961 et 6 (65 blessures, 356 décès) en 1962.

Sidérurgie

2. En 1962 (5), dans l'ensemble de la sidérurgie de la Communauté, 192 personnes ont été tuées.

Au cours de la même année, on a enregistré 88 142 blessures ayant impliqué un arrêt de travail d'au moins un jour. Parmi les 88 142 blessés, 76 422 ont interrompu leur travail pendant au moins 3 jours.

(1) N° 606.

(2) La victime n'a pas pu reprendre le travail au fond pendant une période d'au moins 8 semaines.

(3) La victime est décédée dans une période de 8 semaines.

(4) Sont considérés comme accidents collectifs ceux dans lesquels au moins 5 personnes ont été soit tuées soit blessées, selon le taux de gravité qui a été précisé à la note 2.

(5) Pour la sidérurgie, les chiffres qui se rapportent à 1962 doivent être considérés comme provisoires.

Le taux de fréquence, par million d'heures de travail, des décès a été de 0,20, celui des blessures ayant impliqué un arrêt de travail d'au moins 1 jour de 92 et celui des blessures ayant impliqué un arrêt de travail d'au moins 3 jours de 80.

L'évolution de la technique minière
dans ses rapports avec l'hygiène et la sécurité

3. La concentration des unités de production se poursuivant très rapidement, un plus petit nombre de chantiers produisent un tonnage accru.

L'accroissement du tonnage produit par taille résulte

- de l'allongement des fronts, de l'avancement journalier plus rapide ou de la combinaison de l'allongement des fronts et de l'accélération de l'avancement journalier;
- de la multiplication des postes d'abattage (très souvent, deux et, parfois, trois par 24 heures);
- de la mécanisation.

De puissantes machines d'abattage modernes ont été mises au point dans tous les pays charbonniers; d'autres machines de complément permettent depuis peu d'envisager la mécanisation d'opérations qui requièrent encore un personnel important et qui ralentissent l'avancement des chantiers; enfin, le soutènement mécanisé, souvent appelé "soutènement marchant", est continuellement perfectionné.

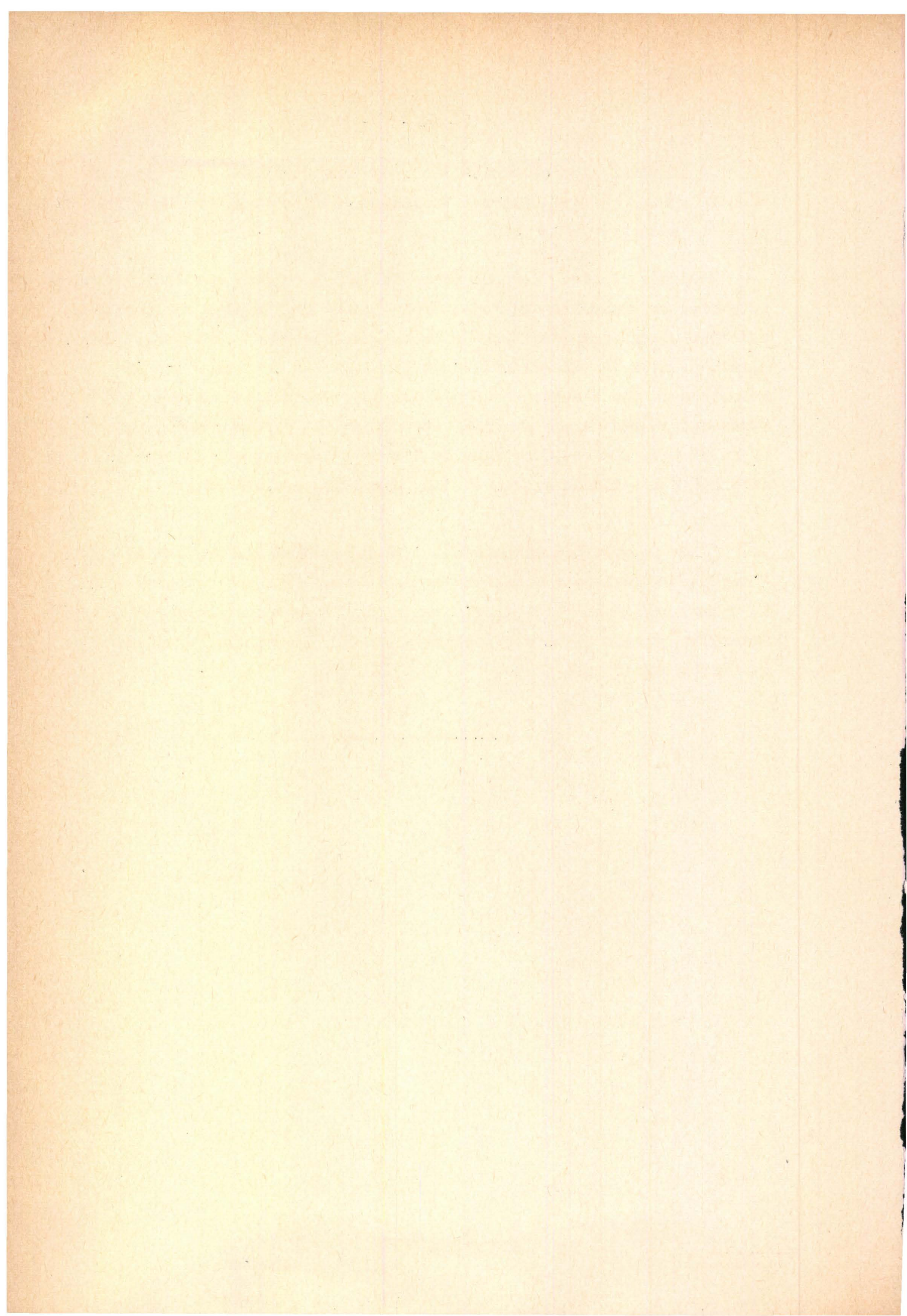
Dans un avenir proche, l'accroissement de production unitaire par chantier ne sera plus freiné par des raisons techniques.

4. Si une condition décisive n'est pas remplie, les mines ne parviendront pas à tirer pleinement profit des possibilités techniques : il est indispensable que les problèmes d'hygiène et de sécurité qui se trouvent posés par l'exploitation moderne soient résolus en même temps que les problèmes techniques proprement dits.

En effet, les obstacles les plus considérables qui s'opposent pour le moment au développement technique en cours relèvent de l'hygiène et de la sécurité du travail.

Ces obstacles tiennent essentiellement au fait que l'application intensive des nouvelles méthodes et la pleine utilisation des machines modernes s'accompagnent d'une émission excessive de poussières et d'une émission excessive de grisou. C'est ainsi que la concentration des quartiers et des chantiers a également des répercussions sur la structure du réseau des galeries et, notamment, sur leur section; il en résulte des modifications de l'action à mener pour assurer la sécurité à l'égard du grisou et des poussières explosibles.

5. Le progrès technique étant étroitement lié aux progrès de l'hygiène et de la sécurité, une conception moderne des rapports entre la technique, d'une part et, d'autre part, l'hygiène et la sécurité entraînera des conséquences positives quant à l'évolution pratique de l'exploitation des mines.



L'ACTIVITE SOCIALE
DE LA HAUTE AUTORITE

LA FORMATION PROFESSIONNELLE

1. Ainsi qu'on l'a vu ci-dessus (1), le progrès technique modifie profondément la structure quantitative et qualitative du personnel des industries de la C.E.C.A. et, par conséquent, les besoins en main-d'oeuvre des entreprises. Or, le principal objectif de la politique de la Haute Autorité, dans le cadre de son dernier programme d'action (2), est de favoriser l'adaptation de la formation et du perfectionnement des ouvriers et des cadres au progrès technique qui se développe dans les mines et dans la sidérurgie selon une tendance qui est appelée à s'accroître. La mise en oeuvre du programme qu'elle a lancé en 1961 impose donc à la Haute Autorité de ne pas s'en tenir à l'étude et à la description des problèmes de production et des systèmes de formation qu'on rencontre fréquemment dans les différents pays de la Communauté (3). L'intérêt s'est déplacé vers les situations de pointe qui, pour avoir le maximum de chances de devenir la règle dans les meilleurs délais, doivent être présentées comme des exemples et servir ainsi d'incitations.

Afin de hâter la prise de conscience des répercussions actuelles et prévisibles du progrès technique et de répandre la connaissance des moyens de faire face à ces répercussions, la Haute Autorité a entrepris de dresser et de diffuser un inventaire détaillé du stade le plus avancé de la technique et de la pédagogie. Son effort se concentre désormais sur l'étude des installations les plus modernes et sur les méthodes pédagogiques les plus nouvelles.

2. C'est dans cette perspective que se situent plusieurs études relatives à la formation des mineurs du fond et des ouvriers des services de production de la sidérurgie. Trois d'entre elles, dont le Onzième

(1) Pages 16 - 20.

(2) Dixième Rapport général, nos 508-512.

(3) D'autre part, grâce à l'activité antérieure de la Haute Autorité, tous les responsables qui ont eu le souci de compléter leur information sont maintenant bien renseignés sur ces problèmes généraux et sur ces systèmes généralement en usage.

Rapport général (1) annonçait l'objet et le contenu, sont terminées :

- "Progrès technique et Formation professionnelle dans l'industrie charbonnière" (2);
- "Progrès technique et Formation professionnelle dans l'industrie sidérurgique" ;
- "Les Répercussions du progrès technique sur la structure et la formation du personnel dans les services des hauts fourneaux".

Les deux premières études précitées traitent des tendances de l'évolution technique dans l'ensemble de l'industrie minière et de l'industrie sidérurgique et des exigences nouvelles qui en découlent pour l'organisation et les méthodes de la formation professionnelle considérée globalement. Quant à la troisième étude achevée et à celles qui sont en préparation, elles sont plus détaillées et plus pratiques : elles analysent les changements intervenus dans des secteurs particuliers (hauts fourneaux, aciéries, laminoirs, tailles mécanisées) et elles indiquent les moyens de dispenser au personnel nécessaire dans ces secteurs une formation qui le rende suffisamment qualifié pour assurer la marche des machines et des installations modernes et, en particulier, pour exercer soit des métiers soit des fonctions d'un type nouveau qui se développent ou qui se créent.

Dans le même but, la Haute Autorité procède à une étude approfondie des méthodes pédagogiques les plus récentes, telles que l'enseignement programmé (3). Elle s'efforce de déterminer la mesure dans laquelle ces méthodes pourraient être efficacement utilisées en vue de la formation des mineurs et des travailleurs de la sidérurgie.

(1) Nos 466 et 467.

(2) Cette étude s'étend à la maîtrise du fond.

(3) L'"enseignement programmé" repose sur le principe d'une introduction progressive à la connaissance, selon le rythme propre de chaque élève et sous un contrôle permanent de l'assimilation. Il comporte des programmes adaptés aux disciplines les plus diverses (science pure, sciences appliquées, techniques professionnelles, langues, etc.) et aux différents niveaux.

Des journées d'études sur les méthodes nouvelles de formation professionnelle auront lieu dans le courant du premier semestre de 1964. Elles permettront aux responsables de la formation dans les industries de la C.E.C.A. d'échanger des informations et des expériences sur les méthodes et les techniques pédagogiques qui intéressent la formation des différentes catégories du personnel: jeunes, ouvriers adultes, agents de maîtrise et cadres. Ces journées serviront en outre d'application pratique pour les études réalisées par la Haute Autorité sur l'adaptation de la formation professionnelle au progrès technique et sur la formation des formateurs.

3. La Haute Autorité apporte également son concours à un groupement qui s'efforce d'intensifier la formation et le perfectionnement des spécialistes hautement qualifiés de la sidérurgie que sont les calibreurs : elle aide le Groupement de travail des calibreurs européens à effectuer un recensement systématique des connaissances théoriques et des expériences pratiques dont il souhaite disposer et à organiser des réunions d'échange et de confrontation.

Plus de 150 participants, parmi lesquels un certain nombre venait de différents pays tiers, ont assisté à la première de ces réunions, qui s'est tenue à Luxembourg, le 25 octobre 1963.

4. Enfin, la Haute Autorité s'est associée, dans la République fédérale et en Belgique, à l'organisation de plusieurs séminaires qui ont permis aux représentants des milieux intéressés de discuter l'étude qu'elle avait publiée en 1962 sous le titre de "La Formation des formateurs - Problèmes, Méthodes et Expériences dans les industries de la C.E.C.A." (1) et d'envisager l'application à des cas particuliers des leçons qui s'en dégagent.

(1) Onzième Rapport général, n° 468.

Moyens pédagogiques

5. Afin d'encourager la réalisation de films d'enseignement susceptibles d'être utilisés dans tous les pays de la Communauté, la Haute Autorité avait prévu, dans le cadre du Premier festival du film sidérurgique européen qu'elle a organisé à Luxembourg en mars 1963, une catégorie spéciale pour les films techniques destinés à la formation professionnelle.

Plusieurs des films présentés dans cette catégorie ont particulièrement retenu l'attention.

6. L'instruction sur la conduite et sur l'entretien des machines minières - qui deviennent de plus en plus nombreuses en raison du développement de la mécanisation et de l'électrification des travaux du fond - exige un effort considérable des services de formation.

Afin que la documentation descriptive et explicative que les constructeurs élaborent en vue de la formation facilite le plus possible la tâche de ces services, des experts réunis par la Haute Autorité ont préparé des "Propositions aux constructeurs de matériel minier", dans lesquelles sont exprimés les vœux des services de formation de l'ensemble des charbonnages de la Communauté, qui constituent un marché que les constructeurs européens placent au premier plan de leurs préoccupations. Les "Propositions" portent sur les caractères (nature, niveau, contenu et forme) que la documentation technique doit revêtir pour répondre aux besoins des centres d'apprentissage ou de perfectionnement et pour contribuer ainsi à un meilleur emploi des hommes et à une utilisation plus efficace des machines.

La Haute Autorité attache une grande importance au renforcement de la collaboration entre les constructeurs de matériel minier et les responsables de la formation dans les charbonnages.

7. Soucieuse de faciliter l'accès des centres de formation aux moyens pédagogiques qui correspondent à la spécificité des nouvelles techniques, la Haute Autorité a décidé d'intensifier ses activités d'analyse, d'évaluation et d'échange de films (films animés, films fixes, microfilms, diapositives), de tableaux muraux, maquettes et modèles, de graphiques, cartes, plans et dessins et d'enregistrements sonores.

Concours financier à la création de centres de formation

8. En vue du financement d'environ 40 % du coût d'un centre de formation qu'elles sont en train de construire en Lorraine, plusieurs entreprises sidérurgiques françaises ont demandé à la Haute Autorité de leur accorder, au titre de l'article 54, alinéa 2 du traité, un prêt de 1,7 millions de FF. La Haute Autorité a donné son accord de principe et décidé de solliciter l'avis conforme du Conseil de ministres. Le centre de Fameck assurera à des ouvriers professionnels de la sidérurgie la formation complémentaire dont ils ont besoin pour accéder au niveau de la maîtrise; il formera aussi des dessinateurs et des techniciens.

La Haute Autorité étudie en outre une demande analogue dont elle a été saisie par une entreprise sidérurgique allemande, qui désire obtenir un crédit d'investissement pour la construction d'un centre d'apprentissage.

La coopération européenne

9. La Haute Autorité se félicite de ce que l'année 1963 ait été marquée par le développement de cette coopération, tant au sein du Centre international d'information et de recherche sur la formation professionnelle (1) qu'entre les Communautés.

(1) Au sujet de l'organisation et des travaux du C.I.R.F., où sont représentés l'O.I.T., le Conseil de l'Europe, la Haute Autorité, la Commission de la C.E.E. et l'O.E.C.D., voir le n° 475 du Onzième Rapport général.

10. Comme la Commission de la C.E.E. le signale dans son Sixième Rapport général (1), la Haute Autorité a participé à l'élaboration du projet de décision portant établissement des principes généraux pour la mise en oeuvre d'une politique commune de formation professionnelle.

L'adoption de ce projet, le 2 avril 1963, par le Conseil de ministres de la C.E.E., en application de l'article 128 du traité de Rome, ne peut que renforcer la coopération des Exécutifs.

En effet, la politique et l'activité de la Haute Autorité en matière de formation professionnelle s'inscrivent exactement dans le cadre qu'ont tracé les principes généraux. C'est ainsi que les objectifs qu'ils comportent coïncident avec ceux que la Haute Autorité s'est fixés, compte tenu des possibilités limitées de l'intégration partielle de la C.E.C.A. et des besoins propres aux mines et à la sidérurgie. De même, il n'y a pas de différence fondamentale entre les moyens que la Haute Autorité utilise couramment et ceux que préconise le Conseil. Par exemple, les commissions de représentants gouvernementaux et d'experts des organisations d'employeurs et de travailleurs que la Haute Autorité a créées remplissent auprès d'elle, depuis 1953, une mission analogue à celle qui sera dévolue au Comité consultatif tripartite qui assistera la Commission de la C.E.E.

Dans un domaine, l'action de la Haute Autorité va plus loin que celle qui est prévue par la décision du Conseil de ministres : tandis que celle-ci intéresse seulement les ouvriers et les cadres moyens, la Haute Autorité a déjà abordé le problème du perfectionnement de tous les cadres des industries de la C.E.C.A., jusqu'au niveau le plus élevé (2).

(1) N° 346.

(2) Onzième Rapport général, nos 469 - 471.

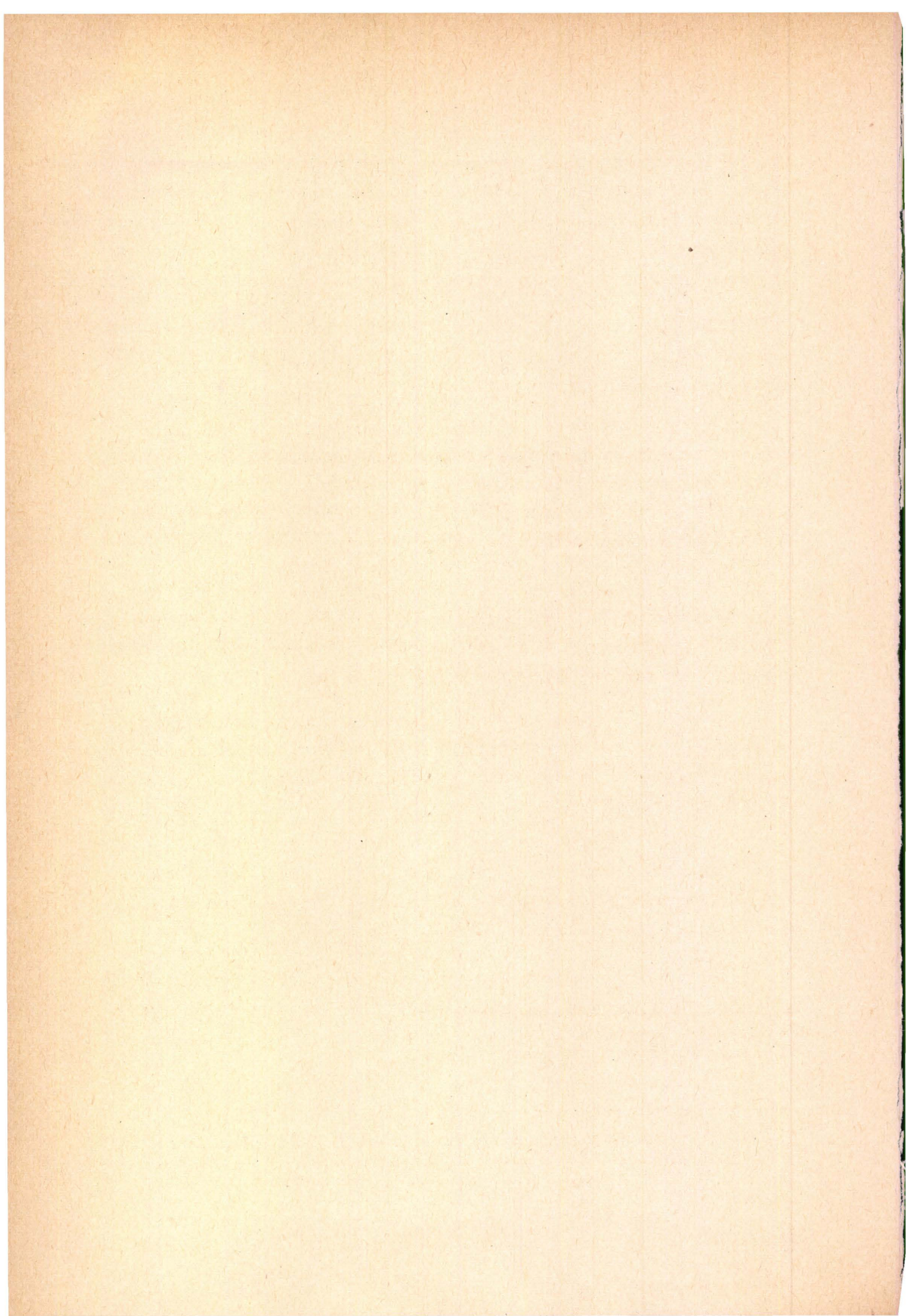
11. La coopération des Communautés s'est également manifestée à l'occasion du séminaire sur l'automation dans le secteur administratif qu'elles ont organisé ensemble, du 19 au 21 février 1963, pour donner suite à certaines des conclusions de la conférence "Progrès technique et Marché commun" qui avait siégé sous leurs auspices en décembre 1960 (1).

La Haute Autorité a soumis à la réflexion des participants un rapport intitulé "Le Progrès technique et l'Organisation de l'entreprise dans les industries de la C.E.C.A."

12. Enfin, la coopération des Communautés s'applique à un problème qui n'a pas pu trouver de solution dans le cadre de la seule C.E.C.A. mais qu'il devrait être relativement facile de résoudre sur la base des dispositions des traités de Rome.

En vue de l'élimination des formalités administratives et douanières qui gênent les échanges communautaires de moyens pédagogiques (2), les services des Exécutifs s'efforcent de mettre au point une procédure susceptible d'être acceptée par les gouvernements.

(1) Neuvième Rapport général, nos 460 - 462.
(2) Onzième Rapport général, n° 474.



LA READAPTATION DES TRAVAILLEURS

1. Du 1er février 1963 (1) au 31 janvier 1964, la Haute Autorité a pris de nombreuses décisions d'application de l'article 56 du traité.

Comme en 1962, les décisions ont concerné trois pays de la Communauté (l'Allemagne fédérale, la Belgique et la France) et les trois industries de la C.E.C.A. Cependant, sauf en Allemagne, le nombre des décisions intéressant les charbonnages a fortement diminué :

- en Belgique, où le rythme des fermetures se ralentit, les travailleurs d'une seule société, qui a arrêté l'exploitation de deux sièges, ont fait l'objet d'une décision;

- en France, où des opérations antérieurement décidées continuent à se réaliser dans les charbonnages, l'effort de réadaptation s'est essentiellement porté sur les mineurs de fer.

En 1963, la Haute Autorité a accordé des aides de réadaptation aux travailleurs de 2 usines sidérurgiques qui fabriquaient des loupes Renn. Les modifications structurelles du marché ont contraint ces deux usines à cesser leur activité.

2. En vertu des décisions qui ont été prises entre le 1er février 1963 et le 31 janvier 1964, 4,328 millions d'unités de compte ont été affectées à la réadaptation de 23 661 travailleurs.

Le tableau 1 présente la ventilation par pays et par secteur industriel du nombre des travailleurs prévus et du montant des crédits ouverts.

(1) Pour les données statistiques sur la réadaptation, le Onzième Rapport général a été clôturé le 31 janvier 1963.

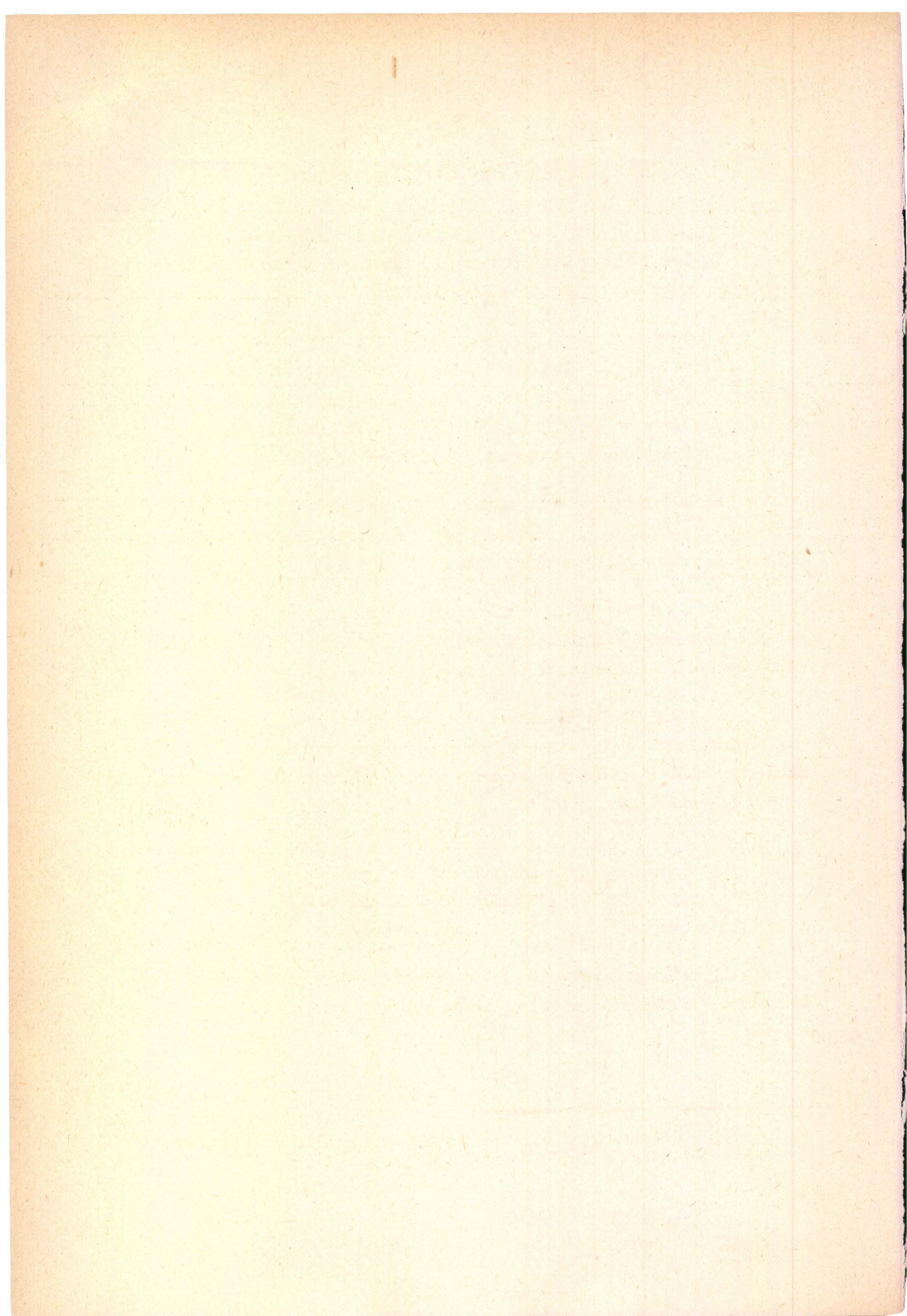


TABLEAU 1

Les actions de réadaptation au financement desquelles la Haute Autorité
a décidé de contribuer au titre de l'article 56
(1er février 1963 - 31 janvier 1964)

Pays	Charbonnages		Mines de fer		Sidérurgie		Totaux par pays	
	Travail- leurs	Crédits (1)	Travail- leurs	Crédits (1)	Travail- leurs	Crédits (1)	Travail- leurs	Crédits (1)
Allemagne (R.F.)	18 588	3 364	2 083	300	928	94	21 599	3 758
Belgique	933	80	-	-	-	-	933	80
France	72	33	1 057	457	-	-	1 129	490
Communauté	19 593	3 477	3 140	757	928	94	23 661	4 328

(1) En milliers d'unités de compte.

Par pays, les pourcentages des travailleurs prévus sont les suivants :

91 % en Allemagne, 4 % en Belgique et 5 % en France.

Sur le total de 23 661 travailleurs prévus, 83 % sont des mineurs de charbon, 13 % des mineurs de fer et 4 % des sidérurgistes.

En raison de la poursuite de l'assainissement des charbonnages allemands, les mineurs de charbon restent les principaux bénéficiaires de la politique de réadaptation.

3. Le tableau 2 dresse le bilan de l'application de l'article 56, depuis l'entrée en vigueur du chiffre 2 de cet article et jusqu'au 31 janvier 1964.

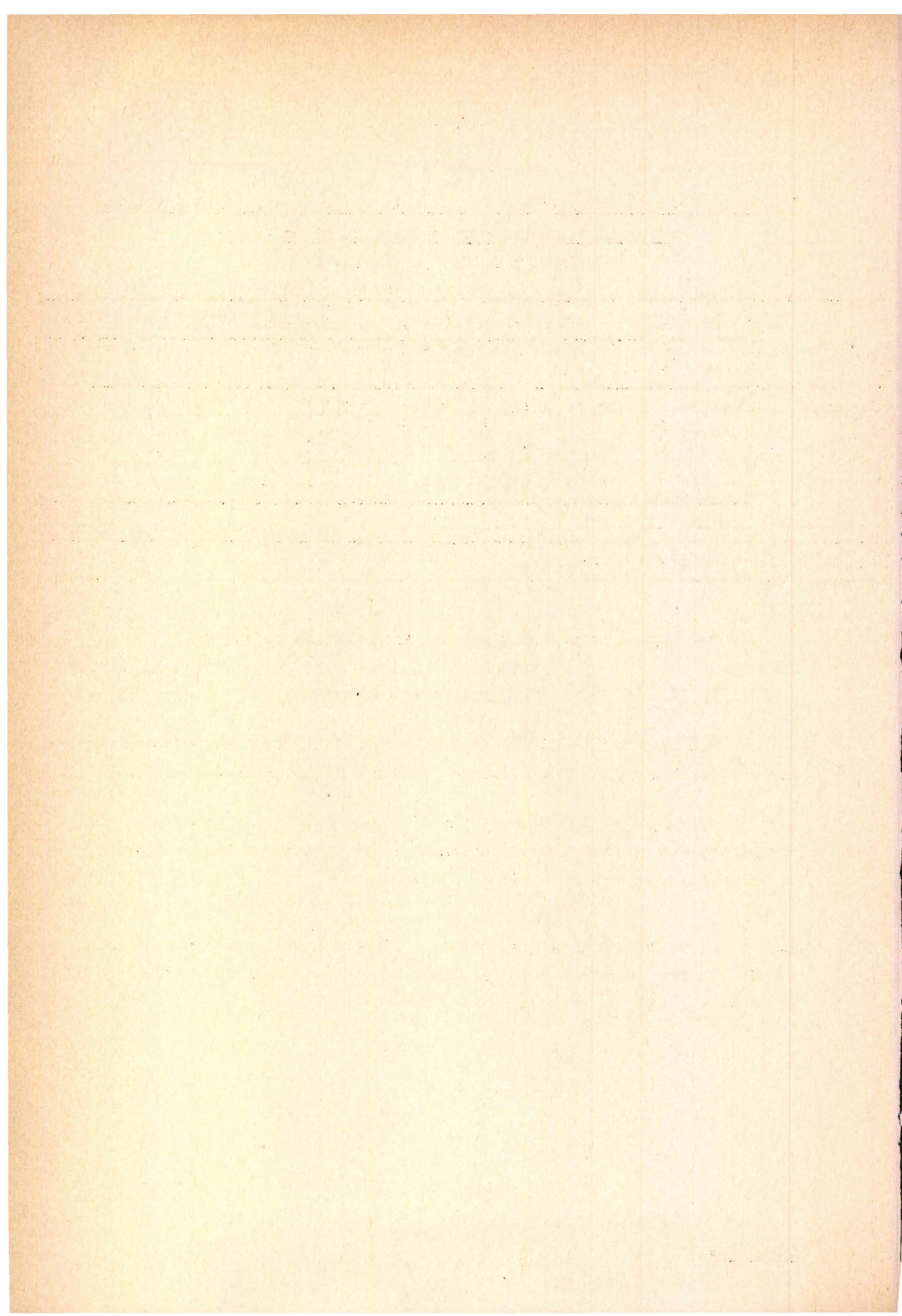
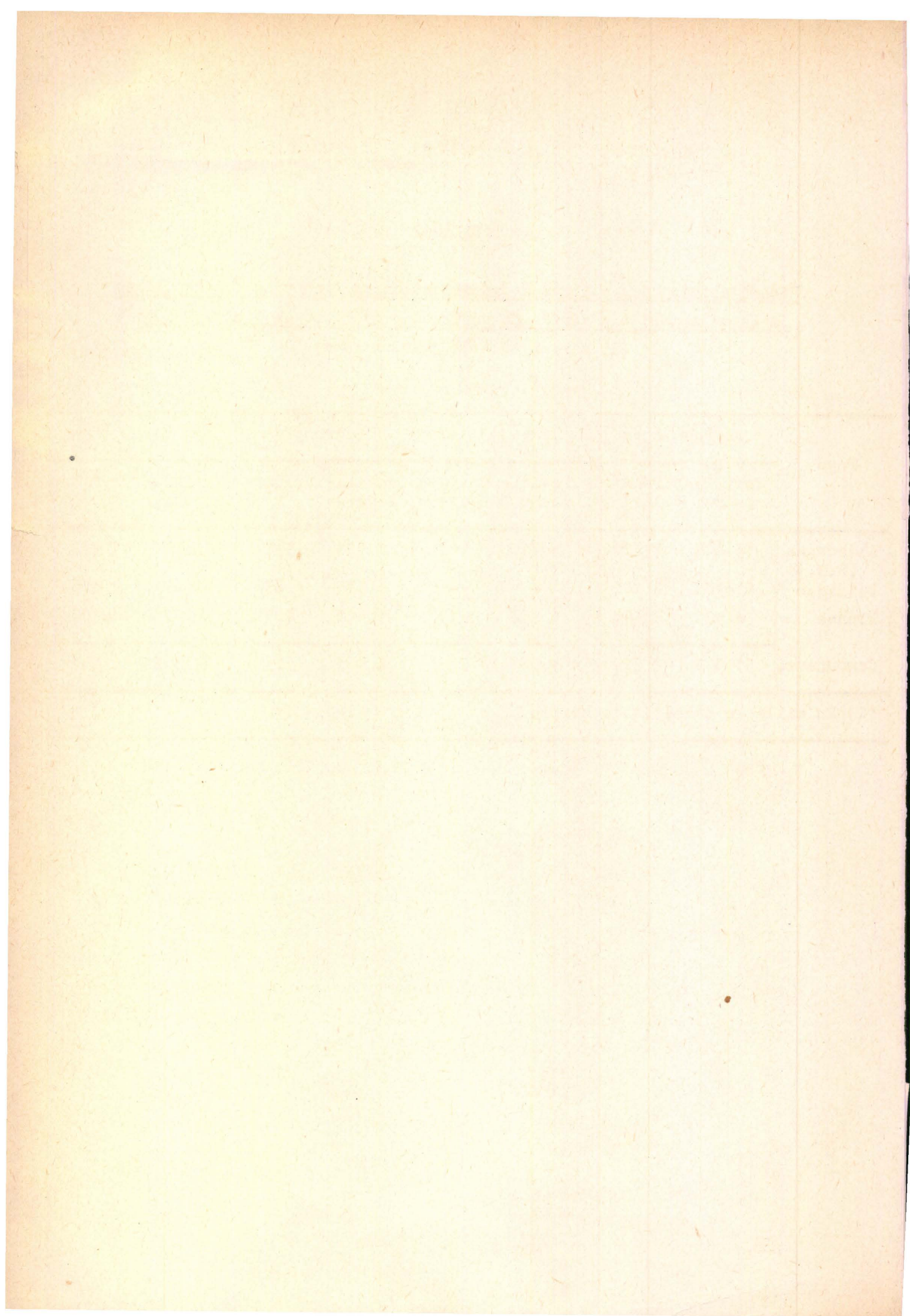


TABLEAU 2

Récapitulation des actions de réadaptation au financement desquelles
la Haute Autorité a décidé de contribuer au titre de l'article 56
 (29 mars 1960 - 31 janvier 1964)

Pays	Charbonnages		Mines de fer		Sidérurgie		Totaux par pays	
	Travail- leurs	Crédits (1)	Travail- leurs	Crédits (1)	Travail- leurs	Crédits (1)	Travail- leurs	Crédits (1)
Allemagne (R.F.)	35 407	7 420	5 770	966	2 984	353	44 161	8 739
Belgique	11 943	2 231	-	-	135	85	12 078	2 316
France	4 527	2 878	1 904	819	1 642	485	8 073	4 182
Communauté	51 877	12 529	7 674	1 785	4 761	923	64 312	15 237

(1) En milliers d'unités de compte.



LA RECONVERSION DES ENTREPRISES ET DES REGIONS

LES ETUDES DE DEVELOPPEMENT REGIONAL

ET LES OPERATIONS DE RECONVERSION

1. Sur les huit opérations de reconversion pour lesquelles la Haute Autorité avait accordé des prêts ou octroyé sa garantie au cours des dernières années, cinq étaient réalisées à la fin de la période que couvre la présente livraison de la NOTE D'INFORMATION.

Au même moment, un certain nombre des études précédemment financées par la Haute Autorité étaient terminées.

De plus, la Haute Autorité a décidé de contribuer au financement de plusieurs études nouvelles.

Enfin, quelques demandes de concours financier, pour des opérations ou des études, sont en cours d'examen.

Allemagne (R.F.)

2. A la demande du gouvernement fédéral, la Haute Autorité contribue au financement d'une étude sur les problèmes de la structure économique et sociale de la Sarre.

Ces problèmes proviennent essentiellement des difficultés auxquelles se heurtent l'industrie charbonnière et la sidérurgie, qui occupent à elles seules environ 50 % de la main-d'oeuvre et représentent la moitié des transactions de l'ensemble de l'industrie sarroise. L'implantation de nouvelles entreprises permettrait non seulement d'atténuer la vulnérabilité économique de la région mais encore de surmonter plus facilement la crise structurelle du secteur charbon-acier.

L'étude indiquera un certain nombre d'objectifs qui seraient susceptibles d'apporter une solution aux problèmes que pose actuellement la structure économique de la Sarre et de faire face à ceux qui se présenteront à l'avenir. Elle suggérera également les moyens d'atteindre ces objectifs.

Belgique (1)

Les études

3. La Haute Autorité a diffusé en 1963 la synthèse de l'étude sur les régions de Charleroi, du Centre et du Borinage (2) que le gouvernement a utilisée lors de l'élaboration de son programme d'action pour le Centre et pour le Borinage (3).

Une étude complémentaire est en outre à la disposition des investisseurs éventuels : le relevé et la description des sites miniers désaffectés qui pourraient être cédés à de nouvelles industries.

Enfin, une troisième étude est en cours dans les régions du Centre et du Borinage. Elle porte sur la localisation optima des logements à édifier, compte tenu de l'implantation des activités nouvelles (notamment, des zonings industriels aménagés ou prévus), de la situation des nouveaux axes de communication et des ressources actuelles du patrimoine immobilier. Les conclusions de cette étude permettront d'éviter que le problème du logement - qui est primordial pour la restructuration industrielle d'une région - ne reçoive des solutions de hasard et, plus particulièrement, elles guideront le choix de la Haute Autorité en vue de la répartition de son aide à la construction de maisons ouvrières.

(1) Voir également ci-dessous, n° 7.

(2) Dixième Rapport général, n° 537; Onzième Rapport général, n° 499.

(3) Collection d'économie et politique régionale, 2. Programmes de développement et de conversion : I. Etude du développement économique des régions de Charleroi, du Centre et du Borinage - Luxembourg, 1962.

Les opérations

4. Dans la région de Liège, l'une des opérations de reconversion qui ont bénéficié de prêts de la Haute Autorité est achevée et l'autre, qui est animée par la Société provinciale d'industrialisation, a déjà abouti à des résultats.

La nouvelle ligne de galvanisation de la Société Phenix Works (1) est entrée en service en juillet 1963.

En raison de son ampleur et de sa complexité, le programme de la Société provinciale d'industrialisation de Liège (2) ne saurait être complètement exécuté avant quelques années. Cependant, la S.P.I. a mis à la disposition de deux entreprises des terrains et des bâtiments qu'elle a achetés dans les communes de Herve et de Battice. La production de la première entreprise (appareils de télévision et postes de radio à transistors) a démarré en mars 1962 et celle de la seconde (cartouches de chasse) au début de 1963.

L'aménagement du zoning industriel des Hauts Sarts a subi un certain retard, du fait des délais qui ont été nécessaires pour procéder aux expropriations. Depuis quelques mois, les travaux relatifs à l'établissement de la voirie et à l'installation des réseaux d'égouts et de distribution d'eau, de gaz et d'électricité progressent normalement. La Société provinciale d'industrialisation a négocié l'implantation de plusieurs usines. L'une de ces usines, de la S.A. Englebert, occupera environ 1 500 personnes.

La S.P.I. a décidé de différer le lancement de la troisième partie de son programme, qui porte sur la valorisation de sites miniers désaffectés.

(1) Dixième Rapport général, n° 531.

(2) Ibidem, n° 532.

Pour le Borinage, c'est en 1962 que la Haute Autorité a accordé son concours financier à l'installation de la Société Aleurope (1) et de la Société Pirelli-sacic (2) dans le zoning de Ghlin-Baudour. Ces deux sociétés ont presque achevé la construction de leur usine. En même temps, elles assurent la formation professionnelle du personnel, en partie composé de mineurs licenciés à la suite de fermetures, qui y travaillera. L'usine de la Société Aleurope commencera à produire à la fin du premier semestre de 1964.

France (3)

Les études

5. Après avoir été présentée en juin aux autorités nationales et régionales, l'étude sur le développement futur de la région de Montceau-les-Mines (4) a été publiée en décembre 1963 (5).

L'une de ces conclusions indique que les solutions des problèmes d'industrialisation auxquels le bassin houiller de Blanzky sera confronté dans quelques années doivent être recherchées à la dimension de l'ensemble de 200 000 habitants que forment les centres urbains de Montceau-les-Mines, du Creusot et de Chalon-sur-Saône. Une double suite a été donnée à cette conclusion :

- d'une part, le gouvernement a sollicité le concours financier de la Haute Autorité en vue de l'extension de l'étude sur Montceau-les-Mines à l'ensemble régional plus vaste Montceau - Le Creusot - Chalon;

(1) Dixième Rapport général, n° 533; Onzième Rapport général, n° 493.

(2) Onzième Rapport général, n° 494.

(3) Voir également ci-dessous, n° 7.

(4) Dixième Rapport général, n° 538.

(5) Collection d'économie et politique régionale, 2. Programmes de développement et de conversion : IV. Développement industriel de la région de Montceau-les-Mines - Luxembourg, 1963.

- d'autre part, le Comité départemental d'expansion économique de Saône-et-Loire a décidé d'instituer un Comité d'action qui est chargé de définir et de suivre les nouvelles études et les opérations de reconversion à réaliser dans le triangle Montceau - Le Creusot - Chalon.

L'étude sur Montceau-les-Mines se trouve donc directement à l'origine de la création du Comité d'action, dont la réunion inaugurale a eu lieu à Luxembourg, le 13 décembre 1963.

Le Onzième Rapport général (1) a exposé les conditions dans lesquelles doit s'effectuer la reconversion de l'usine sidérurgique du Boucau. Bien que les études préparatoires n'aient pas un caractère aussi anticipatif que l'étude précitée sur la région de Montceau-les-Mines, la Haute Autorité se félicite de ce qu'elles aient été entreprises à temps : alors que la fermeture interviendra seulement dans le courant de l'année 1964, les études sont pratiquement terminées et les premiers résultats de certaines d'entre elles ont déjà éclairé les décisions d'investisseurs probables. Une plaquette sur la situation géographique, économique et sociale de la région ("dossier de site") a été éditée, pour servir de support à la prospection industrielle.

Le 15 juillet 1963, le gouvernement a demandé à la Haute Autorité de participer au financement d'un programme d'études relatif aux possibilités de reconversion de la région de Decazoville et ayant plus spécialement pour objet

- les conditions et les perspectives de l'activité économique;
- les industries dont l'implantation ou le développement serait susceptible d'assurer un réemploi productif aux mineurs licenciés;
- la situation des entreprises récemment installées.

La Haute Autorité ayant donné son accord dans les meilleurs délais, les études sont en cours.

(1) N° 500.

Enfin, la Haute Autorité a décidé de participer financièrement à la réalisation d'un programme d'études intéressant la Lorraine, en relation avec les difficultés économiques et sociales du bassin ferrifère. Ce programme est destiné à préparer la création d'activités nouvelles. Il comprend l'étude des problèmes régionaux qui se posent en Lorraine et, notamment :

- une analyse des perspectives de l'emploi jusqu'en 1970;
- la recherche des activités industrielles qui pourraient s'installer en Lorraine;
- la définition précise des localisations;
- l'inventaire des travaux et équipements nécessaires pour faciliter l'implantation de nouvelles entreprises.

Les opérations

6. Les trois opérations de reconversion qui ont bénéficié d'une intervention financière de la Haute Autorité sont terminées :

- dans le département du Nord/Pas-de-calais, la Société Benoto (1), qui fabrique des appareils pour le secteur des travaux publics, a ouvert ses installations transférées de la région parisienne à Béthune;
- en Auvergne, la nouvelle usine (charpentes métalliques et chaudronnerie en acier inoxydable) de la Société Alumétal (2) occupe une centaine de mineurs qui avaient perdu leur emploi à la suite de la fermeture de la petite mine de Champagnac;
- également en Auvergne, l'usine de bas sans couture de la Société Esba (3) a été inaugurée le 21 octobre 1963. L'effectif masculin est en totalité formé d'anciens mineurs (environ 100) de Saint-Eloy-les-Mines.

(1) Dixième Rapport général, n° 535.

(2) Ibid., n° 534.

(3) Onzième Rapport général, nos 495 et 496.

Belgique et France (1)

7. La Haute Autorité s'est associée au financement et à l'organisation de l'étude que la Commission de la C.E.E. a consacrée au Sud de la province belge du Luxembourg et au Nord de la Lorraine; elle a également participé à l'élaboration de la recommandation qui a ensuite été adressée au gouvernement belge et au gouvernement français (2).

Il est remarquable que cette étude et cette recommandation soient issues de la coopération de deux Institutions européennes et que, pour la première fois, des zones nationalement distinctes aient été considérées comme une seule et même région.

La voie est ouverte vers une action régionale au niveau communautaire et vers une intégration des régions qui repose, par delà les frontières politiques, sur l'interpénétration économique et humaine, ainsi que sur la complémentarité des ressources et, en particulier, des disponibilités en main-d'oeuvre.

Italie

Les études

8. Deux études ont été publiées. La première porte sur les entreprises sidérurgiques des provinces de Brescia et d'Udine (3) et la seconde, dont le Dixième Rapport général (4) indiquait les objectifs, sur la zone de Piombino (5).

(1) Voir également ci-dessus, n^{os} 3 et 4 (Belgique) et n^{os} 5 et 6 (France).

(2) Journal officiel des Communautés européennes; 6e Année, n^o 97.

(3) Collection d'économie et politique régionale : Etude de la situation économique et de l'emploi des entreprises de l'industrie sidérurgique des provinces de Brescia et Udine.

(4) N^o 539.

(5) Collection d'économie et politique régionale, 2. Programmes de développement et de conversion : II. Etude sur la zone de Piombino - Luxembourg, 1963.

Le 17 septembre 1963, le ministre de l'industrie a présidé une table ronde que la Haute Autorité avait organisée à Punta Ala pour présenter les résultats de l'étude sur la zone de Piombino aux représentants des intérêts régionaux : Chambre de commerce, sidérurgie, syndicats, etc. Les conclusions des travaux ont conduit à la création d'un comité régional de développement qui prendra en charge les problèmes d'infrastructure et de recherche d'industries que pose le développement de Piombino, ainsi que les études qui s'avéreront encore nécessaires. Ce comité a siégé pour la première fois le 25 novembre 1963.

L'étude sur l'Ombrie, qui était annoncée dans le Onzième Rapport général (1), est très avancée. Il reste à déterminer, d'une part, les nouvelles activités qui seraient susceptibles d'utiliser la production de l'usine sidérurgique de Terni et, d'autre part, les possibilités de diversification industrielle en fonction de la structure régionale.

En 1963, la Haute Autorité a décidé de participer au financement de deux nouvelles études qui sont déjà en cours et qui concernent, respectivement, la reconversion de la Sardaigne et la promotion d'un pôle industriel de développement en Italie méridionale.

La Haute Autorité considère le concours qu'elle apporte maintenant à la reconversion de la Sardaigne comme la suite logique de l'action qu'elle a accomplie, de 1955 à 1960, en vue de la réadaptation des mineurs du bassin de Sulcis. A l'exception de ceux qui sont partis pour l'Italie continentale ou pour l'étranger, un certain nombre des mineurs qui ont perçu les aides de réadaptation sont encore sous-occupés dans l'artisanat ou dans l'agriculture de l'île. En facilitant l'implantation de nouvelles industries qui procureront un réemploi productif à ces travailleurs, la Haute Autorité fait en sorte que ses aides de réadaptation prennent leur véritable sens et répondent pleinement à leur objet.

(1) N° 501.

L'étude relative aux provinces de Bari et de Tarente est menée à l'initiative et sous la direction de la Commission de la C.E.E. De même que l'étude sur le Sud du Luxembourg belge et sur le Nord de la Lorraine (1), elle marque la volonté de la Haute Autorité et de la Commission de la C.E.E. de réunir concrètement leurs efforts pour résoudre des problèmes qui les préoccupent l'une et l'autre.

Une zone industrielle très importante étant en voie de développement dans le Sud de l'Italie (2), il convient d'accorder la plus grande attention aux incidences multiples que l'activité de la nouvelle sidérurgie ne manquera pas d'avoir sur la région tout entière, sans oublier que l'évolution de celle-ci est appelée à influencer dans une large mesure l'avenir de la sidérurgie elle-même. En particulier, le recrutement, la formation professionnelle et l'intégration sociale des travailleurs doivent être soigneusement préparés.

Les opérations

9. La Haute Autorité avait octroyé sa garantie à un emprunt contracté par une entreprise sidérurgique de la région de Gênes, la Società Ferriere di Cogoleto, qui se proposait de construire une usine susceptible d'embaucher les travailleurs licenciés par la Società Metallurgica di Sestri.

L'usine de Cogoleto occupe actuellement une soixantaine de personnes.

(1) Voir ci-dessus, n° 7.

(2) La Haute Autorité et la Banque européenne d'investissement ont l'une et l'autre accordé des prêts destinés à favoriser le développement de la sidérurgie dans l'Italie méridionale.

ACTIVITES GENERALES

Le comité d'experts pour la reconversion industrielle (1)

10. Ce comité remplit très heureusement la mission pour l'accomplissement de laquelle il a été institué :

- il assure une liaison constante entre la Haute Autorité et, dans les différents pays, les administrations nationales et les milieux intéressés à la reconversion;
- il donne des avis et des conseils sur les opérations;
- il mène des recherches qui aboutiront à l'élaboration de rapports approfondis sur des problèmes qui se posent dans toutes les opérations de reconversion.

Le rapport "Structure socio-économique des régions minières et sidérurgiques" est destiné à faire gagner du temps aux promoteurs, qui doivent fonder les opérations sur une connaissance précise de la situation et des tendances de la région dans laquelle ils vont intervenir : il les dispensera de procéder dans chaque cas à une étude particulière.

Le rapport sur les organismes d'action régionale présentera d'abord l'inventaire des organismes qui existent dans les différents pays; puis, après avoir analysé leur fonctionnement et apprécié leur efficacité, il indiquera les formules qu'il conviendrait d'encourager.

Le rapport qui sera consacré au zoning industriel proposera des solutions scientifiques pour la localisation, l'infrastructure, les relations avec la région environnante, etc.

Le rapport intitulé "Le bâtiment industriel dans la politique de développement régional" décrira l'état le plus avancé de la technique de la construction. Les progrès qu'a réalisés le secteur de la préfabrication imposent de reconsidérer la solution, qui s'est parfois révélée décevante, des bâtiments industriels édifiés avant que ne soit

(1) Onzième Rapport général, n^{os} 489 - 491.

connue l'entreprise qui les utilisera. Il est devenu possible de modifier rapidement les bâtiments. Leur adaptation, tant pour les dimensions que pour la disposition, aux besoins propres de telle ou telle entreprise entraîne des frais de chantier proportionnellement beaucoup moins lourds qu'il y a quelques années.

L'étude sur les fabrications nouvelles

11. Cette étude, à laquelle la Haute Autorité attache la plus grande importance (1), progresse rapidement. La pré-sélection des sous-secteurs industriels qui feront l'objet d'études approfondies est terminée.

Des conversations ont été engagées avec les administrations nationales en vue de préciser les procédures de contact entre ces administrations et les investisseurs, qui sont les utilisateurs finaux des études.

On passera prochainement à la phase des études d'application (études de marché plus détaillées et études de structure industrielle; en particulier, sur les investissements nécessaires dans des cas déterminés) qui seront effectuées à la demande des entreprises intéressées.

D'autre part, une étude relative à différents produits en acier inoxydable (2) paraîtra au début de 1964 (3).

L'information

12. Sous cette rubrique, on citera trois publications et le congrès européen des villes sidérurgiques et minières.

(1) Onzième Rapport général, n^{os} 502 - 507.

(2) Dixième Rapport général, n^o 538.

(3) "Possibilités de développement d'activités dans le domaine de la chaudronnerie en acier inoxydable".

Une nouvelle édition, entièrement refondue, du répertoire "Dispositions juridiques et financières pour faciliter la création d'activités nouvelles dans les Etats membres et en Grande-Bretagne" (1) a été publiée dans les quatre langues de la Communauté et en anglais. La précédente édition datant de 1960, une mise à jour s'imposait. Les rééditions ultérieures comporteront une annexe consacrée à la législation américaine en matière de développement régional et de reconversion industrielle.

Les deux derniers volumes dans lesquels sont reproduits les textes dont disposait la conférence sur la reconversion industrielle des régions touchées par les fermetures de mines (2) ont également été publiés (3).

Quant au congrès européen des villes sidérurgiques et minières, il a réuni à Luxembourg, les 18 et 19 mars 1963, les maires ou les représentants de plus de 150 villes de la Communauté. La Haute Autorité les a mis au courant des moyens divers dont elle dispose, grâce aux aides de réadaptation et à une large participation financière à la réalisation d'études et d'opérations de reconversion, ainsi que dans les domaines de la formation professionnelle et du logement, pour contribuer à la solution des problèmes économiques et sociaux de la réadaptation, de la reconversion et du développement régional.

(1) Neuvième Rapport général, n° 445.

(2) Neuvième Rapport général, n°s 444 - 448. Au sujet des deux premiers volumes, voir le n° 526 du Dixième Rapport général.

(3) Collection d'économie et politique régionale, I. La conversion industrielle en Europe : III. Le Financement des investissements et les Aspects sociaux de la reconversion : IV. La Conduite sur place des opérations de conversion industrielle - Luxembourg, 1963.

L'APPLICATION DE L'ARTICLE 69 DU TRAITE

La première étape

1. Le 8 décembre 1954, les représentants des gouvernements, réunis dans le cadre du Conseil spécial de ministres, ont adopté une décision relative à l'application de l'article 69.

Cette décision, qui est entrée en vigueur le 1er septembre 1957, a créé la carte de travail de la C.E.C.A. et elle a fixé les conditions auxquelles les nationaux d'un Etat membre doivent satisfaire pour l'obtenir :

- la carte de travail de la C.E.C.A. permet à son titulaire de répondre librement, sans que les réglementations sur le recrutement et l'emploi de la main-d'oeuvre étrangère lui soient opposables, à une offre d'emploi, émanant soit d'un bureau de placement soit d'une entreprise minière ou sidérurgique d'un autre pays de la Communauté, dans l'un des métiers du secteur industriel pour lequel elle a été délivrée;
- les nationaux des Etats membres qui sont de qualification confirmée dans les professions du charbon (1) et de l'acier peuvent seuls recevoir la carte;
- sont considérés comme possédant cette qualification les travailleurs qui ont exercé, pendant une période déterminée et avec un salaire supérieur à celui de manoeuvre, l'un des métiers qui sont inscrits dans la liste qui constitue la première annexe de la décision (2).

(1) L'expression de "professions du charbon" a un sens extensif : elle recouvre les métiers des mines de charbon et ceux des mines de fer.

(2) Si le demandeur de la carte a reçu une formation systématique pour l'un des métiers de la liste, il doit avoir exercé ce métier ou un autre métier de la liste pendant au moins un an durant les trois dernières années. Si le demandeur n'a reçu qu'une formation pratique, il doit avoir travaillé pendant au moins deux ans soit dans l'industrie du charbon soit dans celle de l'acier et pendant une année dans l'un des métiers de la liste. Cette année peut être comprise dans la période précitée de deux ans. L'emploi d'un an dans l'un des métiers doit se situer dans le courant des trois dernières années.

La qualité de travailleur de qualification confirmée dans les professions du charbon et de l'acier est donc essentiellement conférée par l'exercice d'un métier figurant dans la liste que les représentants des gouvernements ont annexée à leur décision.

Cette liste comprend 56 métiers : 29 de l'industrie minière (charbon et fer) et 27 de l'industrie sidérurgique.

La seconde liste de métiers

La procédure

2. La décision du 8 décembre 1954 comporte une clause selon laquelle les gouvernements peuvent se réunir, sur l'initiative de la Haute Autorité et de deux d'entre eux, pour dresser de nouvelles listes de métiers de qualification confirmée dont l'exercice ouvre aux nationaux d'un des Etats membres le droit à l'obtention de la carte de travail de la C.E.C.A. et, par conséquent, au libre emploi dans les mines ou dans la sidérurgie de tous les pays de la Communauté.

C'est en vertu de cette clause que la Haute Autorité, en accord avec le gouvernement italien et avec le gouvernement luxembourgeois, a invité, en 1959, les gouvernements à examiner ensemble l'opportunité et les modalités de l'élaboration d'une seconde liste de métiers.

Trois rapports généraux (1) ayant relaté les différentes étapes de la procédure ainsi engagée, il suffira de rappeler son aboutissement : le 16 mai 1961, les représentants des gouvernements, réunis au sein du Conseil spécial de ministres, ont inséré, tel quel, dans une décision complémentaire à celle du 8 décembre 1954 le projet de la seconde liste de métiers que leur avait transmis la Haute Autorité et qui avait été établi, sous sa présidence et avec le concours de ses services, par une commission intergouvernementale,

(1) Neuvième Rapport général, n^{os} 430-431; Dixième Rapport général, n^{os} 514-516; Onzième Rapport général, n^o 457.

dans laquelle des responsables des organisations d'employeurs et de travailleurs faisaient partie de chaque délégation nationale.

L'entrée en vigueur

3. Jusqu'à la fin du premier semestre de 1963, les gouvernements ont successivement fait parvenir au secrétaire du Conseil de ministres les notifications de l'applicabilité, selon les dispositions de leur droit interne, de la décision du 16 mai 1961.

Quand toutes les notifications officielles furent effectuées, cette décision a été publiée, le 15 juin 1963, au Journal officiel des Communautés européennes (1).

Elle est entrée en vigueur vingt jours après sa publication; c'est-à-dire, le 5 juillet 1963.

La seconde liste, qui constitue l'essentiel de la décision du 16 mai 1961, comprend 118 métiers : 18 de l'industrie minière (charbon et fer), 87 de l'industrie sidérurgique et 13 des deux secteurs (traitement du minerai et cokeries).

La portée de l'action de la Haute Autorité

4. Les travailleurs des mines et de la sidérurgie exerçant des métiers qui ne sont pas spécifiques de ces industries ou des métiers qui ne réclament aucune formation ou initiation particulière (c'est-à-dire, des métiers de manoeuvre) restent seuls exclus du bénéfice des dispositions de l'article 69. Depuis le 5 juillet 1963, le bénéfice de ces dispositions est étendu aux travailleurs qui exercent 174 métiers, dont 47 de l'industrie minière (charbon et fer), 114 de l'industrie sidérurgique et 13 des deux secteurs (traitement du minerai et cokeries). Il en résulte que le droit à la libre circulation est désormais ouvert

(1) 6e année, n° 89.

non seulement à tout le personnel qualifié (1) mais encore à tout le personnel spécialisé des mines et de la sidérurgie.

Même si la grande majorité des travailleurs qualifiés et spécialisés des industries de la C.E.C.A. désire surtout la stabilité (2), il est important, au point de vue de la liberté individuelle entendue dans son sens le plus large, qu'aucune barrière ne se dresse plus devant ceux qui souhaitent ou qui souhaiteront se déplacer vers un autre pays et que, avec plusieurs années d'avance sur le régime qui sera assuré à l'ensemble de la main-d'oeuvre à la fin de la période de transition prévue par le traité de Rome, les mineurs et les sidérurgistes qualifiés et spécialisés puissent effectivement choisir, sur tout le territoire de la Communauté, l'entreprise de leur branche dans laquelle ils exerceront leur profession.

5. La mise en oeuvre de l'article 69 du traité a également eu, sur le plan pratique, une conséquence qui ne concerne pas seulement le personnel des industries de la C.E.C.A. C'est en effet pour donner un contenu concret à l'un des principes posés par l'article 69 que la Haute Autorité a pris une initiative qui conduit à une amélioration sensible de la protection sociale de tous les travailleurs migrants, quel que soit le secteur auquel ils appartiennent et qui contribue ainsi à lever progressivement les obstacles que le souci des intéressés de ne pas perdre certains avantages sociaux opposait à la mobilité intercommunautaire de la main-d'oeuvre.

L'initiative de la Haute Autorité a rendu possibles, successivement, la signature de la convention sur la sécurité sociale des travailleurs migrants, l'adoption des règlements n° 3 et n° 4 de la C.E.E. et le perfectionnement continu, au sein d'un organisme communautaire, de la première législation sociale obligatoire dans tous les pays de la Communauté (3).

(1) Les métiers exercés par les techniciens, les surveillants, les agents de maîtrise et les cadres sont aussi inscrits, en tant que groupes, dans les listes d'application de l'article 69.

(2) Voir ci-dessus, p. 14.

(3) Voir ci-dessous, pp. 91 et 92.

LES SALAIRES, LA SECURITE SOCIALE ET LES CONDITIONS DE TRAVAIL

Salaires

1. Les services de la Haute Autorité ont mis au point un nouveau programme de travail qui tient compte de la réponse (1), selon laquelle une liaison systématique entre la rémunération et la productivité ne serait pas opportune, que le Comité consultatif a donnée le 28 février 1963 à la question qui lui avait été posée au sujet des salaires (2).

Ce programme permettra d'étudier l'influence que le progrès technique et le progrès social exercent sur les modes de rémunération du personnel occupé dans les installations modernes de la sidérurgie et dans les mines de houille : dans la sidérurgie, il prolongera les enquêtes déjà menées sur la qualification du travail (job evaluation) et sur le thème "niveau de mécanisation et mode de rémunération"; dans les charbonnages, il lancera des enquêtes analogues.

En ce qui concerne les charbonnages, la Haute Autorité a tenu à contribuer à l'approfondissement d'un problème qui préoccupe les représentants des employeurs et des travailleurs. Un système de qualification du travail propre à l'industrie minière n'existant pas encore, les partenaires sociaux recherchent, dans plusieurs pays, une classification qui s'oriente dans le sens d'un système de ce genre et qui réponde aux exigences de l'exploitation mieux que ne le fait la subdivision traditionnelle en catégories professionnelles.

Les 21 et 28 janvier 1964, le nouveau programme a été exposé aux membres des deux commissions spécialisées (3). Les experts ont manifesté leur intérêt; ils ont également assuré la Haute Autorité que les organisations professionnelles ne lui ménageraient pas leur concours pour que les enquêtes et les études prévues puissent être effectuées dans les meilleurs délais.

(1) Doc. n° 8644/2/62.

(2) Onzième Rapport général, n° 511.

(3) 21 janvier : commission "Rémunération, sécurité sociale et conditions de travail - Mines de houille"; 28 janvier : commission "Rémunération, sécurité sociale et conditions de travail - Sidérurgie".

Sécurité sociale

2. On signalera d'abord

- la décision de la Haute Autorité d'engager prochainement avec les gouvernements et les partenaires sociaux des discussions qui auront pour objet l'organisation des consultations périodiques, que la conférence européenne sur la sécurité sociale (1) a préconisées, au sujet de la situation et des perspectives des régimes miniers;

- l'achèvement de l'étude comparative sur les charges de la sécurité sociale dans les mines et dans les autres industries (2).

Cette étude a été remise aux gouvernements; un groupe de travail ad hoc de la Commission de coordination du Conseil de ministres va en entreprendre l'examen. L'étude a été élaborée par la Haute Autorité à partir de la documentation que les gouvernements lui avaient fournie.

On soulignera ensuite que la coopération entre la Haute Autorité et la Commission de la C.E.E. s'est encore renforcée; elle élimine aussi bien les lacunes que les doubles emplois.

Enfin, il convient d'attirer l'attention sur deux publications et sur l'activité qui intéresse la sécurité sociale des travailleurs migrants.

Publications

3. La Haute Autorité a publié une nouvelle édition, mise à jour au 1er janvier 1963, des tableaux sur les régimes miniers (3).

(1) Onzième Rapport général, n°s 514 - 518.

(2) Neuvième Rapport général, n° 455; Dixième Rapport général, n° 566.

(3) Tableaux comparatifs "Les régimes de sécurité sociale applicables dans les Etats membres des Communautés européennes" (au 1er janvier 1963); 2. Régime minier - Services des publications des Communautés européennes, 9751/2/63/1.

Ces tableaux sont un complément de ceux que la Commission de la C.E.E. consacre aux régimes généraux.

La Haute Autorité a également publié sur le système britannique de sécurité sociale et sur les systèmes appliqués dans les pays de la Communauté un rapport (1) qui expose et compare non seulement les particularités structurelles de ces systèmes mais encore leur application, aussi bien pour le financement que pour les prestations.

La commission "Problèmes du travail" du Comité consultatif a déjà procédé à un premier examen du rapport de la Haute Autorité.

Le rapport a en outre été retenu comme document de travail par le Comité du charbon du Conseil d'Association, pour l'étude sur les régimes de sécurité sociale et sur leurs méthodes de financement que ce Comité a été chargé d'effectuer.

Sécurité sociale des travailleurs migrants

4. Ainsi que l'indiquait le Onzième Rapport général (2), la Commission de la C.E.E. avait soumis au Conseil de ministres une proposition, à laquelle la Haute Autorité s'était associée, tendant à ce qu'un membre de chacun des quatre secrétariats européens des organisations professionnelles d'employeurs et de travailleurs puisse siéger, avec voix consultative, au sein de la Commission administrative pour la sécurité sociale des travailleurs migrants (3). Le Conseil

(1) Rapport sur la comparaison du système britannique de sécurité sociale avec les systèmes des pays de la Communauté - Services des publications des Communautés européennes, 9865/2/63/1.

(2) N° 513.

(3) La convention sur la sécurité sociale des travailleurs migrants a été signée le 9 décembre 1957 par les ministres du travail des pays de la Communauté, en application de l'article 69 du traité de la C.E.C.A. La mise en oeuvre du traité de Rome permet ensuite de transformer cette convention en règlements (règlements n°s 3 et 4) du Conseil de la C.E.E. La commission administrative - où siège un représentant de la Haute Autorité, avec un représentant de la Commission de la C.E.E., à côté des délégués des gouvernements et qui bénéficie de l'assistance technique du B.I.T. - doit accomplir une oeuvre de longue haleine : elle est compétente pour toute question administrative découlant des dispositions des règlements n°s 3 et 4 et elle s'acquitte des nombreuses tâches qu'énumère l'article 43 du règlement n° 3.

n'a pas adopté cette proposition; cependant, il a autorisé la Commission de la C.E.E. à organiser des réunions communes de la Commission administrative et des représentants des partenaires sociaux. La première de ces réunions a eu lieu en octobre 1963, à Luxembourg.

Au cours de l'année 1963, le groupe de travail "Mines", dont la Haute Autorité avait suggéré la création dans le cadre de la Commission administrative, a désigné quelque 160 articles, provenant des accords bilatéraux qui concernent les mineurs, qu'il conviendrait de supprimer dans les annexes des règlements n^{os} 3 et 4. Parmi ces articles, les uns font double emploi avec les règlements et les autres sont socialement moins favorables que certaines de leurs dispositions.

Le rapport du groupe de travail contient en outre une série de propositions pour surmonter des difficultés qui se sont présentées à l'occasion de l'application des règlements.

Les résultats de l'activité du groupe de travail "Mines" se concrétiseront soit dans des décisions de la Commission administrative soit dans des règlements modificatifs du Conseil de la C.E.E.

Conditions de travail

Commission mixte pour l'harmonisation des conditions de travail dans l'industrie charbonnière

5. Les 1er, 3 et 4 octobre 1963, la Haute Autorité a organisé des réunions séparées des représentants des gouvernements, des employeurs et des travailleurs. Ces réunions, qui avaient été précédées de contacts avec les organisations professionnelles, lui ont permis d'exposer les nouvelles propositions qu'elle jugeait susceptibles de convaincre les membres de la commission mixte d'engager

des discussions en vue de l'institution du statut européen du mineur. Les points de vue divergents qui ont été analysés dans le Onzième Rapport général (1) ne se sont toutefois pas sensiblement rapprochés.

A la suite des réunions d'octobre 1963, la Haute Autorité a élaboré, à l'intention du Parlement européen, un document (2) dans lequel elle résume les positions des parties intéressées, rappelle les initiatives qu'elle a prises et les solutions qu'elle a préconisées et indique sa volonté de poursuivre ses efforts.

De plus, dans le discours qu'il a prononcé le 26 novembre 1963 devant le Parlement européen, le président de la Haute Autorité a réaffirmé que l'adoption du statut européen du mineur restait l'un des objectifs de l'Exécutif de la C.E.C.A.

En ce qui concerne l'enquête sociologique sur la fluctuation de la main-d'oeuvre des charbonnages (3), des résultats ont pu être obtenus : la commission mixte sera prochainement saisie d'un rapport intérimaire.

Commission mixte pour l'harmonisation des conditions de travail
dans l'industrie sidérurgique

6. La commission mixte s'est réunie le 12 juillet 1963.

Elle a donné son accord définitif sur deux documents qui concernent, respectivement, les services continus et les répercussions sociales de l'évolution technique (4).

(1) Nos 524 - 534.

(2) Memorandum sur l'évolution de la question du statut européen du mineur - 10 041 - 64.

(3) Onzième Rapport général, n° 519.

(4) Onzième Rapport général, n° 520.

Le premier de ces documents (1) comprend six rapports nationaux qui décrivent la situation juridique et de fait quant à l'organisation du travail des dimanches et jours fériés. Le rapport de synthèse que la Haute Autorité se propose de soumettre à la commission mixte est en préparation.

Le second document approuvé le 12 juillet 1963 (2) expose les résultats de l'étude globale qui constitue la première phase de l'enquête générale sur les répercussions de l'évolution technique. La Haute Autorité considère qu'en mettant ce document à la disposition des partenaires sociaux, elle les aide à approfondir une question qui revêt une importance considérable.

Avec le concours des organisations professionnelles et d'un groupe de travail de la commission mixte, les services de la Haute Autorité poursuivent l'exécution des deux autres phases de l'enquête :

- inventaire des dispositions et des mesures législatives, réglementaires et contractuelles qui se rapportent aux répercussions sociales (positives et négatives) de l'évolution technique;

- illustration, au moyen d'études de cas, de l'application pratique de ces dispositions et de ces mesures, ainsi que des difficultés qui se sont présentées et des solutions qui ont été trouvées.

Groupe de travail "Spécialistes du droit du travail"

7. L'activité de ce groupe de travail (3) s'est poursuivie par l'élaboration de l'ouvrage sur "Le Contrat de travail", qui est en cours d'impression et par la préparation de l'ouvrage intitulé "Le Régime juridique des organisations professionnelles des employeurs et des travailleurs", qui sera achevé prochainement.

(1) Etude des travaux continus et semi-continus dans l'industrie sidérurgique de la Communauté (Situation au 30 juin 1962) - Services des publications des Communautés européennes, 9558/2/63/1.

(2) Groupe de travail "Les répercussions de l'évolution technique sur la productivité, les salaires, la durée du travail et l'emploi" - Etude globale - Doc. n° 3172/4/62.

(3) Dixième Rapport général, n°s 572-574; Onzième Rapport général, n°s 521-523.

LE LOGEMENT

LE CINQUIEME GRAND PROGRAMME

1. L'année 1963 a été consacrée à la mise en oeuvre du cinquième grand programme de construction de logements ouvriers, dont les objectifs et la portée ont été exposés dans le Onzième Rapport général (1).

Les opérations financières

2. Pendant la période que couvre la présente livraison de la NOTE D'INFORMATION, 21 opérations financières ont été décidées par la Haute Autorité.

Il convient de souligner que 4 de ces opérations s'intègrent en partie (Allemagne) ou entièrement (France) dans des actions de réadaptation:

- les 3 prêts, d'un montant total de 19 200 000 DM, qui ont été accordés, respectivement, aux Saarbergwerke AG, à la Rheinische Girozentrale und Provinzialbank et à la Landesbank für Westfalen Girozentrale pour la construction de 4 360 logements;
- le prêt, de 1 200 000 FF, attribué à la S.A. coopérative des maisons familiales de l'Albigeois pour la construction de 70 logements.

Ces prêts concourent à la réussite d'actions de réadaptation auxquelles la Haute Autorité contribue en les faisant bénéficier de ses aides habituelles : les logements dont ils facilitent la construction sont destinés à des mineurs qui doivent déplacer leur domicile, à la suite de la fermeture ou de la réduction d'activité du siège où ils étaient occupés.

Les logements prévus dans le Centre-Midi recevront des mineurs de Decazeville qui ont accepté un transfert d'une centaine de kilomètres pour aller prendre un emploi à Carmaux (2).

(1) nos 545 - 549.

(2) Decazeville : "Groupe Aveyron" du bassin d'Aquitaine;
Carmaux : "Groupe Tarn" du même bassin.

La tranche spéciale

3. On se souvient (1) que le cinquième programme comporte une tranche spéciale qui permettra de dégager un certain nombre de solutions nouvelles pour les problèmes que pose la satisfaction des besoins proprement sociaux qui se manifestent dans les ensembles d'habitation, où il ne s'agit pas de juxtaposer des solitudes mais, au contraire, de favoriser la constitution et l'épanouissement d'une véritable collectivité.

En étroite collaboration avec les instituts techniques nationaux, avec les ministères compétents et avec les organisations d'employeurs et de travailleurs, les services de la Haute Autorité ont préparé l'exécution de la tranche spéciale et arrêté la localisation de ses 6 chantiers, dans lesquels seront construits quelque 2 300 logements.

D'autre part, la préparation technique est commencée.

L'ouverture des chantiers est prévue pour le second semestre de 1964.

TABLEAU 1

Les chantiers de la tranche spéciale

(1) Pays	Localités	Entreprises bénéficiaires	Maîtres d'ouvrage	Nombre de logements
Allemagne (R.F.)	Salzgitter-Fredenberg	Hüttenwerke Salzgitter AG	Wohnungs AG Salzgitter	400
	Wulfen	Steinkohlenbergwerke Mathias Stinnes AG	Entwicklungsgesellschaft, Wulfen mbH	300
Belgique	Genk	Plusieurs charbonnages et l'entreprise sidérurgique Allegheny-Longdoz	Société Nationale du Logement	400
France	Le Creusot	Société des Forges et Ateliers du Creusot, Usines Schneider	Office public des H.L.M.(2) du département Saône-et-Loire	400
Italie	Piombino	Italsider	Istituto case per Lavoratori dell'Industria Siderurgica	400
Pays-Bas	Heemsberk	Koninklijke Nederlandsche Hoogovens en Staalfabrieken NV	N.V.Huizenbezit "Breesaap"	400

(1) A cause de difficultés financières et techniques il s'est avéré impossible de réaliser une cité-modèle au Luxembourg

(2) Habitations à loyer modéré

(1) Onzième rapport général, n° 548.

LE DEUXIEME PROGRAMME EXPERIMENTAL (1)

4. Le rapport dans lequel sont exposés les résultats du deuxième programme expérimental a paru en juin 1963 (2).

Ces résultats concernent essentiellement :

- l'industrialisation du secteur du bâtiment et, par conséquent, sa productivité;
- le coût de la construction;
- l'utilisation de l'acier.

L'industrialisation et la productivité du secteur du bâtiment

5. Le deuxième programme expérimental a confirmé qu'il était possible, dans l'état actuel de la technique, de développer l'industrialisation du secteur du bâtiment.

Pour que l'assemblage des éléments puisse s'opérer sur le chantier sans travail de refaçonage, on a perfectionné les moyens d'augmenter la précision avec laquelle ils doivent être préfabriqués.

On a en outre mis au point une méthode pratique de report des dimensions (report sur le chantier des dimensions des différentes parties de la construction), ainsi qu'un appareillage simple, qui peut être employé facilement, même par des non-spécialistes.

Coût de la construction

6. Ce problème mérite une grande attention.

Le deuxième programme expérimental a permis de constater des différences extrêmement importantes d'un pays à l'autre. C'est ainsi que, pour un "plan moyen" unique dans tous les chantiers du programme (logements de même surface habitable et situés dans des immeubles collectifs comportant un nombre égal de niveaux), les prix varient de la contre-valeur de 3 070 unités de compte à Milan jusqu'à celle de 5 125 unités de compte à Florange, en France (Mosello).

(1) Neuvième Rapport général, n° 484.

(2) Deuxième programme de constructions expérimentales - Communauté européenne du charbon et de l'acier - Services des publications des Communautés européennes - 2801/2/62/1.

Les différences tiennent à de nombreuses causes diverses, parmi lesquelles figurent les prix des terrains et, aussi, le fait que certaines techniques nouvelles qui sont courantes dans un ou plusieurs pays, où elles s'avèrent économiquement favorables, ne sont pas encore assez connues dans les autres.

En entraînant une amélioration de la productivité, tout effort en vue de l'industrialisation du secteur du bâtiment se répercute évidemment d'une façon positive sur le coût de la construction.

Utilisation de l'acier

7. Ses perspectives paraissent satisfaisantes.

Au moyen d'outillages à grand rendement, il est possible de fabriquer en acier des éléments de poids limité avec une précision qui facilite le montage et favorise ainsi l'industrialisation de la construction.

En ce qui concerne le coût, on est arrivé aux conclusions suivantes :

- l'écart entre le prix de revient des fenêtres en acier et celui des fenêtres en bois se réduit progressivement;
- si on commande des séries importantes, qui permettent un amortissement normal du matériel de fabrication, les prix de fourniture des éléments en acier sont susceptibles de baisser encore dans une large mesure;
- d'une façon générale, la précision dimensionnelle des éléments préfabriqués en acier est très "payante". Les retouches se trouvant éliminées et la pose s'effectuant plus rapidement, les frais de main-d'oeuvre sont beaucoup moins élevés qu'avec les solutions traditionnelles.

RECAPITULATION DES REALISATIONS DE LA HAUTE AUTORITE

8. Depuis le début de son action en vue de faciliter la construction de logements pour le personnel des industries de la C.E.C.A. et jusqu'au 31 janvier 1964, la Haute Autorité a contribué financièrement, au titre des deux programmes expérimentaux et des cinq grands programmes (1), à la construction de 77 152 logements - dont 48 632 sont destinés à la location et 28 520 à l'accession à la propriété.

Au 31 janvier 1964, 52 239 de ces logements étaient achevés; 15 980 étaient en construction et 8 933 "en préparation de construction".

A la même date, les fonds - en provenance des ressources propres de la Haute Autorité, des emprunts qu'elle a contractés et des moyens complémentaires mobilisés à son initiative - affectés à la construction des 77 152 logements précités (et de 12 500 autres logements dont les projets seront formellement approuvés dans peu de temps) représentaient la contre-valeur de 206,3 millions d'unités de compte.

(1) On rappellera que les opérations financières du cinquième grand programme ne sont pas terminées.

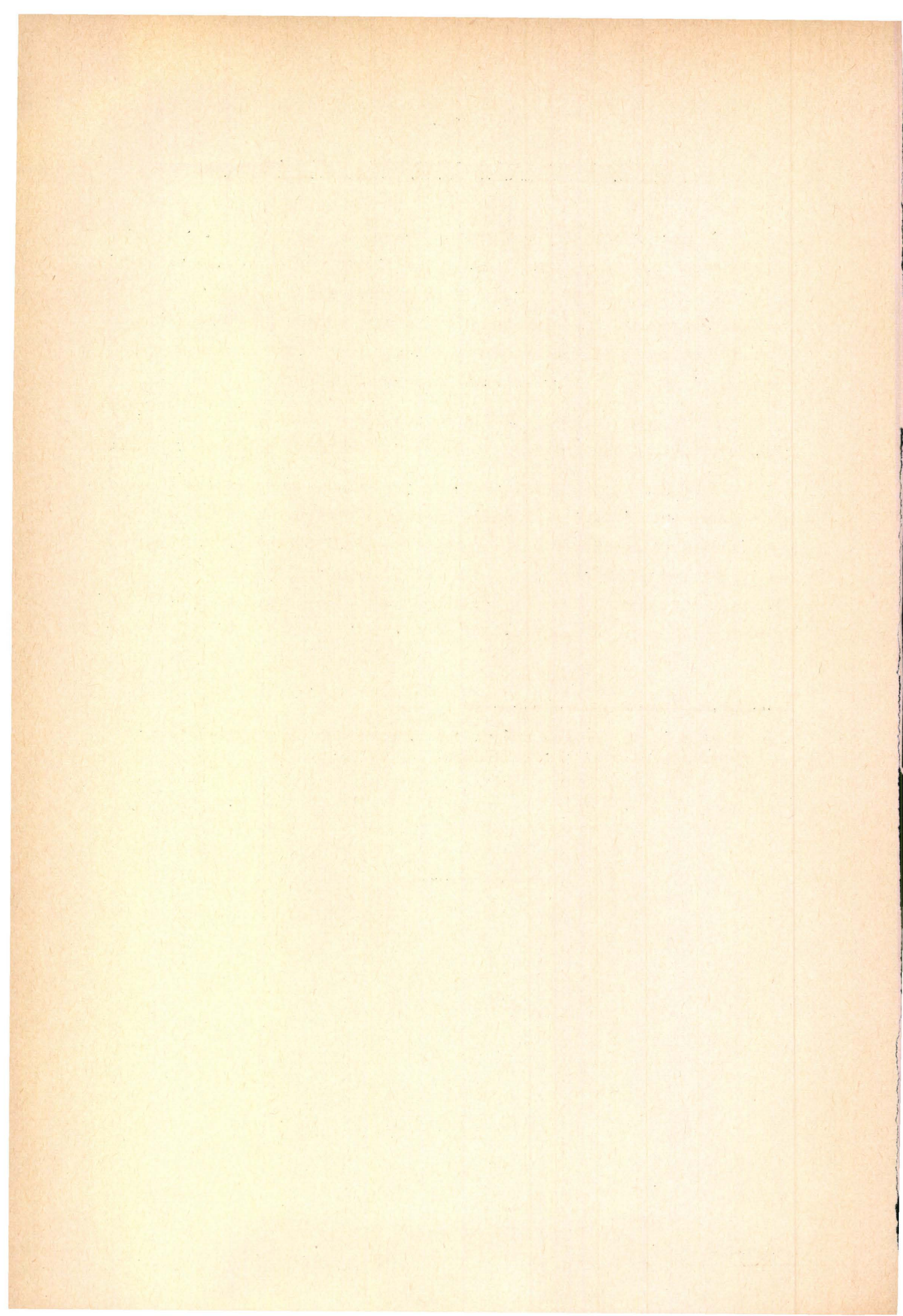
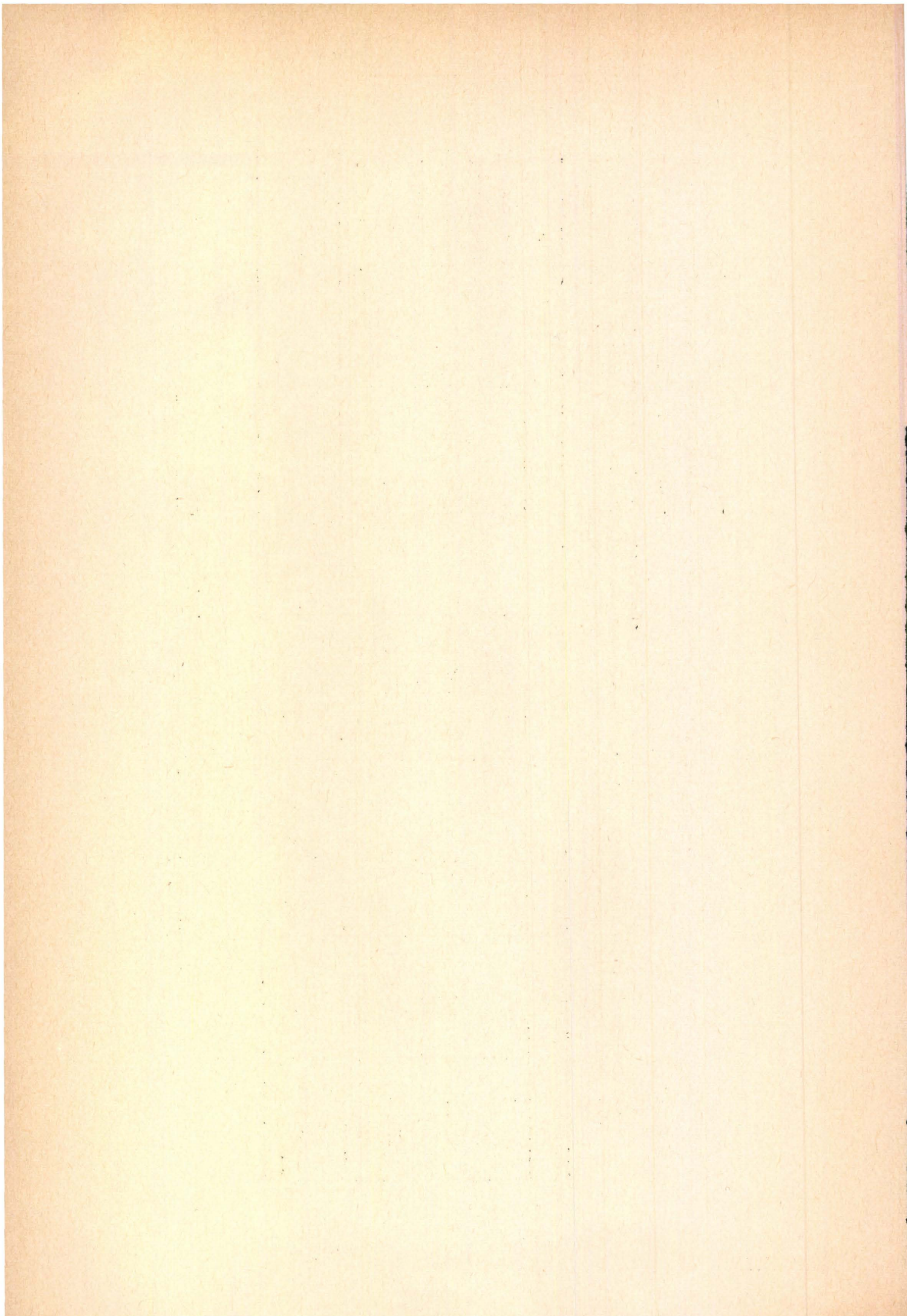


TABLEAU 2

Etat des travaux pour les deux programmes expérimentaux
et pour les cinq grands programmes
(au 31 janvier 1964)

Pays	Nombre de logements pour lesquels des crédits sont encore disponibles (1)	Nombre de logements financés	dont		
			en préparation de construction	en cons- truction	achevés
Allemagne (R.F.)	6 620	58 053 (2)	8 035	9 842	40 176
Belgique	2 150	3 750 (3)	218	1 009	2 523
France	1 250	9 430	513	3 828	5 089
Italie	1 370	3 501 (4)	40	660	2 801
Luxembourg	250	428	5	9	414
Pays-Bas	860	1 990	122	632	1 236
Communauté	12 500	77 152	8 933	15 980	52 239

- (1) Pour ces logements, la Haute Autorité a déjà pris une décision sur les crédits; mais les projets de construction ne sont pas encore approuvés. Ces logements seront certainement financés dans le courant de l'année 1964.
- (2) + 17 foyers pour célibataires.
- (3) + 4 foyers pour célibataires.
- (4) + 3 foyers pour célibataires.

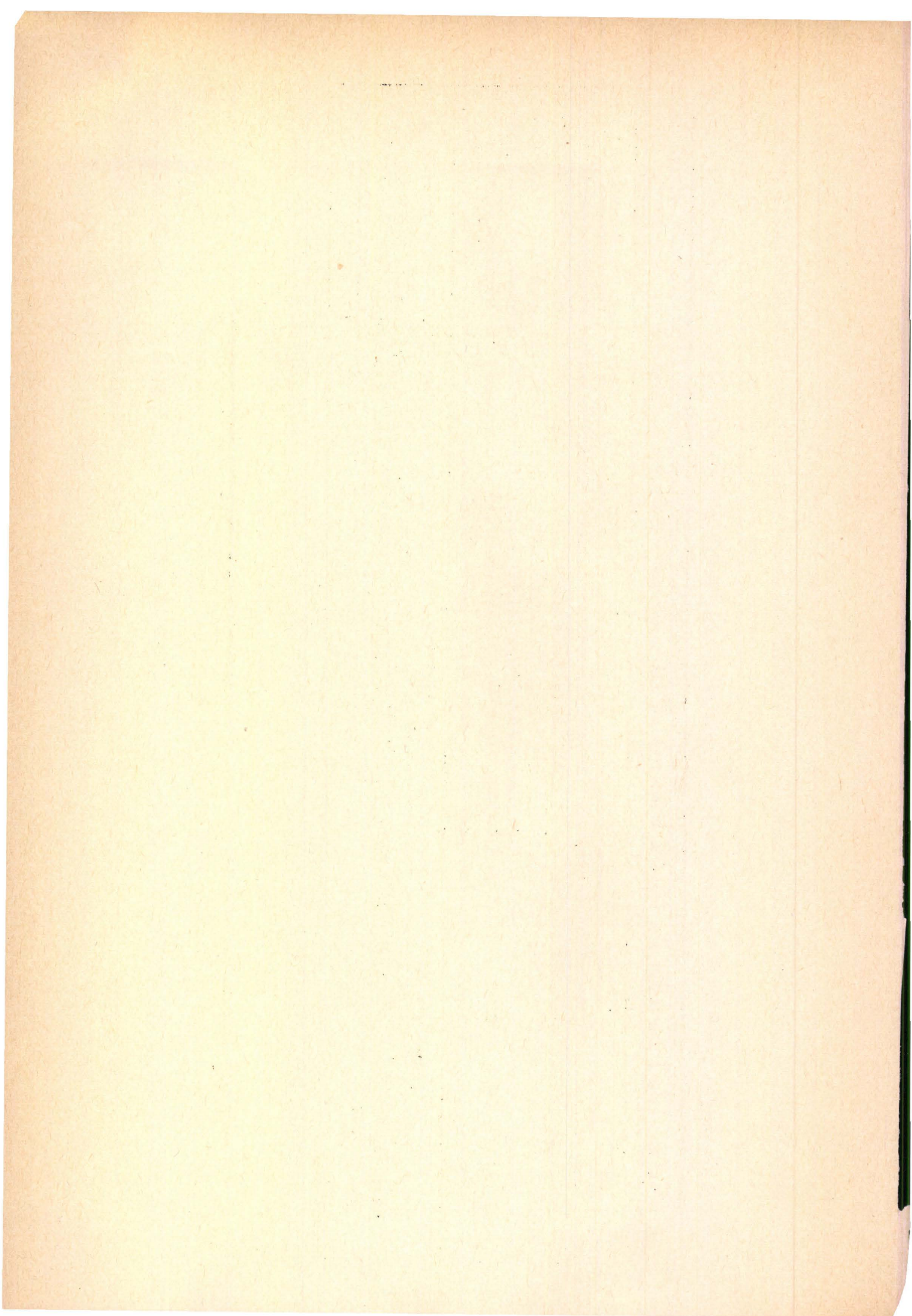


TABEAU 3

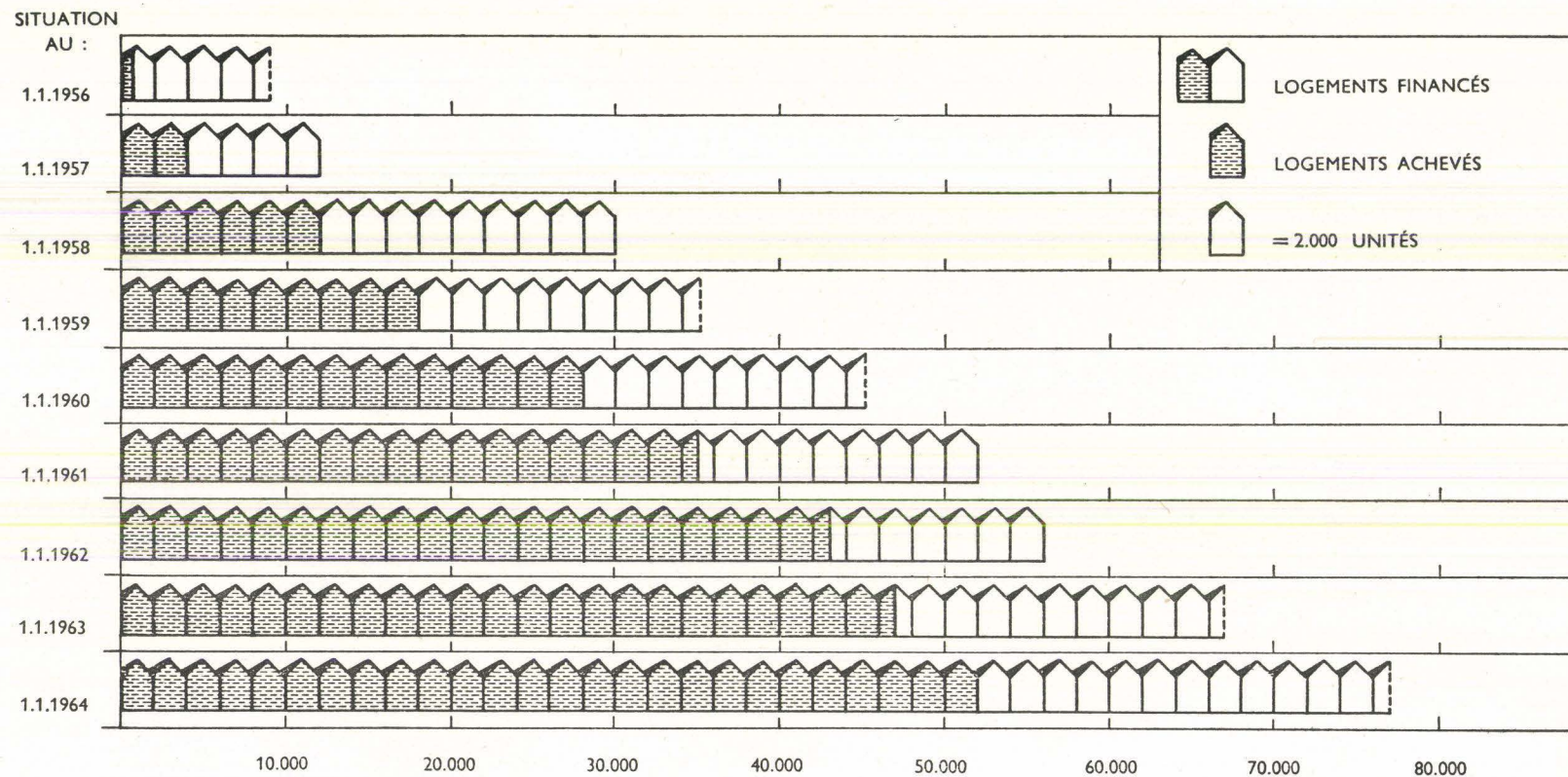
Financement des deux programmes expérimentaux et des cinq grands programmes
(au 31 janvier 1964)

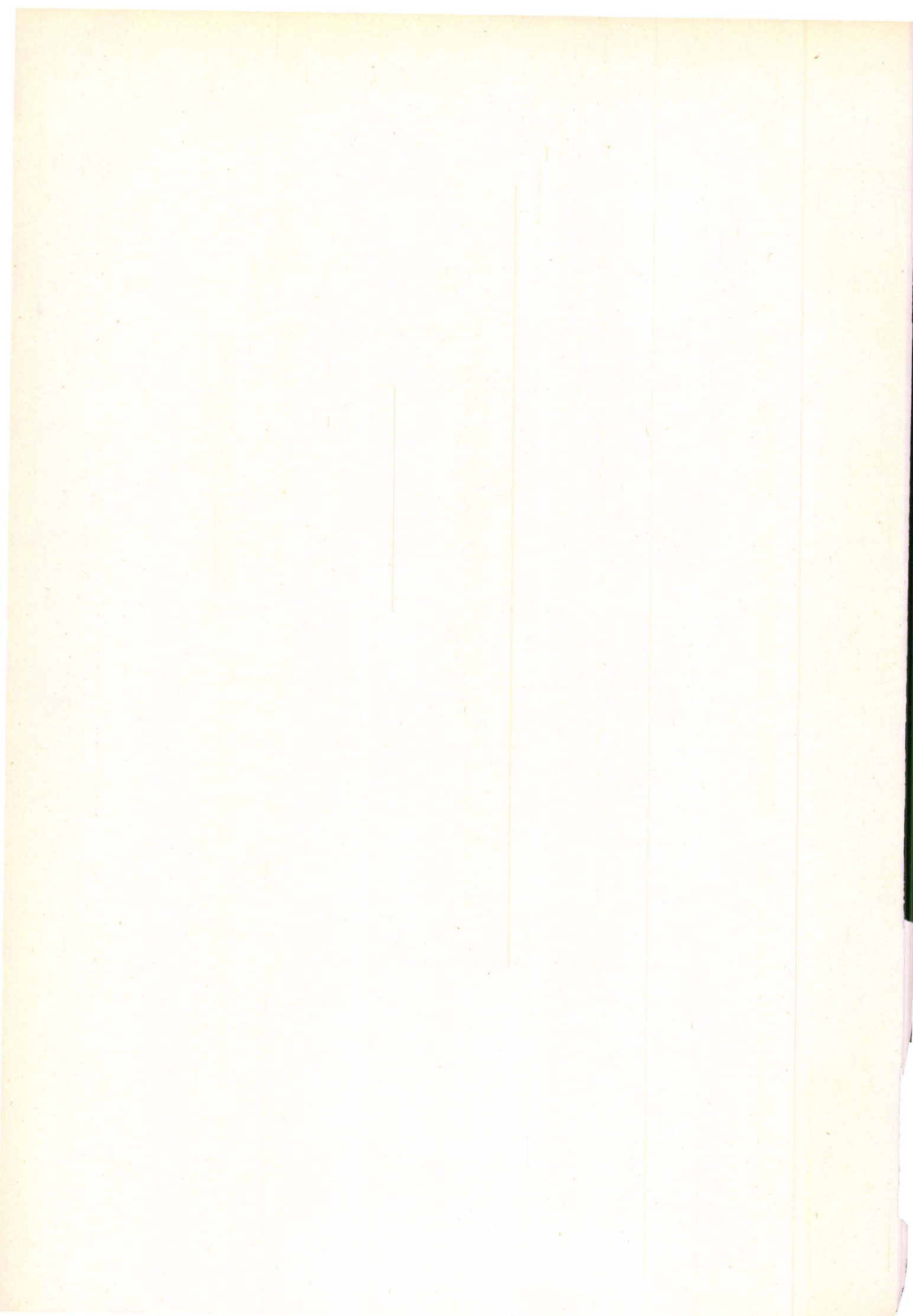
(en millions d'unités de compte)

Pays	Moyens de la Haute Autorité		Moyens complémentaires mobilisés à l'initiative de la Haute Autorité	Aide totale	Autres sources de financement (maîtres d' ouvrage, etc.)	Coût total de la cons- truction
	sur ses ressources propres	sur fonds d'emprunts				
Allemagne (R.F.)	33,95	13,24	77,63	124,82	432,02	556,84
Belgique	3,25	15,80	6,90	25,95	18,29	44,24
France	14,81	-	14,67	29,48	56,32	85,80
Italie	3,77	6,12	3,31	13,20	13,61	26,81
Luxembourg	1,75	1,70	-	3,45	4,18	7,63
Pays-Bas	3,29	2,14	5,97	11,40	5,47	16,87
Communauté	60,82	39,00	108,48	208,30	529,89	738,19



Activité de la Haute Autorité dans le domaine du financement de la construction de logements ouvriers





L'HYGIENE, LA SECURITE ET LA MEDECINE DU TRAVAIL

HYGIENE

Lutte technique contre les poussières dans les mines

Recherches terminées et recherches en cours

1. Une première tranche de financement avait permis à la Haute Autorité d'accorder des aides à 37 recherches, à effectuer dans 14 instituts ou organismes. En 1963, 28 recherches, menées par 8 instituts ou organismes, ont bénéficié de crédits de prolongation. La deuxième tranche, d'un montant de 338 515 unités de compte, a porté à 900 000 unités de compte le total des fonds attribués, pour la période 1960-1963, aux recherches sur la lutte technique contre les poussières dans les mines.

Six recherches sont terminées.

A l'issue de la réalisation de la deuxième tranche, la Haute Autorité publiera une relation détaillée qui complètera les informations diffusées en 1963 (1) et qui en fera la synthèse. Cependant, on attirera l'attention sur les résultats suivants :

- des liquides retardateurs d'évaporation, qui permettent de limiter la quantité d'eau à employer pour l'humidification des produits abattus, ont été mis au point;
- ont également été mis au point des appareils (dont deux sont déjà utilisés en Allemagne et un en France) destinés à la mesure des empuoussiérages de chantiers;
- la technique de l'infusion d'eau dans le massif a été mieux adaptée, d'une part, à des couches irrégulières et traversées de bancs stériles et, d'autre part, à des couches fortement inclinées.

(1) Lutte technique contre les poussières dans les mines (Synthèse des travaux subsidiés par la Haute Autorité dans le domaine de la lutte technique contre les poussières dans les mines) - Services des publications des Communautés européennes, 9679/2/63/1.

On signalera en outre deux des résultats pratiques auxquels a abouti la coopération qui s'est organisée autour des recherches subsidiaires.

En contact étroit avec des experts du Royaume-Uni (où une étude épidémiologique, connue sous le nom de "Plan des vingt-cinq mines", est en cours sur une grande échelle depuis 1953), des experts ont précisé l'influence des concentrations de poussières et de l'action du quartz, qui est l'élément le plus nocif, sur l'apparition et le développement des pneumoconioses (1). Ils ont aussi démontré que, quand la prévention technique est bien conduite, la réduction de la quantité de poussières de quartz est plus considérable que la réduction de l'empoussiérage total.

D'autres experts des six pays de la Communauté, auxquels s'étaient joints des experts britanniques et autrichiens, ont procédé à des mesures d'empoussiérages avec des appareils divers mais selon des méthodes identiques, tant pour le prélèvement que pour son exploitation. Ces essais, qui permettront d'établir des corrélations entre les indications fournies pour un même empoussiérage par les appareils et selon les méthodes en usage dans les instituts de la Communauté, du Royaume-Uni et d'Autriche, intéressent aussi les spécialistes de la pollution atmosphérique.

Nouveau programme

2. Un nouveau programme de recherches est en cours d'élaboration.

Les recherches qui s'intégreront dans ce programme devront correspondre aux besoins qui se manifesteront dans quelques années dans les mines de charbon et de fer. C'est ainsi que leurs résultats seront adaptés aux méthodes d'exploitation qui seront couramment appliquées au moment où ils pourront être mis en oeuvre.

(1) Onzième Rapport général, n° 561.

L'orientation du programme est résolument pratique. L'accent est mis sur la lutte active contre les poussières, spécialement dans les chantiers à grosse production et fortement mécanisés :

- on encouragera le perfectionnement des moyens de lutte applicables aux poussières émises par les machines modernes d'abattage;
- on s'attachera d'une façon toute particulière à favoriser le progrès de l'infusion d'eau en veine.

Au cours des dernières années, cette méthode s'est révélée comme la base de la lutte contre les poussières dans les tailles. Cependant, la taille mécanisée à grand avancement journalier requiert une révision de la conception classique de l'infusion d'eau, qui ne peut plus être effectuée qu'à l'avance ou pendant les journées non ouvrées.

Lutte technique contre les poussières dans la sidérurgie

Recherches terminées et recherches en cours

3. Sur les 27 recherches subsidiées, 12 ont été terminées en 1963.

L'ensemble des résultats obtenus permettra de faciliter et d'améliorer le dépoussiérage sur les lieux de travail.

Nouveau programme

4. En ce qui concerne la lutte contre la pollution atmosphérique qui résulte des poussières, des fumées et des gaz produits ou libérés par les usines sidérurgiques, un nouveau programme d'études et de recherches a été préparé.

Ce programme relève à la fois de la recherche fondamentale et de la recherche appliquée.

Dans le domaine de la recherche appliquée, il s'attache à favoriser soit le perfectionnement soit l'invention de procédés, d'installations, d'appareils et de produits destinés

- à éviter ou à limiter la production de poussières, de fumées ou de gaz;
- à réduire leur nocivité;
- à mieux assurer la protection individuelle des travailleurs qui sont menacés dans leur santé ou gênés dans l'accomplissement de leur tâche.

SÉCURITÉ

Facteurs humains de la sécurité

Recherches terminées et recherches en cours

5. Dix-sept recherches individuelles, menées dans 14 instituts et auxquelles la Haute Autorité avait affecté un montant d'environ 244 000 unités de compte, ont été terminées à la fin de 1963. Leurs résultats, qui sont en cours d'exploitation, seront diffusés dans une publication de synthèse destinée à assurer l'information des milieux scientifiques et des milieux professionnels. Grâce aux observations concrètes qui ont été recueillies, des mesures de prévention ont déjà pu être prises dans un certain nombre d'entreprises, notamment sur le plan technique et sur le plan de la formation.

La recherche d'ensemble, connue sous le nom de "recherche communautaire" (1), qui a été entreprise en 1962, s'achèvera, comme prévu, en 1965.

Nouveau programme

6. Un nouveau programme, dont la préparation interne est achevée, sera prochainement soumis au Comité consultatif et au Conseil de ministres.

(1) Neuvième Rapport général, n° 495; Dixième Rapport général, n° 588.

Il convient d'ajouter quelques précisions aux premiers renseignements qui ont été donnés au sujet de ce programme dans le Onzième Rapport général (1).

Le nouveau programme comportera deux parties distinctes, mais complémentaires pour plusieurs points :

- une partie "Facteurs humains et sécurité", qui développera les recherches antérieurement subsidiées sur la sélection et la formation du personnel, sur l'utilisation des moyens de protection individuelle et sur l'amélioration des équipements de sécurité;
- une partie "Physiologie et psychologie du travail - applications ergonomiques".

Les recherches devront surtout permettre de réaliser l'aménagement optimum des postes caractéristiques de l'industrie minière et de la sidérurgie, où des contraintes diverses (température, bruits, vibrations, pollution, charge psychique ou mentale) peuvent présenter un danger pour la santé ou pour la sécurité. En effet, après avoir agi sur les dispositifs techniques de sécurité, il devient nécessaire d'adapter les méthodes et les postes de travail eux-mêmes aux exigences physiologiques et psychologiques du personnel, de sorte que les conditions dans lesquelles s'exercera l'activité professionnelle réduisent les risques d'accidents et de maladies. Une attention particulière sera accordée à l'étude de la charge de travail et de la répartition des temps de travail et des temps de repos dans leurs rapports avec la sécurité. Cette étude se justifie notamment par l'importance du travail en service continu dans la sidérurgie et par l'intérêt que les milieux professionnels attachent à connaître ses répercussions éventuelles sur la sécurité.

(1) N° 565.

Publication

7. La Haute Autorité a chargé un groupe d'experts de préparer un ouvrage qui fera, à partir des principaux travaux de recherche réalisés au cours des trente dernières années, le bilan des connaissances scientifiques sur les facteurs humains de la sécurité. Cet ouvrage s'adressera, à la fois, aux chercheurs et aux professionnels. Ceux-ci y trouveront, sur les problèmes et les connaissances, une vue générale qui leur permettra de passer au stade des applications pratiques.

MEDECINE

8. L'année 1963 a été marquée par

- l'achèvement des recherches subsidiées en matière de physiologie et de pathologie du travail et en matière de réadaptation des victimes d'accidents du travail et de maladies professionnelles;
- la décision relative au lancement d'un nouveau programme dans le premier de ces domaines;
- la préparation d'un nouveau programme dans le second.

Les recherches terminées

9. Les recherches qui avaient commencé en 1960 ont pris fin en décembre 1963.

Pour la physiologie et la pathologie, 138 recherches ont été réalisées dans 69 instituts. La Haute Autorité avait d'abord attribué 1 883 285 unités de compte à 131 de ces recherches; puis, en 1963, elle a accordé 71 293 unités de compte à 7 recherches complémentaires qui se rapportent en particulier à la prophylaxie de la silicose et au diagnostic fonctionnel des pneumoconioses.

En ce qui concerne la réadaptation des blessés et des malades, l'aide totale de la Haute Autorité s'est élevée à 465 172 unités de compte. Grâce à cette aide, 52 instituts ont réalisé 63 recherches.

Le bilan définitif des recherches effectuées de 1960 à 1963 ne pourra être arrêté que quand les rapports finaux des instituts auront été remis à la Haute Autorité, à la fin du premier trimestre de 1964. Cependant, il ressort des rapports intérimaires et des communications qui ont été présentées dans les groupes de travail ou publiées dans les revues scientifiques que de nombreux résultats, dont l'aspect pratique mérite d'être souligné, ont été obtenus.

Physiologie et pathologie du travail

10. Il n'est pas encore possible de faire régresser les lésions fibreuses pulmonaires provoquées par l'inhalation du quartz : quand les masses fibreuses sont formées, elles restent réfractaires à toute thérapeutique. Mais cette constatation - par laquelle se trouve confirmée l'importance de la lutte technique contre les poussières (1) et celle du dépistage médical et de la prophylaxie de la silicose - ne doit pas conduire à sous-estimer les acquisitions dues aux travaux des chercheurs.

Les recherches ont notamment abouti à une meilleure approche de la genèse des affections respiratoires (pneumoconioses, bronchite et emphysème) et au perfectionnement des mesures prophylactiques et thérapeutiques qui s'y rapportent.

Les traitements des complications fonctionnelles et infectieuses des pneumoconioses sont devenus plus efficaces. On parvient maintenant à réduire les troubles fonctionnels. C'est ainsi que se sont précisées les indications de l'oxygénothérapie, des antibiotiques, des aérosols, des médicaments qui stimulent la respiration ou la circulation et de la gymnastique respiratoire. Pour ne citer qu'un exemple, on indiquera que la mise en oeuvre des nouvelles méthodes de traitement assure aux silico-tuberculeux une prolongation notable de leurs années de vie.

(1) Voir ci-dessus, n^{os} 1-4.

Réadaptation des victimes d'accidents du travail et de maladies
professionnelles

11. Les résultats pratiques qui ont été obtenus portent sur la détermination et le perfectionnement des moyens médicaux et techniques d'une meilleure réadaptation pour plusieurs catégories de blessés et de malades.

Il est d'ores et déjà possible d'attirer l'attention sur un certain nombre de conclusions qu'on résumera ci-dessous.

Tous les diminués physiques, sans exception, peuvent tirer profit d'une réadaptation.

Mais la réadaptation risque d'échouer

- si les buts à atteindre et les moyens à employer n'ont pas été choisis sur la base d'une évaluation correcte des conditions du patient, en tenant compte des fonctions qui ont été épargnées par la minoration et des possibilités concrètes de développer ces fonctions;
- si les tâches qui sont proposées au patient ne sont pas parfaitement adaptées à sa condition du moment.

Par contre, la réadaptation réussit quand elle est

- commencée suffisamment tôt (dès l'apparition de la cause d'invalidité);
- préparée et suivie, en commun, par tous les spécialistes qui se trouvent en rapport avec le diminué physique (médecin ou chirurgien, kinésithérapeute et physiothérapeute, prothésiste, physiologue et, éventuellement, spécialistes de l'orientation et de la formation professionnelle);
- orientée, autant que possible et au moins pour les besoins de la vie courante, vers l'affranchissement du patient de toute dépendance par rapport à son entourage, ainsi que vers la reprise d'une activité professionnelle.

Les nouveaux programmes

Physiologie et pathologie

12. Le 11 décembre 1963, la Haute Autorité a pris la décision de principe de lancer un nouveau programme de recherches qui s'étendra sur cinq années et auquel sera affecté un montant total de 3 millions d'unités de compte. Le Comité consultatif a donné à l'unanimité, le 14 janvier 1964, un avis favorable à la réalisation de ce programme. Le Conseil spécial de ministres se prononcera dans le courant du mois de mars 1964.

Le programme se divise en deux branches, centrées sur des thèmes d'un grand intérêt pratique et qui sont encore mal connus :

- les affections cardio-respiratoires;
- certaines intoxications.

Les recherches de type fondamental sur les pneumoconioses devront approfondir les facteurs qui conditionnent un fléchissement de l'épuration bronchique, l'accumulation des poussières dans le poumon, le développement des phénomènes inflammatoires, humoraux et infectieux consécutifs à cette accumulation et le développement des masses pseudo-tumorales. Une attention particulière sera accordée aux poussières mixtes qu'on rencontre dans les ambiances minières.

Les recherches cliniques touchant aux affections respiratoires auront pour but de mieux préciser les facteurs qui affectent le fonctionnement du poumon. Leurs résultats devront permettre d'intensifier la lutte contre ces facteurs. Les recherches viseront également à rendre toujours plus nuancé et plus précoce le diagnostic des altérations organiques et des troubles fonctionnels, respiratoires et circulatoires que présentent les mineurs et les travailleurs de la sidérurgie.

Les recherches sur les effets des gaz et des substances nocives s'attacheront à faire progresser la connaissance de la nature de l'action nocive des opérations de soudage et de découpage, ainsi que des substances qui servent au revêtement des coquilles et des poches. Les séquelles des intoxications aiguës feront également l'objet de recherches.

Réadaptation des blessés

13. La préparation d'un nouveau programme "Traumatologie et réadaptation" est pratiquement achevée.

Ce programme prévoit essentiellement des recherches sur la réadaptation des traumatisés du crâne, de la colonne vertébrale et des membres. Il comportera des recherches fondamentales du domaine de la traumatologie et des recherches ayant un caractère d'application. Celles-ci seront orientées vers la détermination des critères d'une réadaptation professionnelle des blessés qui tiennent compte des caractéristiques des industries de la C.E.C.A. et des perspectives de réadaptation dans les autres secteurs.

On ajoutera que les services de la Haute Autorité ont entrepris avec le concours des commissions consultatives compétentes la mise au point d'un autre nouveau programme, qui sera entièrement consacré à la thérapeutique et à la réadaptation des brûlés.

L'ORGANE PERMANENT
POUR LA SECURITE DANS LES MINES DE HOUILLE

Grisou, poussières inflammables et explosions

1. Les conclusions de l'étude qu'il a effectuée au sujet des catastrophes de Luisenthal et de Sachsen (où se sont produites des inflammations de grisou suivies d'explosions de poussières) ont confirmé l'Organe permanent dans son intention d'adopter un nouveau programme de travail.

L'exécution de ce programme est en cours.

Le programme a pour but d'examiner les dispositions à prendre pour se prémunir contre les risques d'une explosion de grisou et de poussières et pour en limiter les effets, si elle vient néanmoins à se produire. Il se propose de contribuer au progrès des techniques de détection et de mesure du grisou, à l'amélioration de la ventilation de certains endroits particuliers de la mine (par exemple, les galeries à grande section qu'on rencontre dans les sièges modernes) et au perfectionnement de la séparation des quartiers et des chantiers.

En ce qui concerne les poussières, l'Organe permanent étudiera notamment

- d'une part, le mécanisme d'inflammation et celui de la propagation de la flamme, ainsi que les facteurs qui peuvent les influencer;
- d'autre part, les mesures de protection contre les inflammations de poussières, telles que la neutralisation de celles-ci (par exemple, au moyen de la schistification) et les arrêts-barrages.

Autres problèmes techniques de la sécurité

2. Dans le cadre de la NOTE D'INFORMATION, il ne saurait être question de rendre compte de la totalité des échanges d'expériences auxquels l'Organe permanent procède au cours d'une année, non plus que de la totalité des essais pratiques qui sont effectués à son initiative pendant la même période. On se bornera à évoquer quelques aspects de son activité en 1963.

Les discussions qui se sont déroulées au sein des groupes de travail et de leurs sous-commissions ont abouti à l'élaboration d'un certain nombre de textes sur lesquels l'Organe permanent sera appelé à se prononcer en séance plénière. A titre d'exemples, on citera :

- un avis sur les avant-barrages en plâtre, qui s'avèrent plus efficaces contre les incendies que les avant-barrages traditionnels et dont l'édification, qui s'accommode d'une méthode largement automatisée, est plus rapide et moins dangereuse;
- une synthèse des observations recueillies à l'occasion de la réouverture de barrages construits dans des quartiers incendiés;
- un rapport sur l'appareillage électrique de sécurité à l'égard du grisou, pour tension nominale supérieure à 1 100 volts.

Ce rapport facilitera le choix des exploitants entre les différents types de disjoncteurs et de contacteurs qui leur sont proposés pour l'équipement électrique du fond.

Les groupes de travail compétents ont également établi une seconde version du rapport relatif à la fixation de critères applicables aux liquides pour transmission mécanique difficilement inflammables et aux essais à effectuer. Cette version est une sorte de cahier des charges auquel pourront se référer tous les charbonnages de la Communauté. Le "Rapport d'information" (1) qui avait été diffusé en 1960 a été complété, notamment en ce qui concerne les tests hygiéniques, à la suite de l'examen approfondi auquel il a été soumis avec la collaboration de représentants de l'industrie chimique, des producteurs d'huiles et des fabricants de matériel minier et avec le concours d'experts médicaux.

(1) Neuvième Rapport général, n° 520.

Au sujet des nombreux problèmes que posent les feux de mine (1), on indiquera que l'Organe permanent a effectué une étude approfondie des répercussions que ces feux peuvent exercer sur l'aérage et qu'il a adopté un programme d'essais à réaliser, avec l'aide financière de la Haute Autorité, dans une mine qui a arrêté son exploitation.

L'Organe permanent a également demandé à la Haute Autorité d'accorder son concours financier à un programme de recherches sur les effets physiologiques du port des appareils respiratoires qu'utilisent les sauveteurs. Ce programme est réalisé en commun par deux instituts belges et un institut allemand.

Facteurs humains de la sécurité

3. L'Organe permanent a adopté, au cours de sa session du 18 juillet 1963, la recommandation sur le travail dans les chantiers chauds dont le projet a été analysé dans le Onzième Rapport général (2). Cette recommandation fixe à 32° effectifs américains (basic scale) la limite de climat au-delà de laquelle le séjour et le travail sont interdits, sauf en cas de nécessité et elle détermine le maximum de la durée du travail et du séjour dans les chantiers où règne une température effective supérieure soit à 30° soit à 28°.

(1) Onzième Rapport général, n° 583.

(2) N° 580.

L'Organe permanent a en outre décidé de développer et d'approfondir l'étude des problèmes que posent les chantiers chauds :

- il a chargé le travail compétent en matière de rémunération d'examiner les moyens d'adapter les systèmes de rémunération à la tâche aux conditions particulières qui prévalent dans ces chantiers;
- il a demandé à la Haute Autorité d'attribuer une aide financière à une recherche qui sera menée aux Pays-Bas ("Mesure des facteurs régissant le climat dans les travaux souterrains").

Un autre groupe de travail a préparé un premier document relatif aux incidences des méthodes de rémunération sur la sécurité.

Moyens d'action et champ d'activité de l'Organe permanent

4. Sauf pour l'aspect qui a été mis en évidence par la catastrophe qui s'est produite en 1963 dans une mine de fer, la portée du problème des moyens d'action et du champ d'activité de l'Organe permanent a été exposée, avec les premiers éléments de solution, dans le Onzième Rapport général (1).

5. Depuis, les démarches qu'une délégation du Parlement européen, accompagnée par le président de l'Organe permanent, a effectuées, sur la base de la résolution du 20 février 1962, auprès des différents gouvernements et les discussions qui ont eu lieu entre les représentants gouvernementaux au sein de l'Organe permanent ont abouti à la détermination de moyens d'action supplémentaires.

(1) n^{os} 571 - 577.

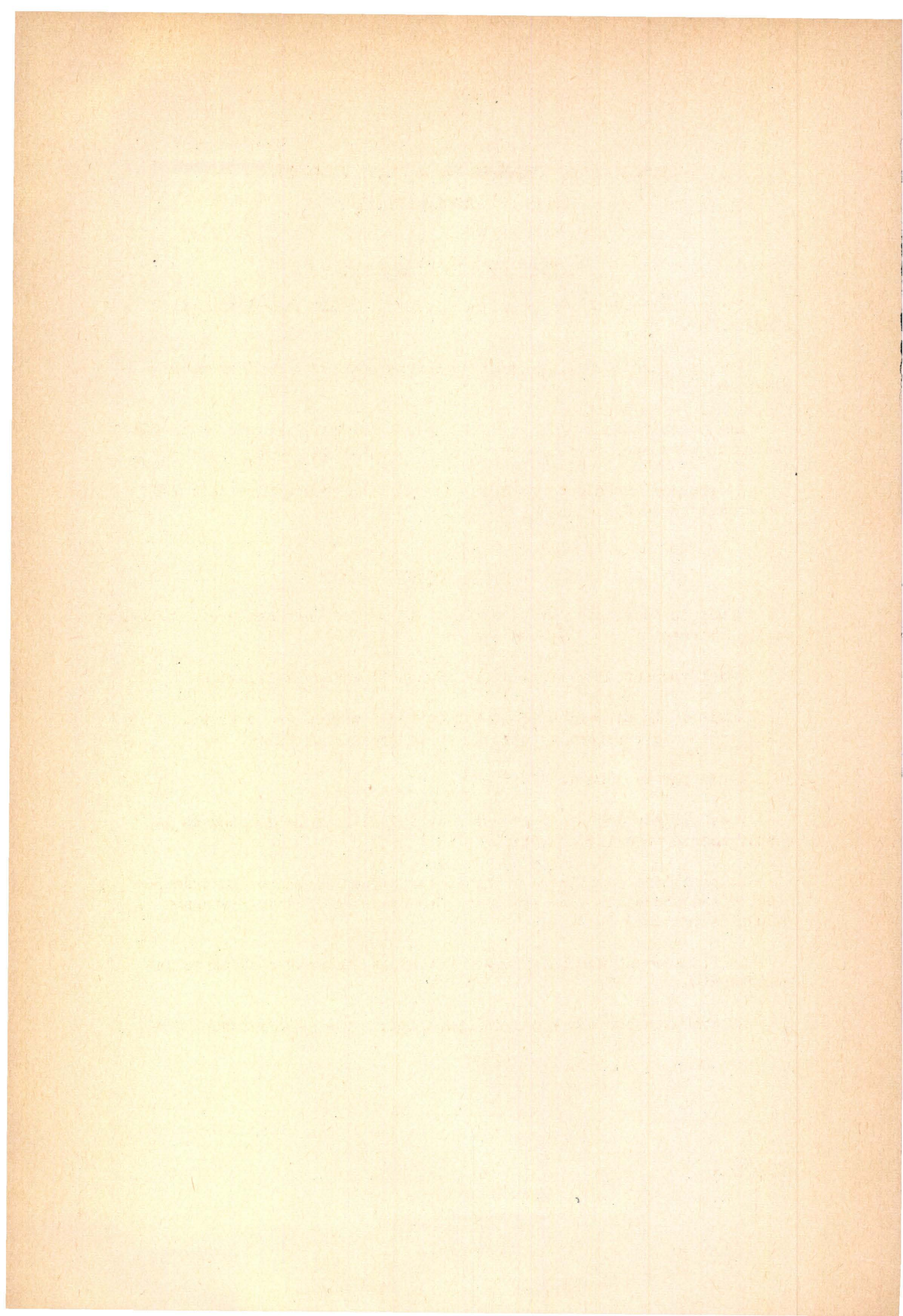
Selon des modalités convenues avec chaque gouvernement, les membres du secrétariat de l'Organe permanent pourront se rendre dans les entreprises charbonnières et dans leurs installations souterraines. Leurs visites, au cours desquelles ils réuniront toutes informations utiles à l'accomplissement de leur mission générale, auront plus particulièrement pour but de leur permettre de se renseigner soit sur les causes et les circonstances d'un accident (sans en rechercher les responsabilités) soit sur l'application des recommandations de la conférence sur la sécurité (1) et de celles de l'Organe permanent.

6. Le 24 octobre 1963, une catastrophe où 29 mineurs ont trouvé la mort et qui a fait redouter un bilan encore plus lourd, s'est produite dans la mine de fer de Lengede, en Allemagne. Cette catastrophe a remis en lumière les dangers qui menacent la vie et l'intégrité physique des mineurs de fer. Pour sa part, la Haute Autorité a estimé qu'un échange systématique d'expériences pratiques entre les représentants des gouvernements, des employeurs et des travailleurs contribuerait au progrès de la sécurité dans les mines de fer. Au cours de la session du 7 janvier 1964 du Conseil de ministres, elle a donc demandé aux gouvernements d'accorder à l'Organe permanent, à l'égard des mines de fer, des compétences identiques à celles qu'il détient en ce qui concerne les mines de houille.

Considérant en outre que les maladies professionnelles ont des conséquences au moins aussi graves que les accidents, la Haute Autorité a demandé en même temps aux gouvernements d'étendre le champ d'activité de l'Organe permanent aux problèmes de la prévention des risques de maladies, tels qu'ils se présentent dans les deux secteurs miniers des industries de la C.E.C.A.

Le Conseil a chargé sa commission de coordination d'étudier les propositions de la Haute Autorité.

(1) La conférence sur la sécurité dans les mines de houille, que la Haute Autorité a réunie au lendemain de la catastrophe de Marcinelle et dont les travaux se sont étendus de septembre 1956 à janvier 1957, a émis quelque 300 recommandations. .



PUBLICATIONS RECENTES DE LA HAUTE AUTORITE
DANS LE DOMAINE SOCIAL

Formation professionnelle

Progrès technique et formation professionnelle dans l'industrie charbonnière

Progrès technique et formation professionnelle dans l'industrie sidérurgique

Les répercussions du progrès technique sur la structure et la formation du personnel dans les services des hauts fourneaux

Le progrès technique et l'organisation de l'entreprise dans les industries de la C.E.C.A.

Reconversion

Etude du développement économique des régions de Charleroi, du Centre et du Borinage

Développement industriel de la région de Montceau-les-Mines

Etude de la situation économique et de l'emploi des entreprises de l'industrie sidérurgique des provinces de Brescia et Udine

Etude sur la zone de Piombino

Possibilités de développement d'activités dans le domaine de la chaudronnerie en acier inoxydable

Dispositions juridiques et financières pour faciliter la création d'activités nouvelles dans les Etats membres et en Grande-Bretagne (Nouvelle édition)

Le financement des investissements et les aspects sociaux de la reconversion

La conduite sur place des opérations de conversion industrielle

Sécurité sociale

Tableaux comparatifs "Les régimes de sécurité sociale applicables dans les Etats membres des Communautés européennes" (au 1er janvier 1963);
2. Régime minier

Rapport sur la comparaison du système britannique de sécurité sociale avec les systèmes des pays de la Communauté

Conditions de travail

Memorandum sur l'évolution de la question du statut européen du mineur

Etude des travaux continus et semi-continus dans l'industrie sidérurgique de la Communauté (Situation au 30 juin 1962)

Groupe de travail "Les répercussions de l'évolution technique sur la productivité, les salaires, la durée du travail et l'emploi" -
Etude globale

Salaires, sécurité sociale et durée du travail

NOTE D'INFORMATION "EVENEMENTS SOCIAUX DANS LA COMMUNAUTE" -
VIIIe année, n° 2 - Evolution des salaires, de la sécurité sociale et de la durée du travail dans les industries de la C.E.C.A. (février 1953 - février 1963)

Logement

Deuxième programme de constructions expérimentales

Hygiène du travail

Lutte technique contre les poussières dans les mines (Synthèse des recherches subsidiées par la Haute Autorité)

Sécurité du travail

Rapport relatif à la fixation de critères applicables aux liquides pour transmission mécanique difficilement inflammables et aux essais à effectuer (Seconde version)

PROCHAINES PUBLICATIONS DE LA HAUTE AUTORITE
DANS LE DOMAINE SOCIAL

Formation professionnelle

Les répercussions du progrès technique sur la structure et la formation du personnel dans les aciéries

Les répercussions du progrès technique sur la structure et la formation du personnel dans les laminoirs

Les répercussions du progrès technique sur la structure et la formation du personnel dans les tailles mécanisées

Reconversion

Une étude sur les problèmes de la structure économique et sociale de la Sarre

Une étude sur la localisation optima des logements à édifier dans les bassins belges du Centre et du Borinage

Une étude sur l'ensemble régional Montceau- Le Creusot- Chalon

Des études sur les problèmes de reconversion que pose la fermeture de l'usine sidérurgique du Boucau (France)

Des études relatives aux possibilités de reconversion de Decazeville

Des études intéressant la Lorraine, en relation avec les difficultés économiques et sociales du bassin ferrifère

Une étude sur l'Ombrie

Une étude sur la reconversion de la Sardaigne

Une étude sur la promotion d'un pôle industriel de développement en Italie méridionale

Structure socio-économique des régions minières et sidérurgiques

Les organismes d'action régionale

Le zoning industriel

Le bâtiment industriel dans la politique de développement régional

Plusieurs études sur des fabrications nouvelles

Salaires

Différentes études relatives à l'influence que le progrès technique et le progrès social exercent sur les modes de rémunération du personnel occupé dans les installations modernes de la sidérurgie et dans les mines de houille

Sécurité sociale

Etude comparative sur les charges de la sécurité sociale dans les mines et dans les autres industries

Conditions de travail

Une enquête sociologique sur la fluctuation de la main-d'oeuvre des charbonnages

Droit du travail

Le contrat de travail

Le régime juridique des organisations professionnelles des employeurs et des travailleurs

Sécurité du travail

Une publication de synthèse destinée à assurer l'information des milieux scientifiques et des milieux professionnels sur les résultats des recherches terminées à la fin de 1963 en matière de facteurs humains de la sécurité

Un ouvrage qui s'adressera, à la fois, aux chercheurs et aux professionnels et qui fera, à partir des principaux travaux de recherche réalisés au cours des trente dernières années, le bilan des connaissances scientifiques sur les facteurs humains de la sécurité

Médecine du travail

Nouvelles études de physiologie et de pathologie du travail

Bilan des résultats du programme de recherches sur la réadaptation des victimes d'accidents du travail et de maladies professionnelles

LISTE DES TABLEAUX ET DES GRAPHIQUES

CONTENUS DANS LA PRESENTE LIVRAISON

DE LA NOTE D' INFORMATION

Pages

Emploi

Les Italiens occupés dans les mines (charbon et fer) et dans la sidérurgie d'un pays de la Communauté autre que l'Italie (30 septembre 1963)	11
Récapitulation des cartes de travail de la C.E.C.A. délivrées jusqu'au 30 septembre 1963	13
Nombre d'employés, techniciens et cadres pour 1000 ouvriers au travail dans les industries de la C.E.C.A. (septembre 1963)	17
Nombre de surveillants et de cadres techniques pour 1000 ouvriers au travail dans les charbonnages (1er janvier 1955 - 30 septembre 1963)	18
Surveillance et cadres techniques du fond et du jour dans les charbonnages (1er janvier 1955 - 30 septembre 1963)	19
Nombre d'employés, techniciens et cadres pour 1000 ouvriers au travail dans la sidérurgie (1er janvier 1955 - 30 septembre 1963)	20
Personnel inscrit dans les industries de la C.E.C.A. (30 septembre 1962 et 30 septembre 1963)	21
Evolution des effectifs inscrits dans les charbonnages (30 septembre 1962 - 30 septembre 1963)	22
Evolution des effectifs inscrits dans la sidérurgie (30 septembre 1962 - 30 septembre 1963)	23
Evolution des effectifs inscrits dans les mines de fer (30 septembre 1962 - 30 septembre 1963)	24
Répartition par nationalité du personnel inscrit, au 30 septembre 1963, dans les industries de la C.E.C.A.	25
Répartition par nationalité, au 30 septembre 1963, du personnel inscrit au fond dans les charbonnages de la C.E.C.A.	26
Evolution des effectifs occupés dans les charbonnages de 1955 à 1963.	27
Evolution des effectifs occupés dans la sidérurgie de 1955 à 1963.	28

Nombre d'employés, techniciens et cadres pour 1000 ouvriers au travail dans les industries de la C.E.C.A. (1955 - 1963)	29
---	----

Formation professionnelle

Evolution du nombre des apprentis et de leur pourcentage par rapport aux effectifs totaux dans les charbonnages de la Communauté (septembre 1962 - septembre 1963)	30
--	----

Evolution du nombre des apprentis et de leur pourcentage par rapport aux effectifs totaux dans l'industrie sidérurgique de la Communauté (septembre 1962 - septembre 1963)	32
--	----

Salaires

Evolution du coût de la vie dans les pays de la Communauté	46
--	----

Evolution des salaires horaires directs dans les industries de la C.E.C.A. pendant les trois premiers trimestres de 1963	47
--	----

Les gains horaires totaux en 1962 (charbonnages, mines de fer, sidérurgie)	48
--	----

Les coûts salariaux horaires totaux en 1962 (charbonnages, mines de fer, sidérurgie)	49
--	----

Les revenus réels en 1962 (charbonnages, mines de fer, sidérurgie)	50
--	----

Les revenus annuels moyens en 1962 (charbonnages, mines de fer, sidérurgie)	51
---	----

Durée du travail

Durée normale du travail dans les charbonnages et dans la sidérurgie (au 1er janvier 1964)	52
--	----

Congés payés dans les charbonnages et dans la sidérurgie (1er janvier 1964)	54
---	----

Les congés d'ancienneté dans les mines et dans la sidérurgie françaises	42
---	----

Les heures supplémentaires dans la sidérurgie en 1954 et en 1962	43
--	----

Rémunération des heures supplémentaires dans les charbonnages et dans la sidérurgie	45
---	----

Réadaptation

Les actions de réadaptation au financement desquelles la Haute
Autorité a décidé de contribuer au titre de l'article 56 (1er
février 1963 - 31 janvier 1964) 71

Récapitulation des actions de réadaptation au financement desquelles
la Haute Autorité a décidé de contribuer au titre de l'article 56
(29 mars 1960 - 31 janvier 1964) 72

Logement

Les loyers des logements ouvriers construits en 1963 56

Les chantiers de la tranche spéciale 96

Etat des travaux pour les deux programmes expérimentaux et pour les
cinq grands programmes (au 31 janvier 1964) 100

Financement des deux programmes expérimentaux et des cinq grands
programmes (au 31 janvier 1964) 101

Activité de la Haute Autorité dans le domaine du financement de la
construction de logements ouvriers (au 31 janvier 1964) 102

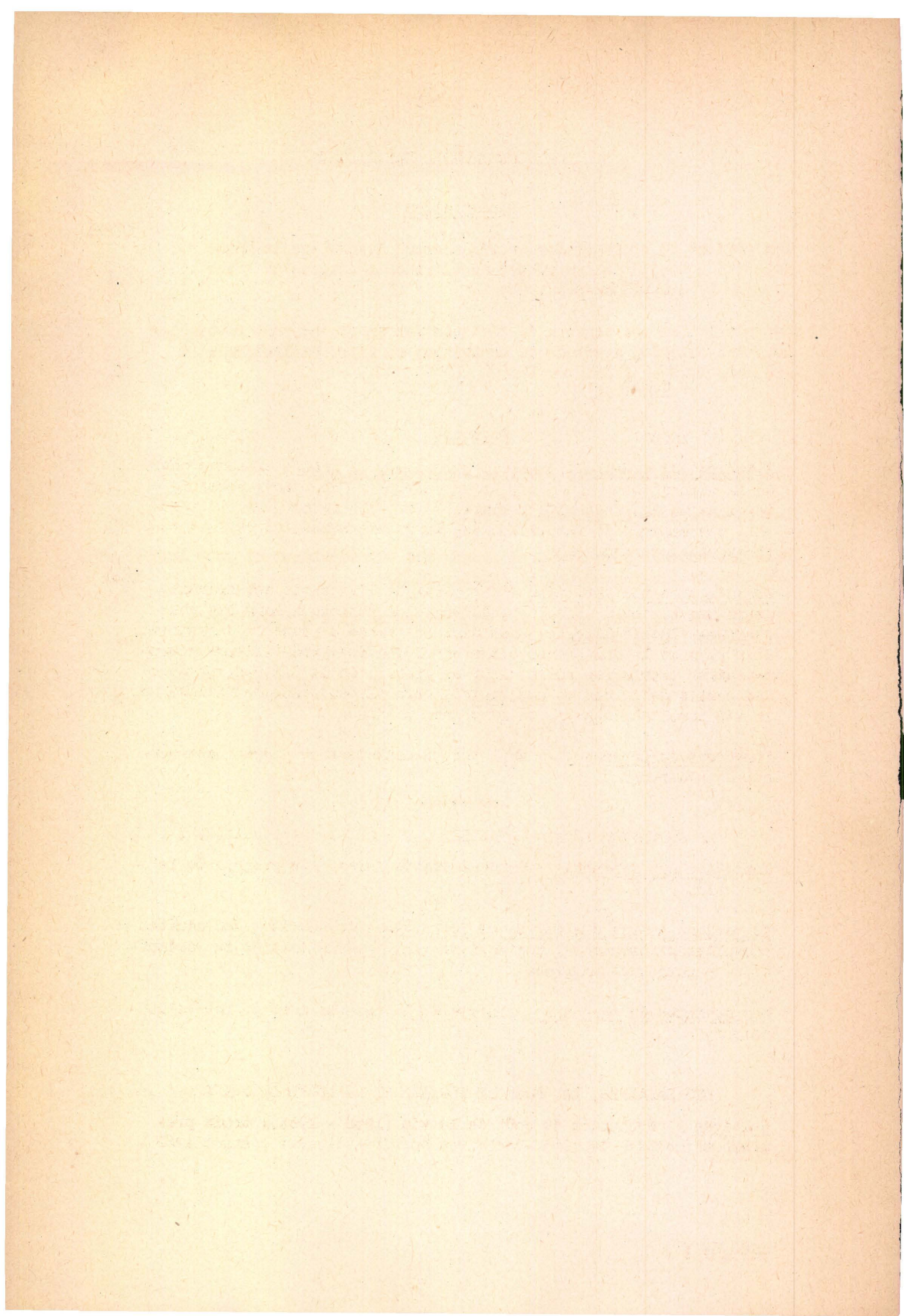


TABLE ANALYTIQUE DES MATIERES

	<u>Pages</u>
<u>AVERTISSEMENT</u>	1
 <u>LA SITUATION DES TRAVAILLEURS DES INDUSTRIES DE LA</u> <u>C.E.C.A.</u>	 2
 L' EMPLOI	 3
<u>Situation d'ensemble</u> : charbonnages (tendance générale, mouvement de la main-d'oeuvre du fond, besoins de main-d'oeuvre); sidérurgie (diminution des effectifs); mines de fer (les fermetures, le réemploi des mineurs de fer licenciés, la reconversion des régions touchées par les fermetures)	
<u>Travailleurs non nationaux</u> : évolution de l'effectif des travailleurs non nationaux (les travailleurs non nationaux dans les charbonnages, les Italiens occupés dans les mines et dans la sidérurgie d'un pays de la Communauté autre que l'Italie); travailleurs communautaires titulaires de la carte de travail de la C.E.C.A. (nombre des cartes délivrées et des travailleurs placés); les conditions de la vie familiale des travailleurs non nationaux.	
<u>Structure du personnel</u> : Employés, techniciens et cadres (charbonnages, sidérurgie)	
 LA FORMATION PROFESSIONNELLE	 30
<u>Formation des apprentis</u> : données statistiques; les progrès de la formation	
<u>Formations autres que celle des apprentis</u> : initiation des adultes nouvellement embauchés; perfectionnement, spécialisation ou réadaptation du personnel en place	
<u>Les échanges de personnes</u> (en vue de la formation et du perfectionnement)	
 LES SALAIRES, LA SECURITE SOCIALE ET LA DUREE DU TRAVAIL . .	 36
<u>Salaires</u> : évolution du coût de la vie (1958 - 1963); trois premiers trimestres de 1963 - salaires horaires directs ; année 1962 -	

gains salariaux horaires totaux, coûts horaires totaux, revenus réels, revenus annuels moyens (places où les mineurs de charbon, les mineurs de fer et les travailleurs de la sidérurgie se situent, les uns par rapport aux autres, dans le cadre de chaque pays)

Sécurité sociale : régimes généraux; régimes miniers

Durée du travail : durée journalière et durée hebdomadaire; congés payés; nombre et rémunération des heures supplémentaires

LE LOGEMENT 55

Les loyers : part de leur revenu que les ouvriers des industries de la C.E.C.A. consacrent au loyer; les loyers des logements ouvriers construits en 1963

Le logement des travailleurs non nationaux : les difficultés auxquelles se heurtent ces travailleurs; les mesures prises par la Haute Autorité et par les Etats membres

L'HYGIENE ET LA SECURITE DU TRAVAIL 59

Données statistiques sur les accidents : charbonnages (taux de fréquence des décès, taux de fréquence des blessures, nombre des accidents collectifs); sidérurgie (nombre des tués, nombre des blessés, taux de fréquence de décès, taux de fréquence des blessures)

L'évolution de la technique minière dans ses rapports avec l'hygiène et la sécurité (concentration des unités de production, allongement des fronts, avancement journalier plus rapide, multiplication des postes d'abattage, mécanisation)

L' ACTIVITE SOCIALE DE LA HAUTE AUTORITE 62

LA FORMATION PROFESSIONNELLE 63

L'adaptation au progrès technique de la formation et du perfectionnement des ouvriers et des cadres : formation des mineurs du fond et des ouvriers des services de production de la sidérurgie; étude des méthodes pédagogiques les plus récentes; formation et perfectionnement des calibreurs; "formation des formateurs"

Moyens pédagogiques : films techniques destinés à la formation professionnelle; l'instruction sur la conduite et l'entretien des machines minières; analyse, évaluation et échange des moyens pédagogiques

Concours financier à la création de centres de formation

La coopération européenne : le Centre international d'information et de recherche sur la formation professionnelle; la décision du Conseil de ministres de la C.E.E. portant établissement des principes généraux pour la mise en oeuvre d'une politique commune de formation professionnelle; l'automation dans le secteur administratif; élimination des formalités administratives et douanieres qui gênent les échanges de moyens pédagogiques

LA READAPTATION DES TRAVAILLEURS 70

Nombre des travailleurs prévus et montant des crédits ouverts pendant la période comprise entre le 1er février 1963 et le 31 janvier 1964; récapitulation des actions de réadaptation (nombre des travailleurs prévus et montant des crédits ouverts) au financement desquelles la Haute Autorité a décidé de contribuer au titre de l'article 56 du traité (29 mars 1960 - 31 janvier 1964)

LA RECONVERSION DES ENTREPRISES ET DES REGIONS 73

Les études de développement régional et les opérations de reconversion : Allemagne (R.F.), Belgique, France, Belgique et France (l'étude et la recommandation sur le Sud de la province belge du Luxembourg et sur le Nord de la Lorraine), Italie

Activités générales : le comité d'experts pour la reconversion industrielle; l'étude sur les fabrications nouvelles; l'information (publications diverses, le congrès européen des villes sidérurgiques et minières

L'APPLICATION DE L'ARTICLE 69 DU TRAITE 85

La première étape : création de la carte de travail de la C.E.C.A.; adoption de la première liste des métiers dont l'exercice ouvre le droit à l'obtention de la carte

La seconde liste de métiers : la procédure; l'entrée en vigueur

La portée de l'action de la Haute Autorité : droit à la libre circulation ouvert à tout le personnel qualifié et à tout le personnel spécialisé des mines et de la sidérurgie; amélioration de la protection sociale de tous les travailleurs migrants, quel que soit le secteur auquel ils appartiennent

LES SALAIRES, LA SECURITE SOCIALE ET LES CONDITIONS DE TRAVAIL. 89

Salaires : mise au point d'un nouveau programme de travail qui permettra d'étudier l'influence que le progrès technique et le progrès social exercent sur les modes de rémunération du personnel occupé dans les installations modernes de la sidérurgie et dans les charbonnages

Sécurité sociale : organisation de consultations périodiques entre la Haute Autorité, les gouvernements et les partenaires sociaux au sujet des régimes miniers; étude comparative sur les charges de la sécurité sociale dans les mines et dans les autres industries; la coopération entre la Haute Autorité et la Commission de la C.E.E.; publications diverses; sécurité sociale des travailleurs migrants (participation des représentants des partenaires sociaux aux travaux de la Commission administrative pour la sécurité sociale des travailleurs migrants; amélioration de la protection sociale des travailleurs migrants occupés dans les mines)

Conditions de travail : commission mixte pour l'harmonisation des conditions de travail dans l'industrie charbonnière (statut européen du mineur, enquête sociologique sur la fluctuation de la main-d'oeuvre des charbonnages); commission mixte pour l'harmonisation des conditions de travail dans l'industrie sidérurgique (étude des travaux continus et semi-continus dans l'industrie sidérurgique de la Communauté, étude des répercussions de l'évolution technique sur la productivité, les salaires, la durée du travail et l'emploi)

Droit du travail : élaboration de deux nouveaux ouvrages

LE LOGEMENT

95

Le cinquième grand programme : les opérations financières (certaines de ces opérations sont effectuées dans le cadre d'actions de réadaptation); la tranche spéciale (étude des problèmes que pose la satisfaction des besoins proprement sociaux qui se manifestent dans les ensembles d'habitation)

Le deuxième programme expérimental : l'industrialisation et la productivité du secteur du bâtiment; coût de la construction; utilisation de l'acier

Récapitulation (au 31 janvier 1964) des réalisations de la Haute Autorité : nombre des logements financés et montant des crédits fournis

L'HYGIENE, LA SECURITE ET LA MEDECINE DU TRAVAIL

103

Hygiène : lutte technique contre les poussières dans les mines (recherches terminées et recherches en cours, nouveau programme); lutte technique contre les poussières dans la sidérurgie (recherches terminées et recherches en cours, nouveau programme)

Sécurité (facteurs humains de la sécurité) : recherches terminées et recherches en cours; nouveau programme; préparation d'une publication

Médecine : les recherches terminées (physiologie et pathologie du travail, réadaptation des victimes d'accidents du travail et de maladies professionnelles); les nouveaux programmes (physiologie et pathologie, réadaptation des blessés, thérapeutique et réadaptation des brûlés)

L'ORGANE PERMANENT POUR LA SECURITE DANS LES MINES DE HOUILLE	113
---	-----

Grisou, poussières inflammables et explosions (nouveau programme de travail en cours d'exécution)

Autres problèmes techniques de la sécurité

Facteurs humains de la sécurité : travail dans les chantiers chauds; incidences des méthodes de rémunération sur la sécurité

Moyens d'action et champ d'activité de l'Organe permanent : visites des membres du secrétariat de l'Organe permanent dans les installations souterraines des entreprises charbonnières; la question de l'extension aux mines de fer des compétences de l'Organe permanent; la question de l'extension du champ d'activité de l'Organe permanent à la prévention des risques de maladies dans les charbonnages et dans les mines de fer

PUBLICATIONS RECENTES DE LA HAUTE AUTORITE DANS LE DOMAINE SOCIAL	118
---	-----

PROCHAINES PUBLICATIONS DE LA HAUTE AUTORITE DANS LE DOMAINE SOCIAL	120
---	-----

<u>LISTE DES TABLEAUX ET DES GRAPHIQUES</u>	122
---	-----

<u>TABLE ANALYTIQUE DES MATIERES</u>	125
--	-----

